

Rezensionen / Recensions / Recensioni

Roland Gerber, *Inszenierung von Glauben und Macht. Die Berner Ratsgeschlechter und der Münsterbau 1393 bis 1470*, Baden: Hier und Jetzt, 2022 (coll.: Archiv des Historischen Vereins des Kantons Bern), 464 pages, 75 illustrations.

Depuis sa thèse (*Gott ist Burger zu Bern*, Weimar, 2001), Roland Gerber s'est imposé comme grand spécialiste de l'histoire de Berne, ville dont il est maintenant l'archiviste. Avec ce livre, il s'intéresse aux relations entre la construction de l'église paroissiale et collégiale Saint-Vincent – le *Münster* de Berne – et les évolutions sociopolitiques dans la ville. Le titre, « Mise en scène de la foi et du pouvoir », est trop restreint pour rendre compte de la richesse du livre. C'est véritablement à une histoire de Berne au XV^e siècle que nous invite l'auteur, dont on retrouve au fil des pages les thèmes de prédilection: les progrès de la chancellerie (p. 62–65, 350–353), qui permirent l'expansion territoriale bernoise, ou le rôle laissé aux métiers dans la ville patricienne qu'est Berne.

La thèse principale du livre est que la construction et l'aménagement de la collégiale Saint-Vincent, d'un côté, et, de l'autre, l'ascension sociale et politique des lignages des seigneurs justiciers (*Twingherren*), ces nobles bourgeois de Berne exerçant la justice (basse dans la plupart des cas) dans les différentes parties du territoire de la ville, étaient inextricablement liés. Pour cela, l'auteur s'appuie sur l'analyse de réseaux sociaux et sur la notice biographique, sans toutefois que l'introduction précise plus avant la façon dont il opère.

Roland Gerber choisit une progression chronologique, entrecoupée cependant de chapitres plus synchroniques. Après l'introduction, un court chapitre présente la façon dont les seigneurs justiciers se concevaient eux-mêmes et étaient vus par leurs contemporains. Il insiste sur la division du patriciat bernois entre vieilles familles chevaleresques et nouveaux puissants, enrichis dans le commerce avant de se faire une place dans la noblesse. Un premier chapitre chronologique présente les conditions qui ont présidé à la volonté de construire une nouvelle église paroissiale entre 1393 et 1418: tout d'abord, le grand schisme et la reprise en main de l'Église par le roi des Romains Sigismond et le pape Martin V, élu au concile de Constance pour mettre fin à la division (p. 39–40 et 47), événement concomitant avec l'intensification du pouvoir du Conseil de ville. Avec ce chantier, les lignages principaux de Berne auraient cherché à manifester leur orthodoxie, ce qui était d'autant plus nécessaire que les procès contre les Vaudois se tenaient à Fribourg en 1399 puis 1430 (p. 66–68). Les débuts de la construction (1418–1453) sont ensuite décrits, avec les modalités des financements et les premières réalisations. Les différents acteurs, architecte, tailleurs de pierre, etc., sont présentés de façon très efficace, de même que les grands donateurs. Quant à cette section, peut-être aurait-il fallu réduire plus drastiquement le nombre de fiches biographiques, assurément utiles à qui s'intéresse à la société bernoise du XV^e siècle, mais dont l'accumulation ne sert pas la démonstration pour le livre et l'alourdit. Le troisième grand chapitre fait alors un pas de côté pour décrire les conditions générales de la construction du *Münster*. Il évoque l'évolution de la situation politique interne, mais aussi la peste de 1439, la guerre de Zurich, celle avec Fribourg, de même que les conflits et les tensions sociales empêchant le chantier d'avancer comme souhaité. La présentation chronologique reprend alors avec la dernière phase traitée ici, celle d'une « recherche du pouvoir et du prestige » de 1453 à 1470 (le chapitre en fait pousser au-delà de cette date). La fabrique de la collégiale est alors réarrimée plus

fermement aux services de la ville, avec le choix d'embaucher des architectes locaux, moins chers que leurs prédécesseurs étrangers plus connus et davantage focalisés sur leur tâche, n'étant pas accaparés par des chantiers dans d'autres villes. On s'efforce également de trouver d'autres financements, par exemple par le biais d'amendes – un beau document sur les amendes imposées à des Bernois ayant mangé de la viande pendant le Carême est présenté p. 277 – ou d'indulgences. Le dernier chapitre est une grande conclusion, qui reprend les éléments principaux du livre: la construction de Saint-Vincent est un miroir de l'évolution sociale à Berne, comme le montrent les portraits des différentes générations de fondateurs, et le chantier dépendit fortement d'influences extérieures à la ville, guerres ou épidémies, notamment parce qu'elles le privèrent de sources de financement.

La grande force de ce travail réside, d'une part, dans l'intime connaissance que Roland Gerber a des familles patriciennes qui jouèrent un rôle dans le financement de l'église, et, d'autre part, dans l'exploitation du *Schuldbuch* de Saint-Vincent en plus des testaments et autres chartes de fondations pieuses (dont la liste figure en annexe). Le livre est par ailleurs très soigneusement illustré, avec notamment des photographies de documents d'archives qui font entrer la lectrice ou le lecteur dans l'atelier de l'historien médiéviste, sans oublier les tableaux et autres plans. Les annexes sont utiles, avec un index précieux, et est l'écriture agréable, truffée de citations bien conduites. Au total, c'est bien plus la mise en scène du pouvoir, ou de l'ascension sociale et politique, qui est retracée dans le livre que celle de la foi – peut-être parce qu'on peut considérer que cette dernière est en arrière-plan de toute construction d'église. Mais surtout, cet ouvrage constitue une nouvelle porte d'entrée, originale, dans l'histoire sociopolitique de la Berne du XV^e siècle. Confronter aussi fortement la construction du *Münster* aux affaires politiques internes comme externes de Berne peut, çà et là, nuire à la cohérence d'un livre qui semble parfois s'éloigner de son objet, mais qui lui donne en fait une ambition bien plus large.

Olivier Richard, Binningen

Paolo Ostinelli, Francesca Luisoni (dir.), **La rotella ritrovata. Accertamenti sulla battaglia di Giornico del 1478 e sul suo bottino**, Bellinzona: Salvioni, 2021, 191 pages.

La rotella ritrovata est la dernière contribution scientifique consacrée à la bataille de Giornico (*battaglia dei Sassi Grossi*), opposant, le 28 décembre 1478, des troupes milanaises aux Uranaïs, appuyés par un contingent d'hommes de la Léventine. Cette recherche a été stimulée par l'acquisition récente, par la Collection ethnographique du canton du Tessin, d'un «bouclier-*rotella*» faisant partie du butin de guerre des Confédérés. L'importance symbolique de cet objet et de l'événement auquel il se rattache a donné lieu à une collaboration entre cinq spécialistes d'histoire tessinoise issus de divers milieux académiques et institutionnels: Paolo Ostinelli (Université de Zurich), Alex Lussignoli (Université de Neuchâtel), Fabrizio Viscontini (historien et enseignant à l'école secondaire de Giornico-Faido), Francesca Luisoni (Archivio di Stato del Canton Ticino) et Helena Bernal (Ufficio dei beni culturali). L'ouvrage ici recensé est un exemple réussi de pluridisciplinarité mise au service d'un événement militaire qui, pendant plus de cinq siècles, a exercé un impact culturel et identitaire majeur au sein des collectivités uranaïses et tessinoises (en particulier en Léventine). Les cinq articles sont accompagnés d'un riche appareil iconographique ayant principalement trait à l'histoire du duché de Milan et des Confédérés à la fin du Moyen Âge et à la Renaissance (enluminures, documents d'archives, armes, monuments commémoratifs, etc.).

Une fois présentées les principales sources narratives et documentaires relatives à la bataille, le médiéviste Paolo Ostinelli rappelle l'intérêt du butin de guerre en tant qu'objet d'étude. Celui-ci revêt en effet une double fonctionnalité, liée, d'une part, à la sphère économique (possibilité d'enrichissement de la part des communautés en guerre) et, d'autre part, à la sphère symbolique en se rattachant à la commémoration et à l'interprétation des événements historiques. Parmi les biens enlevés aux Milanais, les boucliers (*rotelle*) se distinguent par leur dimension emblématique, qui renvoie à l'origine sociale des vaincus puisqu'ils sont ornés d'armoiries de la noblesse milanaise. Par conséquent, dès la fin du XV^e siècle, les Confédérés ont considéré ces objets comme le trophée le plus significatif des campagnes menées au sud des Alpes, réalité qui attisa l'intérêt de l'élite économique et sociale de Suisse centrale. D'abord conservés dans l'Église de Quinto, puis à Lucerne, les *rotelle milanesi* seront reversés, au XVII^e siècle, à l'arsenal municipal de cet important centre urbain. À travers l'histoire «muséologique» de ces objets, Paolo Ostinelli parvient à démontrer tout leur potentiel symbolique, mis au service de la mémoire collective et régionale des différentes forces politiques helvétiques.

Basée sur le dépouillement de sources épistolaires éditées par la collection éditoriale *Ticino ducale*, l'étude d'Alex Lussignoli vise à raconter l'épisode de 1478 par le biais de la correspondance de Carlo da Cremona, commissaire des Sforza installé à Bellinzona. Le lecteur peut ici mieux saisir le contexte politique précédant le conflit, caractérisé par la profonde crise économique et dynastique que traverse le duché de Milan, de même que par l'importance stratégique du Tessin dans les enjeux politiques internationaux de la fin du Moyen Âge. Dans une perspective d'histoire politique et administrative, l'historien réussit à montrer les préoccupations, voire les émotions, d'un officier délaissé par son souverain. Les nombreuses sources éditées aident à comprendre le climat tendu qui règne parmi les autorités milanaises, dont l'incapacité diplomatique les mena vers une véritable catastrophe militaire.

Inspiré par l'étude fondatrice de Georges Duby (*Le dimanche de Bouvines*, 1973), la recherche de Fabrizio Visconti se focalise sur le mythe autour de la bataille et de ses interprétations à l'époque moderne et contemporaine. La mémoire de l'événement est, dans un premier temps, analysée au prisme de plusieurs objets et lieux symboliques (arsenal, armement, ossuaire et vitraux). Par la suite, il est question des conséquences politiques de la bataille, notamment de la soumission de la Léventine aux baillis d'Uri. La mémoire de Giornico devient dès lors un catalyseur des tensions politiques entre ces deux entités, qui n'hésitent pas à instrumentaliser le déroulement des combats et les références aux héros de la «bataille du champ de glace» en fonction des conjonctures historiques. De la révolte de la Léventine (1755) aux commémorations de 1978 en passant par les écrits des érudits du XIX^e siècle et la défense spirituelle (1930–1960), l'auteur nous fait comprendre toute la complexité d'un mythe fondateur «mineur» qui, jusqu'aux années 1970, a significativement contribué à forger l'identité régionale léventine.

Comme nous l'avons déjà souligné, le «moteur» de ce bel ouvrage a été constitué par l'achat, de la part du canton du Tessin, d'un bouclier du XV^e siècle portant les armoiries de la famille Crivelli, un puissant lignage installé dans le Milanais depuis l'âge féodal. Cet objet appartenait très probablement à un capitaine ducal issu de cette famille qui participa aux combats de 1478. Dans un premier temps, la contribution de Francesca Luisoni se propose de parcourir l'histoire des Crivelli, attestés dans le bailliage de Lugano dès le XV^e siècle. Leur rapide ascension sociale les orienta vers la Suisse centrale, où ils tissèrent de solides liens politiques, économiques, militaires et matrimoniaux avec l'élite

des communautés locales uranaises. Durant le XVIII^e siècle, l'acquisition de titres nobiliaires et leurs fructueuses activités financières conduisirent les Crivelli à assumer d'importantes charges politiques dans la ville de Lucerne. C'est ce qui autorisa le banquier Friedrich Crivelli (1809–1867) à acheter le bouclier de son ancêtre, aussitôt devenu l'objet d'un culte familial. La contribution d'Helena Bernal se place dans le sillage de cette étude en se focalisant sur l'histoire matérielle de la *rotella*, scrutée par le biais de toute une série d'examens (UV, XRF, FT-IR) permettant de définir les aspects structuraux et d'analyser la décoration picturale. Dans cette dernière partie, les différentes étapes de restauration de l'objet sont reconstituées, avec une coloration qui fut retouchée à deux occasions au moins, au début du XIX^e siècle et durant les années 1980–1990.

Roberto Biolzi, Lausanne

Jan-Andrea Bernhard, Cordula Seger (dir.), **Die Ilanzer Artikelbriefe im Kontext der europäischen Reformation**, Zurich: TVZ, 2020, 335 pages.

En 1524 et 1526, la Diète des Liges grises adopte deux textes connus aujourd'hui sous le nom de «Erster und Zweiter Ilanzer Artikelbrief». Avec le pacte d'alliance de septembre 1524, ces textes législatifs façonnent le profil des Grisons jusqu'à la fin de l'Ancien Régime: une confédération de communes disposant d'une large autonomie et veillant jalousement au respect de leurs prérogatives. Issues d'un colloque international organisé en 2017, les études réunies par Jan-Andrea Bernhard et Cordula Seger analysent le discours législatif des articles d'Ilanz, examinent leur performativité normative et inscrivent ces textes dans le processus de communalisation et de confessionnalisation qui marquent le XVI^e siècle.

En ouverture, Bruce Gordon esquisse l'émergence de la pluralité religieuse dans les Grisons, marquée par un fort mouvement d'autonomisation communale. Il montre que les articles d'Ilanz doivent être lus à l'aune des revendications paysannes qui culminent avec la Guerre des paysans de 1525. Les articles institutionnalisent plusieurs de ces revendications – élection libre des pasteurs, réduction ou suppression de la dîme, fin des privilèges ecclésiastiques, etc. Ils renforcent le pouvoir de décision des communes en matière de *causa fidei* et imposent de sévères restrictions aux pouvoirs ecclésiastiques, facilitant la tâche des réformateurs et donc la diffusion de la nouvelle foi. Enfin, à la suite de la dispute d'Ilanz (janvier 1526) qui ouvre la voie au choix de religion par le vote communal, ils participent des équilibres fragiles entre les confessions dans un territoire religieusement morcelé.

Andreas Thier souligne que les articles d'Ilanz ne peuvent être compris à l'aune des catégories actuelles du droit positif ou constitutionnel. Il invite à les lire comme exemples du développement de la règle administrative écrite au détriment des relations de personnes, qui marque l'évolution du droit au tournant des XV^e et XVI^e siècles. Les articles d'Ilanz révèlent comment la combinaison de traditions et de pratiques établies avec les dynamiques innovantes de la culture juridique moderne permet la réinvention de l'ancienne *conjuratio* médiévale constituant le groupe politique légitime.

Immacolata Saulle-Hippenmeyer montre que les articles touchant à la nomination des pasteurs par les communes et à l'obligation de résidence découlent de revendications anciennes. L'isolement des villages, qui oblige à parcourir de longues distances pour se rendre à la messe, explique les demandes répétées d'églises paroissiales supplémentaires. Quant à l'exigence d'élire son pasteur, elle procède de la volonté des fidèles de prendre en main leur salut, mais aussi de la tradition de contrôle des communs et de lutte contre la

tutelle d'autorités lointaines. En institutionnalisant le droit communal d'élire et congédier son pasteur, les articles d'Ilanz parachèvent un long effort de communalisation de l'Église grisonne.

S'intéressant aux répercussions des articles d'Ilanz dans la Valteline et le val Chiavenna, Guglielmo Scaramellini souligne que les autorités communales se montrent pragmatiques en tolérant les minorités, y compris anabaptistes. En Valteline, cette tolérance devient officielle dès 1544, puisque les protestants peuvent désormais engager un pasteur à leur frais. L'auteur indique aussi que les articles d'Ilanz ont facilité l'intégration de ces vallées soustraites au duc de Milan en 1512, notamment par l'éviction des pouvoirs ecclésiastiques et par l'instauration du droit communal de nommer les officiers chargés d'administrer les terres conquises.

Jan-Andrea Bernhard met en relation les articles avec la dispute d'Ilanz de 1526. Celle-ci ne mène pas, comme à Zurich ou à Berne, à l'adoption de la Réforme, mais elle conforte les autorités dans leur décision de ne pas poursuivre les réformateurs. Le réformateur de Coire Johann Comander et ses confrères peuvent continuer à prêcher l'Évangile et, à moyen terme, les communes se voient confier le choix de religion. L'auteur met en lumière les points communs entre la doctrine réformée en voie d'élaboration et la conception communale de la *causa fidei*. Le refus de toute autorité temporelle des évêques défendu par Comander se retrouve ainsi presque mot à mot dans les articles de 1526; enfin, le rôle de la Bible comme autorité justifiant les décisions de la Diète, observable dès 1523, est renforcé de manière significative.

La dimension «révolutionnaire» des articles d'Ilanz est explorée par Randolph Head, pour qui ces textes fournissent un socle juridique aux pratiques communales observables dès le Moyen Âge tardif. Jouant un rôle crucial dans la consolidation des alliances grisonnes, les articles accélèrent l'autonomisation politique des communes et soutiennent les fragiles équilibres confessionnels issus de la fracture religieuse. Ils connaissent par la suite de constantes relectures au fil des évolutions politiques et sociales. Ainsi, au siècle des Lumières, les articles sont cités au service des idéaux démocratiques et de la liberté religieuse, preuve de la longévité et de la richesse de leur réception.

Erich Wenneker montre comment le 4^e article de 1526 a servi à étayer plusieurs plaintes contre des communes ayant procédé au retrait des images. Cet article ne se prononce pas sur la licéité des images et des autels, mais définit les droits de la commune et des héritiers par suite du décès d'un donateur. À l'exemple des cas de Wergenstein, Valendas, Fardün et Sagogn, l'auteur montre comment des descendants de donateurs tentent de s'opposer au retrait d'images en vertu de l'article 4, sans toutefois qu'une législation commune ne se dégage, par la suite, au sujet des images et autres fondations religieuses.

L'Église romaine ne pouvait rester indifférente aux limitations des droits ecclésiastiques entraînées par les articles d'Ilanz. Philipp Zwysig souligne que la Curie porte une attention particulière à ces changements législatifs. Rome y voit non seulement une remise en cause inacceptable de l'ordre établi et des relations de pouvoirs légitimes, mais aussi une prise de position en faveur des idées réformées. Le capucin Stefano de Gubbio dénonce même l'œuvre du Diable, qui aurait trompé les législateurs grisons. Quant aux efforts de restauration catholique que Rome soutient par la suite avec énergie, ils s'expliquent, au moins en partie, par la crainte de voir la région devenir une porte d'entrée de l'«hérésie» dans les terres pontificales.

Marc Aberle revient sur la controverse entre catholiques et huguenots en France, les premiers accusant les seconds de vouloir renverser le Roi au profit d'un « cantonnement » du royaume. Soulignant que la liberté évangélique n'autorise pas la rébellion, les protestants défendent le modèle helvétique que les catholiques dénoncent comme porteur de ces projets séditeux : fondé sur la volonté collective et le vote majoritaire, il restaure le consensus et garantit la paix. Cas concret d'intervention du magistrat pour protéger le Bien commun, y compris en matière religieuse, les articles d'Ilanz s'inscrivent dans la philosophie politique défendue par les réformateurs contre leurs détracteurs. L'auteur rappelle enfin que l'idée d'une filiation directe entre protestantisme et démocratie, fréquente dans les écrits républicains du XIX^e siècle, relève d'une lecture cherchant dans les expériences protestantes du royaume les ferments de la République française.

Florian Hitz étudie le mythe de la liberté religieuse individuelle qui aurait existé dans les Liges grisonnes dès 1526. Il le fait remonter à l'*Historia rhaetica* d'Ulrich Campell (1576), qui reflète la vision d'un pasteur soucieux de favoriser les minorités protestantes dans les communes catholiques. Le mythe est repris par À Porta en 1771, puis par la majorité des auteurs jusqu'au XX^e siècle ; en réalité, seule la liberté de choix de la commune a été introduite en 1526. Si les minorités sont tolérées, elles ne peuvent exercer le culte qu'en privé, et la parité religieuse reste inconnue avant 1557, date à laquelle la Diète adopte l'égalité des deux confessions.

Ulrich Pfister conclut l'ouvrage en montrant que les articles d'Ilanz sont très proches des Douze Articles de Memmingen (1525). Les Liges grisonnes transforment en normes politiques les revendications paysannes, celles-ci correspondant à leur conception communale du gouvernement. Institutionnalisant bon nombre d'exigences en matière de *causa fidei*, les deux textes contribuent à façonner durablement le paysage confessionnel grison, puisqu'ils accélèrent la communalisation des églises et servent très vite à organiser et réguler la coexistence confessionnelle entre et au sein des communes.

L'ouvrage rend justice à des textes qui ont durablement marqué les structures politiques et religieuses des Grisons ; il montre comment les articles d'Ilanz ont renforcé l'autonomie communale, servi à justifier l'introduction de nouvelles normes juridiques au cours des décennies, avant d'être célébrés comme les fondements d'une démocratie moderne au XIX^e siècle. Une édition des articles de 1524 et de 1526, ainsi que du pacte d'alliance de 1524, complète le volume. Pour qui s'intéresse à l'histoire des Liges grisonnes, à leurs structures, à place des confessions en leur sein et plus généralement aux mouvements communaux, cet ouvrage constitue à n'en pas douter une référence précieuse.

Fabrice Flückiger, Berne

Benjamin Ryser, **Zwischen den Fronten. Berner Militärunternehmer im Dienst des Sonnenkönigs Ludwig XIV.**, Zürich : Hier und Jetzt, 2021 (Archiv des Historischen Vereins des Kantons Bern, Bd. 95), 367 Seiten, 10 Grafiken und Abbildungen.

Nicht nur eidgenössische Söldner, sondern auch Militärunternehmer aus der Schweiz waren in der Frühen Neuzeit begehrt. In der Eidgenossenschaft waren die auswärtigen Dienste gleichwohl ein politisches Thema ersten Ranges. Benjamin Ryser stellt Berner Militärunternehmer und die Beziehungen Berns zu Ludwig XIV. in den Mittelpunkt, und er blickt auch auf militärische Verbindungen zu den Niederlanden und England unter Wilhelm III. von Oranien. Ryser fragt – basierend auf Verflechtungsanalysen und eine Kulturgeschichte des Politischen verfolgend –, wie die Militärunternehmer und

ihre Familien politisch agierten, welche Ressourcen sie aus dem Solddienst gewinnen konnten und was dies für die Berner Politik bedeutete. Solddienste, Macht und ökonomische Fragen waren, so wird deutlich, engstens miteinander verbunden. Nicht zuletzt eröffnen sich neue Erkenntnisse über die Entwicklung hin zu den stehenden Heeren.

Nach einer konzisen Einleitung geht es, chronologisch orientiert, um die frühneuzeitlichen Allianzverträge zwischen der Eidgenossenschaft und Frankreich sowie um Fragen der Regimentsaufstellung (Kapitel 2), im Folgekapitel um die «ökonomische[n] Praktiken der Militärunternehmer» (S. 79), wobei Ryser die Kompanien als entscheidende Wirtschaftseinheiten ausmacht. Kapitel 4 stellt die zunehmende Distanz zu Frankreich in den militärischen Beziehungen seit dem ausgehenden 17. Jahrhundert ins Zentrum.

Aus geostrategischen Gründen, aufgrund seines territorialen Umfangs und politischen Einflusses in der Eidgenossenschaft war Bern ein attraktiver Bündnispartner für auswärtige Mächte. Ryser verfolgt insbesondere die Politik und Karrierewege von Militärunternehmern der Berner Patrizier von Erlach und geht anhand dieser Familie der Intergenerationalität im Solddienst nach. Über Generationen standen die von Erlach in auswärtigen, vorrangig französischen Militärdiensten, darunter Sigmund und Johann Jakob I. von Erlach. Ihnen wie anderen Familien ging es darum, das militärische Kommando im Familienverband weiterzugeben, das damit verbundene ökonomische wie soziale Kapital zu erhalten und zu vermehren. Dabei waren die Verlängerungen der Kommandopositionen letztlich abhängig vom französischen König. Neben der Abhängigkeit einzelner Familien versuchte Frankreich diejenige Berns und der Eidgenossenschaft insgesamt zu fördern. Druck wurde beispielsweise auch über die für die Schweiz wichtigen Salzimporte ausgeübt.

Die Entwicklung hin zu stehenden Heeren erweist sich im Fall der eidgenössischen Truppen als Ergebnis immer neuer Vertragsveränderungen durch die französische Krone. Der französischen Militäradministration sei es darum gegangen, die mit Aushebungen verbundenen Kosten zu senken, Verhandlungen zu vermeiden sowie die eidgenössischen Einheiten verstärkt in die Armeeverwaltung Frankreichs einzubinden. Diese Integration sei ab 1671 in höherem Masse als bislang wahrgenommen erfolgt. Für die eidgenössischen Obrigkeiten hätten stehende Einheiten hingegen Einbussen an Subsidien und Patronage-Ressourcen bedeutet.

Wenngleich die Gewinnmargen der Militärunternehmer im späten 17. Jahrhundert geringer wurden, seien die Positionen begehrt gewesen, wie Ryser zeigt. Sie galten klassischerweise gerade für nachgeborene Patriziersöhne als standesgemäss und konnten «den zunehmenden Druck auf die Amts- und Vogteistellen» auffangen (S. 175). Die Offiziere hätten auch informell als Vermittler zwischen der Regierung Frankreichs und der Eidgenossenschaft fungiert. Dort nutzten sie ihre Klientelnetzwerke zur Beeinflussung der Politik wie zur Besetzung subalternen Offiziersstellen.

Ryser untersucht die Rolle einflussreicher Akteure, darunter der französischen Botschafter in Solothurn, des niederländischen Gesandten Petrus Valkenier, und auch am Militärgeschäft beteiligter Frauen. Ebenso verfolgt er die Auseinandersetzungen zwischen den pro- beziehungsweise antifranzösisch gesinnten, gleichwohl fluiden Faktionen in Bern. Zu den informellen Praktiken in den Konflikten um Ressourcen und Macht zählten Gerüchte, Postkontrollen, Bestechung und Erpressung. «Multiple Loyalitäten» (S. 258) rechnet Ryser zu den familiären Absicherungsstrategien. Die doppelte Loyalitätsverpflichtung der Offiziere ihrer eidgenössischen Obrigkeit wie dem französischen König gegenüber erwies sich für diese aber als beständige Gratwanderung.

Ab dem 1672 beginnenden Niederländisch-Französischen Krieg büsste die profranzösische Faktion in Bern an Einfluss ein. Nun wendete man sich verstärkt England und den Niederlanden zu, die gleichfalls Interesse am eidgenössischen Söldnermarkt hatten. Zu einem vollständigen Bruch mit Frankreich kam es jedoch nicht. Ryser zeigt die Einbindung des eidgenössischen Soldwesens in die transnational aufgebaute Kriegswirtschaft, wie sie auch für Kriegsunternehmer der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts nachweisbar ist, bei der in der Nähe der militärischen Einsatzgebiete rekrutiert wurde und die Finanzen über «transnational verflochtene Bankiers» (S. 176), nicht zuletzt in Amsterdam, liefen.

In die in höchstem Masse quellenfundierte Arbeit sind dankenswerterweise Zwischenfazit der umfangreicheren Kapitel 3 und 4 integriert; der Anhang birgt informative Übersichten über verschiedene Personengruppen. Hinzu kommt eine schöne, aufschlussreiche Bebilderung. Ein Personenregister wäre jedoch wünschenswert gewesen. Das Buch bietet beste Einblicke in die wirtschaftlichen Strukturen und die Funktionsweise des eidgenössischen Militärunternehmertums. Der Befund, dass der Solddienst einen «systemimmanenten Faktor» der Berner Politik darstellte (S. 268), beleuchtet darüber hinaus die politisch-ökonomischen Strukturen im Europa der Frühen Neuzeit.

Astrid Ackermann, Giessen

Nadir Weber, Lokale Interessen und große Strategie. Das Fürstentum Neuchâtel und die politischen Beziehungen der Könige von Preußen (1707–1806), Köln: Böhlau, 2015 (EXTERNA. Geschichte der Außenbeziehungen in neuen Perspektiven, Bd. 7), 656 Seiten, 4 s/w-Abbildungen.

Nadir Weber beginnt seine Analyse der Position Neuenburgs innerhalb des zusammengesetzten preussischen Herrschaftsraumes und seiner Aussenverflechtungen in den Jahren zwischen 1707 und 1806 mit einem bemerkenswerten Beispiel. Louis de Marval, Neuenburger Staatsrat, Domherr von Magdeburg und bevollmächtigter Minister des preussischen Königs bei den 13 Orten war von der Krone im April 1792 instruiert worden, die Möglichkeit des Eintritts der Eidgenossenschaft in eine antifranzösische Allianz zu sondieren. Schon erste Gespräche in Bern zeigten, wie gering die Erfolgchancen dieses Unternehmens waren. Positiver reagierte der Rat allerdings auf eine zweite Anfrage, die Marval namens der Regierung des Fürstentums Neuenburg vorbrachte – sie betraf die Neutralisierung des Territoriums. Es war ein Vorschlag, den er kurz darauf auch der Tagsatzung vorschlug. Die Neutralisierung, so versicherte er, sei eine dringende Bitte des Königs. Die Tagsatzung gab dem Antrag einmütig statt, das Fürstentum wurde in die eidgenössische Neutralität aufgenommen. Der Gesandte erhielt erst einen milden Verweis und kurz darauf einen Orden aus Berlin.

Mit den älteren Deutungen der Entwicklung der europäischen Diplomatie in der Frühen Neuzeit im Allgemeinen und in Preussen im Besonderen lassen sich dergleichen Episoden, wie Weber zurecht feststellt, kaum erklären. Die Erforschung der Entstehung des europäischen Staatensystem macht wenig Sinn, wenn sich die Herrschaftsräume der Epoche mit dem Staatsbegriff nicht fassen lassen. Akribisch zeichnet der Autor die verwirrende Vielfalt von Korporationen, Gemeinden, privilegierten Subeinheiten, aber auch von Familienverbänden, Ministerien und Räten im Fürstentum von Neuenburg und Valangin nach: ihre Komplementaritäten, Synergien, Rivalitäten und Konflikte. Neuenburg selbst wies, so Weber, alle Merkmale zusammengesetzter Staatlichkeit aus und wurde 1707 Teil einer aus einer Vielzahl von autonomen Räumen bestehenden preussischen

Herrschaft. Anders als Pommern oder die Uckermark war Neuenburg allerdings kaum mit den übrigen preussischen Provinzen und Herrschaftsgebieten verwoben. Zwischen Potsdam und Neuenburg lagen rund 800 Kilometer Distanz. Eine solche Konstellation war im Europa des 18. Jahrhunderts keineswegs ungewöhnlich, wenn auch nur unzureichend untersucht: auch Mailand, Hannover oder (um ein weiteres preussisches Beispiel zu nennen) Ostfriesland befanden sich in beträchtlicher geografischer und relationaler Distanz zu einem durch politische, soziale und ökonomische Interaktion gebildeten Kernraum, insbesondere aber zum Herrschafts- und Verwaltungszentrum einer zusammengesetzten Monarchie. Welche Folgen hatte dies? Welche Erwartungen wurden von beiden Seiten hinsichtlich der Funktion dieses Verhältnisses formuliert? Welche Interaktionsmuster entwickelten sich? Welche stabilisierten und welche destabilisierten die wechselseitigen Bindungen? Weber nähert sich diesen Fragen methodisch reflektiert und auf der Grundlage breiter Quellenkenntnis. Dabei führt er die Ansätze der neueren Diplomatiegeschichte (Windler, von Thiessen, Stollberg-Rilinger) mit jenen André Holensteins zusammen, der die Verdichtung der politischen Kommunikation in der frühneuzeitlichen Eidgenossenschaft mit dem Modell der «Empowering Interaction» beschrieben hat. Das Verhältnis zwischen den Akteuren und die zwischen ihnen bestehenden Wechselwirkungen werden anhand der Parameter Kommunikation, Formalisierung, Ressourcen, Macht und Kooperation untersucht. Es gelingt Weber dabei, ein im wahrsten Sinne des Wortes vielschichtiges Bild zu zeichnen.

Aus Sicht Potsdams war der Erwerb Neuenburgs, so der Autor, durchaus attraktiv – er vermehrte das Prestige des Herrscherhauses, erschloss ihm die Verflechtungen mit Frankreich wie der Eidgenossenschaft und war kaum mit Investitionen verbunden, da die militärisch-politische Absicherung vornehmlich durch Bern erfolgte. Neuenburgs führende Familien auf der anderen Seite konnten ihre engen Bindungen an die eidgenössischen Stände erhalten und künftig eigene Standpunkte mit der geliehenen Autorität des preussischen Königs vor allem gegenüber Frankreich vertreten bzw. vertreten lassen. Weber zeigt eindrucksvoll, wie stark neuenburgisches Personal nach 1707 in Preussens diplomatischen Vertretungen gegenüber den französischen Königen präsent war und wie es den neuenburgischen Räten gelang, ihre Einschätzungen und Positionen in Verhandlungen mit Frankreich zur Geltung zu bringen – sei es durch direkte Intervention beim preussischen Gesandten in Paris oder durch Schreiben nach Potsdam. Neuenburgs Räte blieben aber auch gegenüber den regionalen französischen Autoritäten diplomatisch aktiv, wandten sich in Schreiben und Gesandtschaften an den französischen Ambassador und hielten Kontakt zu den eidgenössischen Ständen. Zudem zeigten die führenden Familien in ihrer Beziehungspflege zu Ressourcengebern ausserhalb des Fürstentums ein breit gefächertes Interesse. Neben Geschlechtern mit borussischem Profil wie den Chambrier und den Andrié standen solche, die nach wie vor auf einen französischen Markt ausgerichtet waren wie die de Pury und die Perregaux. Weber untersucht die verschiedenen Formen der Bindungspflege akribisch – er diskutiert die Bedeutung von Geschenken, Amtsbesetzungen, Bildern und Orden für das Anknüpfen und die Stabilisierung von Bindungen. Er zeigt aber auch, den differenzierten Umgang mit Sprache und die vielschichtige Bedeutung des Begriffs Freundschaft auf. Vor allem aber legt er dar, wie und von wem Wissensbestände generiert und weitergegeben werden.

Der Spielraum, den die Neuenburger als Informations- und Kontaktvermittler zwischen Preussen, der Eidgenossenschaft und Frankreich schliesslich erreichen konnten, ist erstaunlich. Ihre Steuerbelastung war sehr viel niedriger als die anderer preussischer Ter-

ritorien, ja sogar als jene der meisten eidgenössischen Stände. Sie blieben wirtschaftlich mit der Eidgenossenschaft wie mit Frankreich verbunden. Selbst der Solddienst in Diensten des französischen Königs wurde ihnen zugestanden, sowie die Neutralität im Kriegsfall. Die ihnen gebotenen Handlungschancen waren allerdings alles andere als unbegrenzt. Preussen suchte ihr Handeln nach einer eigenen Agenda zu begrenzen und duldet es nur, wenn – wie im eingangs erwähnten Fall – letztlich schon bekannte Reaktions- und Handlungsmuster (wie die Neutralitätszubilligung) bestätigt wurden. Weitreichende Vereinbarungen trafen Bern wie Paris denn auch nicht mit Neuenburgs Staatsräten, sondern direkt mit Preussen. Und auch wenn im Kriegsfall die Neuenburger nicht zu den Waffen greifen mussten, wurden die Kontakte in Richtung Frankreich doch (zumindest auf der Ebene der Staatsräte) weitgehend gekappt.

So wird in der Untersuchung deutlich, dass Neuenburg während eines militärischen Konfliktes eben keine Insel der Kommunikation blieb, die als Kontaktkanal weiterhin genutzt wurde – dies war offenbar auch nicht nötig, da die Monarchen eine Reihe von Nachrichten auch auf direktem Wege versenden konnte.

Auch der Einfluss Preussens auf seine ferne Dependance hatte Grenzen, wie Potsdam angesichts diverser Widerständigkeiten feststellen musste. Um hier stärkeren Einfluss – auch hinsichtlich der Machtverteilung zwischen den Geschlechtern – ausüben zu können, fehlte es dem Landesherrn weitgehend an Informationen. Die Gouverneure, wenn sie denn überhaupt dort residierten, konnten dies nicht ausgleichen. Dass einer der einflussreichsten unter ihnen – General Lentulus – aus einem Berner Geschlecht stammte, war in dieser Hinsicht bezeichnend und sprach für das schwach ausgeprägte institutionalisierte Wissen der Herrschaftszentrale über Neuenburg.

Die Mehrebenendiplomatie – oder um mit Weber zu sprechen: zusammengesetzte Diplomatie – in und um Neuenburg zeigte damit ein vielschichtiges, sich auf den ersten Blick jeder globalen Deutung entziehendes Gesicht. Ein in sich fragmentiertes Territorium war vielfach mit äusseren Ressourcengebern vernetzt – seine Korporationen und Geschlechter zogen Nutzen aus der Integration in den gleichfalls fragmentierten preussischen Herrschaftsraum, ohne allerdings dauerhafte Mehrebenenbindungen dorthin aufzubauen.

Eine Intensivierung von dergleichen Bindungen fand indes, wie Weber zeigen kann, gegenüber der Eidgenossenschaft statt. Während die ältere Forschung die Anbindung Neuenburgs an die Eidgenossenschaft im Allgemeinen und an Bern im Besonderen als Ergebnis strategischen Denkens und Handelns von Berner Räten und Schultheissen darstellte, ergibt sich aus seiner Arbeit ein ganz anderes Modell. Es war Potsdam, das immer wieder die Bindungen Neuenburgs nach Frankreich vor allem aber in die Eidgenossenschaft einforderte. Dabei ging es nicht nur um die diversen Ressourcen der dreizehn Orte, sondern auch um ihre Bedeutung als militärische Garanten innerer und äusserer Stabilität Neuenburgs. Die sogenannten «Neuenburger Troublen» wurden denn auch nicht von preussischem Militär niedergeschlagen, sondern von einem Truppenkontingent der verburgrechteten Stände Bern, Luzern, Freiburg und Solothurn. Durch die Integration in das preussische Territorialgeflecht stieg damit also offenbar die Intensität und die Dichte der Bindungen und Kontakte in die Eidgenossenschaft, wobei jede Informationsnachfrage, jede Bitte um Unterstützung gegenüber Bern im Sinne der Pfadabhängigkeit die Wahrscheinlichkeit der nächsten Nachfrage erhöhte.

Webers Studie ist ein kleines Meisterwerk, das auf der Grundlage reflektierter Methodik mit bislang kaum bearbeiteten Quellenbeständen ein neues, anschlussfähiges Mo-

dell der Kommunikationsverdichtung im eidgenössischen Raum entwirft und die neuere Diplomatie- und Imperienforschung bereichert. Es ist flüssig geschrieben, klar argumentierend und verliert trotz seines analytischen Ansatzes nie die Zeitlinie aus den Augen.

Thomas Lau, Fribourg

Fynn Holm, *The Gods of the Sea. Whales and Coastal Communities in Northeast Japan, c. 1600–2019*, Cambridge: Cambridge University Press, 2023, 223 Seiten, 10 Abbildungen.

Wer über die Geschichte des japanischen Walfangs forscht, betritt politisch verminnten Gelände: Weil das internationale Walfang-Moratorium von 1986 zwar die kommerzielle, nicht aber die «traditionelle» Jagd auf Wale verbietet, verweisen Verteidiger des Walfangs in Japan auf dessen lange Geschichte, um ihn als nationale Tradition auszugeben. Untersuchungen zu frühen Formen des Walfangs auf den japanischen Inseln können daher leicht für die Rechtfertigung des fortgesetzten Tötens von Walen vereinnahmt werden, selbst wenn die jeweiligen Forscherinnen und Forscher dies ablehnen.

Der in Tübingen lehrende Historiker Fynn Holm beurteilt die Erzählung von Japan als Walfangnation als «invented tradition» (S. 2) und geht ihr gegenüber auf Distanz, indem er die Vielfalt und Konfliktivität historischer Beziehungen zu Walen in Japan betont. In seiner vorliegenden Darstellung *The Gods of the Sea* – zugleich seine Zürcher Dissertation – untersucht er verschiedene Aspekte dieser Beziehungen und zeigt, dass diese mitnichten in der Dimension des Jagens aufgehen: «early modern Japan possessed not one singular whaling history but several competing whale-human cultures» (S. 190).

Der Autor konzentriert sich auf das Gebiet Tōhoku im vergleichsweise dünn besiedelten Nordosten der Grossinsel Honshū. Im ersten der zwei Teile der chronologisch aufgebauten Darstellung, «Living with Whales», zeichnet er eine regional auseinanderlaufende Entwicklung nach: Ab der Wende zum 17. Jahrhundert begannen Fischereigemeinschaften an der West- und Südküste, Wale mit Harpunen und Netzen zu jagen, um Fleisch für den Verzehr, Biomasse als Dünger sowie Öl als Leuchtmittel und zum Vertreiben von Heuschrecken zu gewinnen. In Tōhoku betrachteten Fischer die Wale dagegen nicht als Jagdbeute, sondern verarbeiteten allein gestrandete Exemplare. Ihr Hauptinteresse galt Sardinen und Bonitos. Aufgrund von Erfahrungen mit der Meeresfauna wie auch von Sagen, Märchen und religiösen Vorstellungen nahmen sie an, dass Wale wie Pilger umherreisten und dabei Fische an die Küste führten. Holm zufolge galten Wale zwar nicht als Götter (S. 41–43) – der Titel des Buches leuchtet daher nicht recht ein –, wohl aber als Boten, Helfer und Fleischwerdungen der Meeressgottheit Ebisu. Verendete Wale wurden betrauert, mit Namen individualisiert und mitunter durch Schreine und Opfergaben verehrt. Eine Bejagung der Wale hätte zur Folge, so die Befürchtung in Tōhoku, dass keine Fische mehr an die Küste kämen.

Konflikte zwischen diesen divergierenden Auffassungen traten ab dem späten 17. Jahrhundert auf, als Walfänger aus dem Süden ihr Operationsgebiet nach Norden ausweiteten. Dort sahen die Fischer ihre Lebensgrundlage gefährdet. In seltener Einigkeit protestierten 1677 alle Küstengemeinschaften der Halbinsel Oshika mit einer gemeinsamen Petition beim zuständigen Gericht gegen den Walfang. Nach wenigen Jahren gaben die zugewanderten Walfänger ihre in Same-ura errichtete Station auf. Ob dafür tatsächlich der lokale Widerstand ausschlaggebend war, ist allerdings ungewiss. Holm misst diesen Ereignissen eminente Bedeutung zu, belegen sie doch, dass in Japan nicht nur der Walfang, sondern auch der Widerstand dagegen eine lange Geschichte hat.

Auf Initiative von Gelehrten kam es in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts zu einem neuerlichen Anlauf für die Etablierung des Walfangs im Nordosten. Während der verheerenden Tenpō-Hungersnot von 1833 bis 1837 machten sich die Behörden diese Idee zu eigen, da eine organisierte Bejagung von Walen einen Beitrag zur Ernährungssicherheit versprach. Trotz staatlicher Unterstützung scheiterte die Etablierung einer Walfangstation abermals nach wenigen Jahren. Als Ursachen identifiziert Holm einesteils sozioökonomische Probleme wie Kapitalmangel, fehlende Abnahmemärkte und organisatorische Defizite, anderenteils exogene Faktoren wie eine Kälteperiode sowie die verstärkten Operationen amerikanischer Walfänger im Pazifik, die sich negativ auf die Walpopulationen im japanischen Seegebiet auswirkten. Überdies bestand in der Bevölkerung keine Einigkeit, ob eine Bejagung von Walen den Nahrungsmangel abwenden oder aufgrund negativer Folgen für die Fischereierträge noch verschlimmern würde.

Letztlich verhalf erst die Etablierung industrieller Jagdmethoden norwegischer Prägung im späten 19. und frühen 20. Jahrhundert dem Walfang auch in Tōhoku zum Durchbruch. Im zweiten Teil, «Destroying the Cetosphere», zeigt Holm, dass auch dieser Prozess von Widerständen begleitet war. Auf der nördlichen Insel Hokkaidō zwangen wütende Fischer 1885 einen Walfänger zur Umkehr. Einige Jahre später wehrte sich die Bevölkerung von Ayukawa gegen den Walfang, weil die Kadaver die Küste verdeckten. Doch die Mehrheitsmeinung im Dorf schwang rasch um, als es gelang, die Kadaver für die Düngerproduktion zu Geld zu machen. Nach der Eröffnung einer Verarbeitungsstation 1910 entwickelte sich Ayukawa innerhalb weniger Jahre mit mehr als 50 beteiligten Unternehmen zum ersten industriellen Walfangzentrum Japans.

In der Gegend von Hachinoe provozierten Walfangunternehmer den Widerstand der Sardinenfischer, indem sie diese als abergläubische Hinterwäldler diskreditierten, die die vermeintlich objektiven Vorteile des Walfangs nicht einsehen würden. Befeuert auch durch soziale und ökonomische Probleme eskalierte der Konflikt 1911: Über eintausend bewaffnete Angreifer legten eine neu errichtete Walfangstation in Schutt und Asche. Der Widerstand brach aber schon im folgenden Jahr zusammen, als der industrielle Walfang zu Einkommenssteigerungen für die örtliche Bevölkerung führte. In den nachfolgenden Jahren entwickelte sich auch Hachinoe zu einem Walfangzentrum.

Durch Feste, Denkmäler und touristische Angebote entwarfen Küstengemeinschaften wie die von Ayukawa den Walfang im Nordosten ab den 1930er Jahren als lokale Tradition, während die dagegen gerichteten Kämpfe in Vergessenheit gerieten. Die Industrie brach in den 1980er-Jahren ein, da sie sich aufgrund der Überfischung der Bestände nicht länger rechnete. Während einige den Tsunami, der 2011 die verbliebenen Walfangstationen schwer beschädigte, als letzten Sargnagel des Walfangzeitalters in Tōhoku betrachteten, knüpften andere daran die Hoffnung auf einen Neubeginn der Walfangindustrie.

In der Rekonstruktion all dessen konzentriert sich Holm auf Ereigniszusammenhänge, die durch Quelleneditionen und historische Pressebeiträge gut dokumentiert sind. Da er die dazwischenliegenden Zeiträume oft nur cursorisch streift, bleiben im chronologischen Hergang manche Lücken. So springt der Autor nach dem dritten Kapitel vom 17. ins 19. Jahrhundert, ohne das Übergehen des 18. Jahrhunderts zu begründen. Auslassungen weist auch die Einleitung auf, die weder über das methodische Vorgehen noch über theoretische Prämissen Auskunft gibt. Da eine Darstellung der Quellenlage ebenfalls fehlt, bleibt unklar, weshalb Holm zwar eine beachtliche Fülle von veröffentlichten Quellen, aber keine Archivalien herangezogen hat. Allein für die Quellen zur Petition von 1677

weist eine Fussnote darauf hin, dass infolge der Tsunami-Flutwelle von 2011 kein Zugang zum dafür relevanten Archiv möglich gewesen sei (S. 71).

Womöglich hätte ein Rückgriff auf archivalische Quellen noch weitere Facetten der Beziehungsgeschichte zwischen Menschen und Walen in Tōhoku zum Vorschein gebracht und es dadurch ermöglicht, das etwas schematische Modernisierungsparadigma stärker auszudifferenzieren, das die Deutung der Vorgänge rahmt. Der Autor stellt zwar Szenarien des Konflikts heraus, lagert diese aber in das Narrativ eines davon letztlich kaum beeinträchtigten Übergangs ein: von vorindustriellen zu industriellen Walfangökonomien, von nonvivalen zu zerstörerischen Mensch-Wal-Beziehungen, von Nachhaltigkeit zu Raubbau und letztlich von der Vormoderne zur Moderne.

Von diesen Einwänden abgesehen ist Holm mit *The Gods of the Sea* ein stringent argumentierendes, klar strukturiertes und stets verständlich formuliertes Buch gelungen. Der Autor konturiert Wale überzeugend als historische Akteure, indem er nachvollziehbar macht, wie sie in ihrem Verhalten menschliche Handlungen veranlasst und Weltanschauungen beeinflusst haben. Mit der «Cetosphere» führt er einen vielversprechenden Begriff ein, der Wale als Schlüsselspezies der von ihnen geprägten Ökosysteme konzeptualisiert. In Anbetracht der existenziellen Bedrohung vieler mariner Lebewesen durch Überfischung, Verschmutzung und Versauerung der Ozeane ist zu begrüßen, dass Holm unter Rückgriff auf die Ökosystemforschung auch die eminente Bedeutung von Walen für das Netz des Lebendigen in den Meeren ausleuchtet. Mit der Betonung der langen Genealogie von Konflikten um den Walfang leistet das Buch einen signifikanten Beitrag, die Geschichte der Beziehungen zwischen Menschen und Walen in Japan um bislang vernachlässigte Aspekte anzureichern.

Felix Schürmann, Frankfurt a. M.

Meike von Brescius, **Private Enterprise and the China Trade. Merchants and Markets in Europe, 1700–1750**, Leiden: Brill, 2022 (Library of Economic History, Bd. 16), 261 Seiten, online unter: <https://brill.com/display/title/38219>.

Wie der Titel des Buches vortrefflich zusammenfasst, handelt es von den privaten Handelstransaktion europäischer Kaufleute im Chinahandel in der ersten Hälfte des 18. Jahrhunderts, sprich der konstituierenden Phase dessen, was als Kantonhandel in die Geschichtsschreibung eingegangen ist. Die Monografie ist ein Paradebeispiel für ein Buch, das einer Dissertation entspringt und sich durch gleichwohl beeindruckendes wie transparentes Quellenstudium (basierend auf privater Korrespondenz, Geschäftsberichten und Händlertagebüchern), solide Kenntnis des Forschungsstandes und nicht zuletzt eines innovativen methodologischen Zugangs auszeichnet. Als Teil des Forschungsprojektes «European Asian Centuries: Trading Eurasia, 1600–1830» bezieht sich die Arbeit stringent auf Europa, berücksichtigt materielle Kultur und ist mit faszinierendem Bildmaterial angereichert. Das Buch, das aus einer Einleitung und vier empirischen Kapiteln besteht, reüssiert zudem mit geschickten Formulierungen und feinem Gespür für Sprache und Detail.

Der Fokus liegt auf britisch-stämmigen Händlern, die oftmals religiösen oder politischen Minoritäten (Jakobiten, Katholiken, Quäker) angehörten und ausserhalb des offiziellen Handels der Britischen Ostindienkompanie (EIC) operierten. Meike von Brescius bezeichnet diese transnationalen Akteure als Eindringlinge («interlopers»), die es verstanden, von den kleineren europäischen Ostindienkompanien zu profitieren und es selbigen ermöglichten, die Vormachtstellung der EIC herauszufordern. Dabei profitieren diese

Eindringlinge von der steigenden Nachfrage an Waren aus China in weiten Teilen Westeuropas und dem Wissensbedarf und Fachkräftemangel der kleineren, oft noch jungen Ostindienkompanien (St. Malo, Ostende, Schweden, Dänemark), die zu den englischen, niederländischen und französischen Handelskompanien in Konkurrenz standen.

Bei der Untersuchung informeller Dynamiken von Ankauf, Verkauf, Nachfrage und Finanzierungsmodellen stehen mobile Akteure im Zentrum des Geschehens. Leser:innen begleiten Supercargos (Ladungsexperten und Manager der Schiffsfracht) Charles Irvine und Colin Campbell in Malerwerkstätten in Kanton, zu Geschäftstreffen in Cádiz, Grosshandelsauktionen nach Göteborg und Abendessen in Antwerpen. Während sich von Brescius ihrem Argument über Prosopographie (eine ausführliche Liste mit Namen und der Beziehungen einzelner Akteure zu sämtlichen Ostindienkompanien sind in einer Tabelle dargestellt, siehe S. 70–74) annähert, konzentrieren sich weite Teile der Analyse auf die Karrieren einiger weniger, allen voran des Schotten Charles Irvine. Irvine, seit 1735 in Göteborg ansässig, unternahm sechs Reisen als Supercargo der Schwedischen Ostindienkompanie (SEIC) nach Kanton und reexportierte Tee und Porzellan auf die Britischen Inseln. Anhand der Biografien dieser transnationalen (zumal auch staatenlosen) Chinahändler, die unter ausländischer Flagge und im Schutz europäischer Pässe oder Naturalisierungslizenzen komplexe Geschäfte abwickelten und dabei erstaunliche Gewinne erzielten, illustriert die Autorin deren Praktiken und Geschäftsstrategien. Von Brescius liefert wichtige Einblicke in die Erfolgsrezepte und Versorgungspraktiken von Supercargoes, die einerseits die Geschäfte vor Ort in China leiteten, unter anderem durch ihre Herkunft auf wichtiges Wissen und einflussreiche Netzwerke zurückgreifen konnten. Dabei bedienten sie sich durchaus auch halbseidener Praktiken, unter anderem durch unlautere Preispolitik bei Auktionen (wo Preise über persönliche Netzwerke im Vorfeld festgesetzt wurden). Auch Schmuggel spielte dabei wenig überraschend eine wichtige Rolle. Einen Aspekt dieser Dynamiken fasst die Autorin passend als den «privilegierten Handel der maritimen Eliten» (S. 124) zusammen. In Kapitel 3 liefert sie anschauliche Beispiele dafür, wie die steigende Nachfrage an chinesischen Luxusgütern, die zum Grossteil über den Privathandel der Kompaniekaufleute gedeckt wurde, das Konsumverhalten mitbestimmte und wesentlich zum Selbstverständnis dieser neuen Elite beitrug. Darüber hinaus war Kommissionshandel eine wichtige Wirtschaftsstrategie: Zugang zu exklusiven Produkten, wie ostasiatischen Lackwaren und Seidenstoffen, erlaubte der Handelselite an Bord der Kantonschiffe und in den Häfen, in wichtige Geschäftsbeziehungen zu investieren und ihre privaten Netzwerke zu versorgen. Aufzeichnungen von Kapitänen und Supercargoes eröffnen dabei nicht nur einen Einblick in den Umfang und oft spezifischen Charakter der zirkulierenden Luxuswaren, sondern bieten neue Erkenntnisse über den Wert asiatischer Luxusartikel in Europa. Angesichts des frühkapitalistischen Handlungsrahmens wäre hier wie an anderen Stellen im Buch eine reflektierte Beschäftigung mit Fragen ungleicher Machtverhältnisse wünschenswert gewesen.

Besonders hervorzuheben ist das vierte und letzte Kapitel, das sich der Rolle Cádiz' im Chinahandel widmet. Die Darstellung des andalusischen Hafens als neutraler Umschlagplatz für Händler unterschiedlicher Herkunft, die sich mit Kapital (begünstigt durch den Zugang zu amerikanischem Silber), Informationen und Versicherungspolizzen versorgen oder einfach ihre Geschäfte auf den nordeuropäischen Märkten vorbereiten konnten, leistet einen wichtigen Beitrag zur globalen Wirtschaftsgeschichte. Cádiz etablierte sich zu Beginn des 18. Jahrhunderts zu einem wichtigen Knoten im europäischen Chinahandel. Seine guten Voraussetzungen für ein einträgliches Kreditwesen trugen

massgeblich zur Entwicklung eines transnationalen Bankensektors und der fortschreitenden Handelsschifffahrt als globalem Wirtschaftssektor bei. Dabei waren privilegierte katholische Handelsfamilien genauso wichtig wie transnationale Handelseliten mit Kontakten in europäischen Wirtschaftszentren wie London, Hamburg oder Amsterdam.

Die Erkenntnisse aus Cádiz bieten eine gelungene Überleitung zum Fazit über die Logiken und Logistiken des privaten Chinahandels, der sich nicht ohne die Beziehungen und Kooperationen zwischen den einzelnen Ostindienkompanien erklären lässt. Cádiz steht zudem für die wichtige Erkenntnis, dass Frühkapitalismus nicht grundsätzlich mit imperialer Expansion gleichzusetzen ist.

Im Vergleich zu anderen Werken, die sich in den letzten Jahren mit kleineren europäischen Akteuren und materiellen Aspekten des globalen Chinahandels befassten¹, zeichnet sich der vorliegende Band durch die konsequente Berücksichtigung einer transnationalen Perspektive aus. Dabei gelingt es der Autorin, die komplexen Handelsnetzwerke mit all seinen Unsicherheiten und Chancen für Privatpersonen aufzuzeigen, ohne sich gängiger Klischees oder Schablonen zu bedienen. Die globalhistorische Studie bildet somit einen wichtigen Gegenpol zu Studien, in denen Ostindienkompanien implizit oder explizit als nationale Gebilde dargestellt werden. Eine Kehrseite dieses Ansatzes ist allerdings, dass Detailstudien nicht ausreichend situiert werden und Bezüge auf lokale und regionale Strukturen fehlen. Im Fall von Cádiz wird beispielsweise gänzlich von einer Berücksichtigung der Entwicklungen im spanischen Überseehandel im Zusammenhang mit den bourbonischen Reformen abgesehen. Dabei handelt es sich freilich um bewusstes Eingrenzungen, die der Arbeit in ihrer Gesamtheit wenig anzuhaben vermögen. *Private Enterprise and the China Trade* hat, nicht zuletzt dank der Publikation nach dem Open-Access-Prinzip, das Potential zu einem wichtigen globalen Referenzwerk.

Birgit Tremml-Werner, Mjölby

Marco Jorio, *Die Schweiz und ihre Neutralität. Eine 400-jährige Geschichte*, Zürich: Hier und Jetzt, 2023, 501 Seiten, 7 Abbildungen.

Krisen bringen die Geschichte der Schweizer Neutralität voran. 1895 reagierte Paul Schweizers monumentale Darstellung auf den massiven Druck des deutschen Kaiserreichs mit der These, die Eidgenossenschaft verdanke ihre Neutralität nicht Zugeständnissen des Wiener Kongresses 1815, sondern habe diese immer schon praktiziert. Die noch umfangreichere Darstellung Edgar Bonjourns (1970–1979) entstand zu grossen Teilen im Auftrag des Bundesrats und sollte die umstrittene Haltung der Schweiz im Zweiten Weltkrieg erklären. Marco Jorios Gesamtdarstellung wiederum verdankt sich einer Anregung des Verlegers Bruno Meier von 2016 (S. 449), der vor dem Hintergrund der sicherheitspolitischen Wende in Europa die Rückkehr der Neutralität diagnostizierte.

Jorio fasst das völkerrechtliche Institut der Neutralität im Kern als «Nichtbeteiligung eines souveränen Staates im bewaffneten Konflikt zwischen zwei verfeindeten Staaten oder Allianzen.» (S. 15). Für eine transepocheale Darstellung der Neutralitätsgeschichte zieht dies konzeptionelle Konsequenzen nach sich: Die Schweiz war über die längste Zeit ihrer Vergangenheit kein Staat, geschweige denn ein souveräner Staat. Ausserdem wurde die Neutralität erst spät – theoretisch im 18. Jahrhundert, praktisch im 19. Jahrhundert – eine anerkannte und völkerrechtlich legitimierte Haltung souveräner Staaten.

¹ Hanna Hodacs, *Silk and Tea in the North. Scandinavian Trade and the Market for Asian Goods in Eighteenth-Century Europe*, Basingstoke 2016; Jessica Hanser, *Mr. Smith Goes to China*, New Haven CT 2019; Susan E. Schopp, *Sino-French Trade at Canton, 1698–1842*, Hong Kong 2020.

Weil es aber die Neutralität gibt, seit es Kriege gibt, und sie im Kriegsfall «in der ganzen Menschheitsgeschichte der Normalfall» (S. 14) war, macht es durchaus Sinn, mit der Neutralitätsgeschichte der Schweiz im Spätmittelalter zu beginnen – auch wenn dies den Verfasser zu befremdlichen, ahistorischen Kapitelüberschriften zwingt (S. 25–46: «Die Schweiz wahrt keine Neutralität (14.–17. Jh.)»)

Für Jorio beginnt die 400-jährige Geschichte der Schweizer Neutralität eigentlich im 17. Jahrhundert (S. 47–77: «Die Schweiz entdeckt die dauernde Neutralität (1618–1714)»). Dem Marignano-Mythos erteilt er eine klare Absage, leuchtet aber die Hintergründe für dessen Entstehung aus. Angesichts der zahlreichen langjährigen Kriege hätten die eidgenössischen Orte damals in einseitigen Neutralitätsappellen an die Kriegsherren eine einigermaßen verlässliche sicherheitspolitische Strategie erblickt, die sowohl ihrer militärischen und aussenpolitischen Schwäche wie auch ihren inneren Rivalitäten Rechnung trug und ihnen gleichwohl in Kriegszeiten handels- und allianzpolitische Spielräume in den Beziehungen zu den grossen Mächten eröffnete.

Jorio unterteilt die Neutralitätsgeschichte der Schweiz – ohne nähere Begründung – in zwei Perioden: «in die alt-eidgenössische vor 1798 und in die moderne Neutralität seit 1815» (S. 9). Hier wären alternative Periodisierungen denkbar. Seit der Gründung des Völkerbunds 1920, der allgemeinen Anerkennung des Völkerrechts als Grundlage einer globalen regelbasierten Ordnung und der Ächtung des Kriegs als politisches Instrument ist die Neutralität wieder in die Defensive geraten. Dies verraten nicht zuletzt die seitdem kursierenden semantischen Erklärungs- bzw. Rechtfertigungsversuche («integral», «differenziell», «aktiv», «kooperativ»).

Die Gewichte der Darstellung sind sehr ungleich auf die beiden Untersuchungsperioden verteilt. Die Vormoderne kommt (zu) knapp zur Sprache. So wird die Rolle des neutralen *Corpus helveticum* – insbesondere der Städte Genf und Basel – als Drehscheibe für die Versorgung der Armeen der Kriegsherren, für den Schmuggel und die Umgehung von Handelsembargos nicht angemessen gewürdigt. Jorios Buch steuert klar auf das 19. bis frühe 21. Jahrhundert zu, für die sechs von neun Kapitel reserviert sind. Die Darstellung zum langen 20. Jahrhundert von 1914 bis zur Gegenwart benötigt 280 Seiten, von denen fast die Hälfte (120 Seiten) auf die sechs Jahre des Zweiten Weltkriegs entfällt. Akribisch unterzieht der Verfasser hier die jüngere und jüngste Historiographie zur Rolle der Schweiz im Zweiten Weltkrieg einer kritischen Revision. Sie führt zu der irritierenden Schlussfolgerung, die Neutralen seien die «Hauptopfer der Kriegführenden» gewesen; nie seien «so viele Neutrale in den Krieg hineingezogen» und die «Neutralität dermassen gering geschätzt und missachtet» worden (S. 333f.). Jorio meint damit, das moderne Völkerrecht verpflichte nicht nur den neutralen Staat, sondern auch die Kriegsparteien zur Wahrung der Neutralität. Im Vergleich zu anderen neutralen Staaten – etwa Schweden – habe die Schweiz jedenfalls die Neutralität im Zweiten Weltkrieg (S. 342) «einigermaßen durchgehalten».

Die chronologisch gegliederte Darstellung ist stark ereignisgeschichtlich ausgerichtet und streckenweise in schon fast enzyklopädisch anmutender Detailversessenheit um Vollständigkeit bemüht. Richtigerweise nehmen Schilderungen des geopolitischen Kontextes und der geostrategischen Grosswetterlagen einen breiten Raum ein, denn ohne sie sind die komplexen Implikationen und ambivalenten Herausforderungen nicht nachvollziehbar, mit denen es der neutrale Staat wegen seiner Haltung zu tun bekommt. Wiederholt unterstreicht der Verfasser, wie sehr die Verlässlichkeit der Neutralität nicht von der Haltung des Neutralen abhängt, sondern in erster Linie vom Nutzen, den sie bzw. er für die

Kriegführenden erbringt. Im Krieg der Anderen ist der Neutrale immer – gerade wegen bzw. dank seines Fernbleibens vom Krieg – ein kriegsrelevanter (militärischer, wirtschaftlicher, politischer, diplomatischer, humanitärer) Faktor. So gesehen, fallen die Überschriften, die Marco Jorio über seine Kapitel gesetzt hat, konzeptionell hinter seine eigenen empirischen Beobachtungen zurück: Die «Schweiz» hat ihre Neutralität nicht im Alleingang «gewahrt», «entdeckt», «genossen», verloren», «entwickelt», «durchgehalten» oder hat es mit ihr «übertrieben» oder ist gar an ihr «verzweifelt». Das Gelingen und Scheitern der Neutralität waren und bleiben vielmehr von Faktoren abhängig, die ausserhalb des Einflussbereichs des neutralen Staates selbst liegen.

Die Darstellung mündet in eine pointierte Stellungnahme des Verfassers zur Aktualität. Er kritisiert den neutralitätspolitischen Kurs des Bundesrats und insbesondere dessen unzeitgemässes Festhalten am Neutralitätsrecht der Haager Konvention von 1907. Dieses sei durch den seitherigen Wandel des Völkerrechts und der Kriegsführung überholt. Die Kritik führt zu einem Plädoyer für die Erneuerung der bewaffneten Neutralität auf der Basis des Völkerrechts, für die Befreiung der UNO vom Vetoregime der Grossmächte im Sicherheitsrat und für eine Neutralitätspraxis, die zwischen Aggressor und Opfer zu unterscheiden vermag, sowie für die Kooperation und die Sicherstellung der militärischen Interoperabilität mit den demokratischen Staaten in Europa, die für die Sicherheit der Schweiz unabdingbar sind.

Ob Jorios Buch in den kommenden Auseinandersetzungen um die Neutralitätsinitiative eine Rolle wird spielen können? Man kann seine Zweifel haben – nicht, weil das Buch wegen seiner Länge und Faktendichte wohl einige Leser abschrecken wird, sondern vielmehr, weil sich auch der Verfasser keine Illusionen über den Einfluss der Wissenschaft auf das Geschichtsdenken der breiten Bevölkerung macht; sie sieht in der Neutralität schon länger kein pragmatisches sicherheitspolitisches Konzept mehr, sondern ein unverrückbares Element schweizerischer Identitätsvorstellungen.

André Holenstein, Bern

Olivier Meuwly, **Une brève histoire constitutionnelle de la Suisse**, Neuchâtel: Alphil, 2023 (Collection Focus, Bd. 38), 124 Seiten.

Im vergangenen Jahr wurde in der Schweiz das 175-Jahr-Jubiläum der Bundesverfassung von 1848 gefeiert. Aus diesem Anlass sind einige Beiträge zur Entstehung der Verfassung und zur schweizerischen Verfassungsgeschichte insgesamt erschienen. Hervorzuheben ist darunter die «brève histoire constitutionnelle de la Suisse» des Waadtländer Juristen und Historikers Olivier Meuwly.

In seiner Kurzdarstellung spannt Meuwly einen weiten Bogen über die Verfassungsgeschichte der Schweiz. Beginnend bei den Anfängen der Alten Eidgenossenschaft im 13. Jahrhundert endet sein Überblick mit Ausführungen über die im Zusammenhang mit dem Ukrainekrieg geführte Debatte über die historische und verfassungsrechtliche Einordnung des Neutralitätsstatus der Schweiz. Dass er auch die Alte Eidgenossenschaft in seine Darstellung einbezieht, ist nicht selbstverständlich, setzt doch die Geschichte moderner Verfassungen, die das Fundament für den an Gewaltenteilung, Demokratie und Freiheitsrechten orientierten Staat bilden, erst im 17. Jahrhundert ein. Gleichwohl befasst sich der Autor zu Recht auch mit der Geschichte des rechtlichen Zustands der Eidgenossenschaft vor 1798, zumal sie in verschiedener Hinsicht – etwa in Bezug auf ihre territoriale und rechtliche Loslösung vom Heiligen Römischen Reich – deutliche Spuren in der modernen Verfassungsgeschichte der Schweiz hinterlassen hat.

Für die Schweiz beginnt die Geschichte moderner Verfassungen mit der von den Franzosen der Eidgenossenschaft 1798 aufoktroierten Ersten Helvetischen Verfassung. Meuwly setzt sich denn auch in seiner «brève histoire constitutionnelle» schwerpunktmässig mit der nach 1798 einsetzenden modernen Verfassungsgeschichte der Schweiz auseinander. Dabei schildert er zunächst die verfassungsgeschichtlichen Etappen vor der Schaffung des Bundesstaates im Jahr 1848. Dargestellt werden die unsichere Verfassungslage in der Helvetik, die von Napoléon anschliessend mit der Einführung der Mediationsakte erreichte Stabilität im Zeichen eines mit bundesstaatlichen Elementen angereicherten Staatenbundes und die schwierige Aufrechterhaltung der Einheit der Eidgenossenschaft nach dem Untergang Napoléons bis zum Inkrafttreten des die Schweiz ebenfalls als Staatenbund konstituierenden Bundesvertrags von 1815.

Der Bundesvertrag wurde 1848 von der Bundesverfassung abgelöst. Meuwly zeigt den steinigten Weg auf, den die seit Beginn der Regenerationszeit in ein liberales und ein konservatives Lager gespaltenen Kantone gehen mussten, bis die liberalen Sieger des Sonderbundkriegs die Bundesverfassung und gestützt darauf den Bundesstaat ins Werk setzen konnten. Er erwähnt dabei auch die Diskussionen, die in der für den Entwurf der Bundesverfassung eingesetzten Tagsatzungskommission namentlich auch über die Einführung des Zweikammerparlaments nach US-amerikanischem Vorbild geführt wurden.

Bereits 26 Jahre nach Inkrafttreten der Bundesverfassung wurde sie 1874 totalrevidiert. Meuwly bezeichnet die totalrevidierte Verfassung zutreffend als «compromis délicat». Nachdem 1872 ein erster Anlauf gescheitert war, musste vor allem den föderalistischen Kräften der welschen Schweiz Zugeständnisse gemacht werden. So wurden in der von Volk und Ständen 1874 angenommenen Verfassung nur Teilbereiche des Zivilrechts vereinheitlicht sowie auf die Einführung der Gesetzesinitiative verzichtet und nur – aber immerhin – das fakultative Gesetzesreferendum eingeführt. Die Verfassung von 1874 war dennoch ein gelungenes Werk, zumal die Hürden für ihre Partialrevisionen nicht allzu hochgesteckt waren. Wie der Autor darlegt, führten so zahlreiche Verfassungsteilrevisionen unter anderem zum Auf- und Ausbau des Sozialstaates sowie zu einer erheblichen Erweiterung der demokratischen Rechte. Meuwly erwähnt aber auch die Krisenzeiten, in denen die Bundesverfassung aufgrund der von der Bundesversammlung beschlossenen Vollmachtenregimes während der beiden Weltkriege weitestgehend ausser Kraft gesetzt worden ist. Nach dem Zweiten Weltkrieg bedurfte es einer 1949 von Volk und Ständen angenommenen Volksinitiative «Rückkehr zur Demokratie» der *Ligue Vaudoise*, um wieder in den verfassungsmässigen Normalzustand zurückzukehren.

1999 stimmten Volk und Stände der Totalrevision der Bundesverfassung von 1874 zu. Sie trat am 1. Januar 2000 in Kraft und bildet noch heute die Grundlage des geltenden Verfassungsrechts der Schweiz. Der Totalrevisionsprozess wurde, wie Meuwly ausführt, bereits in den 1960er-Jahren angestossen. Er zog sich jedoch dahin und fand erst am Ende des 20. Jahrhunderts in der als Nachführung («mise à jour») bezeichneten Totalrevision der Verfassung von 1874 seinen Abschluss.

Im Sinne eines Fazits rundet der Autor seinen verfassungsgeschichtlichen Überblick mit der Feststellung ab, dass sich die politische Geschichte der Schweiz stets um vier identitätsstiftende Säulen rankte, nämlich um die halbdirekte Demokratie, den Föderalismus, das Milizsystem und die Neutralität. Gelegentlich mythologisiert, seien diese vier, spezifische Eigenheiten des politischen Systems der Schweiz artikulierenden Eckpfeiler aber immer wieder auch Gegenstand heftiger Kontroversen gewesen. Wenngleich sie auch heute noch für die politische Stabilität des Landes eine wichtige Rolle spielten, läge es ihm trotz-

dem fern, die verfassungsgeschichtliche Entwicklung der Schweiz deswegen zu idealisieren oder ihr gar einen Modellcharakter zuzuschreiben.

Insgesamt betrachtet bietet die «brève histoire constitutionnelle de la Suisse» von Olivier Meuwly einen facettenreichen Überblick über die Verfassungsgeschichte der Schweiz. Sie ist – auch für Lesende, die nicht französischer Muttersprache sind – gut verständlich und kann allen, die an der politischen Geschichte der Schweiz und ihren verfassungsrechtlichen Auswirkungen interessiert sind, zur Lektüre empfohlen werden.

Felix Hafner, Basel

Rolf Graber, Labor der Demokratie. Konkurrierende Wahrnehmungen der politischen Mitbestimmung in der Schweiz, Zurich: Chronos, 2023, 144 pages.

L'essai proposé par Rolf Graber s'avère à la fois simulant et provocant. Stimulant par les questions qu'il soulève, sources potentielles de futures recherches. Et provocant parce que les questionnements qui structurent l'essentiel de son ouvrage n'ont pas vocation à rendre un énième hommage à nos droits populaires, mais tentent de les aiguillonner à travers divers aspects moins glorieux de leur histoire. Il s'agit donc bien, comme le titre l'indique, d'une analyse des perceptions de la démocratie directe en Suisse et à l'étranger, et non d'une nouvelle synthèse de son histoire, l'ouvrage s'appuyant d'ailleurs sur un large et fort utile panorama bibliographique.

D'histoire de la démocratie directe, il en est tout de même question lorsque l'auteur interroge les motivations qui ont conduit au choix d'un système que l'on qualifie de «semi-direct». Il examine ainsi, dans un premier temps, la question de l'ancrage de la démocratie directe dans l'esprit républicain de la fin du Moyen Age et de l'Ancien Régime. Les cantons se prétendent alors fondamentalement républicains, malgré l'aristocratisation rampante des élites observée depuis le début du XVI^e siècle. Nonobstant, cet esprit républicain s'affirme longtemps dans des proclamations rituelles plutôt que dans la pratique, rétive à toute contestation. C'est donc dans une sorte d'apprentissage de la résistance, que Rolf Graber a étudié dans d'autres ouvrages, que se forment les linéaments d'une perception démocratique qui confronte l'appel aux libertés nouvelles, transmises par l'idéal révolutionnaire, à l'utopie des libertés médiévales, transformées en matrice d'une démocratie à construire.

Cette introduction, en revenant sur l'importance de l'idée républicaine dans la construction de la démocratie directe en Suisse, permet à l'auteur de rappeler l'état des discussions en lien avec une question centrale qui a souvent occupé les analystes de notre système: la place de la démocratie directe dans le déroulement de l'histoire de la Suisse. Peut-on repérer une continuité entre les fonctionnements politiques du Moyen Age, organisés autour de la Landsgemeinde et du communalisme, et le système démocratique tel qu'il s'est développé au XIX^e siècle, comme le pense Peter Blickle? Ou doit-on plutôt constater une rupture entre l'avant-1798 et ce même XIX^e siècle, période où s'épanouit notre démocratie semi-directe, comme l'a suggéré Alfred Kölz, inlassable avocat de l'influence révolutionnaire sur le discours démocratique suisse?

Les deux, répond Rolf Graber, en écho à l'historiographie actuelle, qui s'est extirpée de ce débat un peu figé en montrant que, s'il est en effet impossible de tirer un fil direct entre la Landsgemeinde, institution typique d'Ancien Régime ignorant toute séparation des pouvoirs, et le XIX^e siècle, il serait faux, comme l'ont expliqué les «modernistes», de nier que l'essor démocratique du XIX^e siècle a abondamment puisé dans un certain nombre de pratiques qui se sont solidifiées au fil du temps. C'est sur ce socle qu'a pu

fleurir notre système démocratique. Sans vouloir imiter les traditions ancestrales – une opération que tout le monde s'accordait à considérer comme unimaginable – il a su néanmoins en tirer des aliments au moins symboliques et susceptibles d'étayer un discours démocratique foncièrement original.

Le «ni-oui, ni-non» que Rolf Graber inflige à cette question ne l'incite toutefois pas à considérer notre système comme un tabernacle sacré à préserver à tout prix de toute interrogation impertinente. Il le harcèle au contraire de questions qui, en dévoilant ses limites, le recontextualise dans sa mission première: donner une réponse novatrice à des confits dont l'histoire de la Suisse est riche, et qui auraient pu entraîner sa disparition à maintes reprises. La démocratie directe ne constitue d'ailleurs pas la seule de ces réponses et il est dommage que l'auteur ne lui associe pas le fédéralisme, porteur d'un objectif similaire. Les questions que soulève Rolf Graber en lien avec notre démocratie semi-directe, n'en demeurent pas moins pointues.

Jusqu'à quel point l'Ancien Régime a-t-il déterminé la destinée démocratique de la Suisse? Quel rôle la violence a-t-elle joué dans cette dernière? Les leaders des divers mouvements démocratiques suisses, au XIX^e siècle, n'arborent-ils pas des signes distinctifs que l'on attribuerait volontiers, aujourd'hui, à nos populistes de droite et de gauche? Dans quelles couches sociales ces mouvements ont-ils trouvé leurs partisans les plus zélés? Les démocraties directes qui s'imposent progressivement dans les cantons ne se sont-elles pas édifiées en procédant, symétriquement, à un certain nombre d'exclusions (les femmes, les non-établis, etc.)? On sait que des cantons catholiques ont aussi figuré parmi les pionniers de la démocratie directe «moderne», comme Lucerne. Mais ces systèmes démocratiques ne restaient-ils pas subordonnés au primat de la religion, au risque de les dévaloriser?

Autant de questions controversées, comme l'admet l'auteur, mais aussi ouvertes et dignes d'être prolongées. D'autres questions se glissent d'ailleurs dans son analyse, *mezza voce* ... Il persiste à inscrire le mouvement démocratique romand dans une filiation française, fidèle en cela à Kôlz. Il est vrai que l'enseignement de Condorcet est connu dans la Suisse francophone. Nous avons cependant essayé de montrer, ailleurs, que le modèle de la Landsgemeinde était lui aussi connu et admiré par les radicaux vaudois d'Henri Druey. Ils savaient que ce système était corrompu, mais ils n'hésitaient pas à s'en inspirer, dans sa dimension idéale. Voilà une question supplémentaire à l'inventaire que propose Rolf Graber dans son très riche et passionnant essai.

Olivier Meuwly, Lausanne

Jonas Schädler, **Der Stromzähler. Elektrische Energie als Konsumgut, 1880–1950**, Zürich: Chronos, 2023 (Interferenzen – Studien zur Kulturgeschichte der Technik, Bd. 29), 212 Seiten, 27 Abbildungen.

Auf den ersten Blick unscheinbar, bei genauem Hinsehen komplex aufgebaut und weit vernetzt: Die Geschichte des Stromzählers führt mitten in die wechselvolle und spannungsgeladene Geschichte der Elektrifizierung der Schweiz zwischen 1880 und 1950, die transnationale Geflechte rund um den Globus aufweist. Jonas Schädler untersucht in seiner an der Universität Zürich verfassten Dissertation den Stromzähler als eine zentrale Schaltstelle elektrischer Verteilnetze, wo massgebende Akteure der schweizerischen Energiewirtschaft in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts aufeinandertrafen. Dazu entstaubt er den mittlerweile in Vergessenheit geratenen Apparat und zerlegt ihn für die Leser:innen anschaulich in seine technik-, unternehmens- und sozialhistorischen Bestand-

teile. Wie wichtig der Stromzähler für die Kommodifizierung der Elektrizität einerseits, sowie für die Stromversorgung der schweizerischen Haushalte andererseits war, bildet die Leitfrage seiner Arbeit. Die These lautet, dass das Messgerät nicht nur die elektrische Energie in Haushalten anwendbar machte, sondern gleichzeitig den damit entstehende Markt mitgestaltete und regulierte. Der Stromzähler erlaubte es den Anbietern, ihre Absatzmenge zu kontrollieren, indem sie mit dessen Hilfe das Konsumverhalten ihrer Kundschaft zuverlässig und präzise quantifizieren und in Rechnung stellen konnten. Zu diesen Grundfunktionen führte ein langer kurvenreicher Weg, dem Schädler in seiner Studie nachgeht.

Der Autor greift für seine Studie auf eine reichhaltige Quellengrundlage zurück, mit Unterlagen etwa aus dem Unternehmensarchiv von Landis & Gyr, aus dem Stadtarchiv Zürich, aus dem dortigen Sozialarchiv sowie aus diversen Fachzeitschriften und anderen Periodika. Somit gelingt ihm eine erste umfassende Abhandlung zur Geschichte des Stromzählers in der Schweiz, womit er bereits etablierte Forschungsfelder zusammenbringt und anhand der Geschichte dieses unscheinbaren Apparats geschickt weiterentwickelt. Die Studie verortet sich zwischen dem derzeit ausgesprochen dynamischen Feld der Infrastrukturgegeschichte mit Ansätzen von Dirk van Laak und Susan Leigh Star, nimmt damit ältere Ansätze wie dem von Thomas P. Hughes geprägten Konzept der grosstechnischen Systeme auf, um sie mit wiederum jüngeren Studien zur Sozial- und Konsumgeschichte öffentlicher und privater Elektrizitätsversorgung zu verknüpfen. Die Arbeiten von David Gugerli, Karl Ditt, Sophie Gerber und Nina Lorkowski geben hierzu den Referenzrahmen vor. Methodische Anknüpfungspunkte würden sich zudem noch zum historiografischen Forschungsfeld der *Infrastructure Maintenance* anbieten. Schädler bedient ein Forschungsdesiderat, das den stabilen und kalkulierbaren Aufbau sowie Unterhalt von Stromnetzen untersucht, womit sich die Anfänge des heutigen Energiemarktes und seiner Tarifpolitik bis ins ausgehende 19. Jahrhundert zurückverfolgen lassen.

Das Buch beginnt mit der Inbetriebnahme der öffentlichen Stromversorgung der Stadt Zürich von 1893. Ein im Entstehen begriffener, unregulierter Strommarkt mit einem unpräzisen Pauschaltarif verlangte damals nach einem normierten und transparenten Verkaufsverfahren. Gesetzlich festgeschriebene Masseinheiten zusammen mit den ersten Zählermodellen schufen hierzu Abhilfe. Als Kontrollinstanz betätigte sich das 1909 gegründete Eidgenössische Amt für Mass und Gewicht. In dieser Trias zwischen ansteigender Stromnachfrage, technischer Innovation und institutioneller Qualitätssicherung erkennt Schädler den entscheidenden Standortvorteil, von dem ausgehend ein Unternehmen wie Landis & Gyr heranwachsen und prosperieren konnte. Bis in die 1930er-Jahre entwickelte sich die anfänglich regionale Werkstatt zu einem Weltkonzern, dessen Produktion und Absatzmarkt von Westeuropa bis ins koloniale Indien reichte. Der zweite Teil der Studie geht der Unternehmensstrategie und den Werbekampagnen von Landis & Gyr auf den Grund, die Heinrich Landis und Karl Gyr nach ihrer Übernahme des Kleinunternehmens einführten und erfolgreich etablierten. Über den Schweizer Strommarkt hinaus konnten sie dank dem Beitritt zu Kartellen, der Gründung von Tochterunternehmen, Firmenübernahmen sowie Patenten wachsen. Auf ausländischen Handelsmessen und technischen Schauen half ihnen das propagierte Image von Schweizer Präzision und Zuverlässigkeit genauso wie in den dortigen Fachzeitschriften und der Tagespresse, um ihre Zählapparate massenhaft zu vermarkten. Im dritten Teil fragt Schädler dann nicht mehr nach dem Auftauchen des Stromzählers auf den Weltmärkten, sondern nach dessen Verschwinden aus der Aufmerksamkeit der Stromverbraucher:innen im Laufe der

1950er-Jahre. Begleitet wurde der bis dahin stattgefundene Einzug des Präzisionsgeräts in die schweizerischen Haushalte von drei Praktiken: Zunächst ging es den Stromanbietern darum, den Privatkonsum ihrer Kund:innenschaft zu quantifizieren und damit einhergehend zu verstehen. Danach ergriffen Unternehmen rasch Massnahmen, um den Verbrauch ihrer Ware zu kontrollieren, Manipulationen an den installierten Zählern durch Kontrollen und sichere Konstruktionen vorzubeugen sowie den Elektrizitätsverbrauch der schwankenden Angebotsmenge des Stromnetzes durch eine gezielte Tarifpolitik anzupassen. Solange die Anschlüsse nur den vermögenden Haushalten vorbehalten waren, fanden diese Interaktionen an den sichtbar neben der Haustür montierten Zählern statt. Als die aufkommende Konsumgesellschaft der 1950er-Jahre ihren Stromverbrauch mit Haushaltsgeräten aber derart steigerte, dass die Energieversorgung aus der Steckdose zur Selbstverständlichkeit wurde und sich das Vertrauen in die zugrundeliegende Infrastruktur entsprechend festigte, wanderte der Stromzähler in den Keller, heraus aus dem Augenmerk der Konsument:innen. Eine zentrale Funktion für den reibungslosen Stromnetzbetrieb, erfüllt der Apparat von dort unten freilich immer noch.

Schädler ist eine hervorragend geschriebene und tiefgehende Studie zu einem auf den ersten Blick unscheinbaren Artefakt moderner Energieinfrastruktur gelungen. Die soziotechnischen und marktwirtschaftlichen Anfänge des Stromzählers verraten einiges über das sich seit dem ausgehenden 19. Jahrhundert in der Schweiz entwickelte Verhältnis zur Elektrizität, deren öffentliche Verbreitung und privater Konsum. Darüber hinaus zeigt das Buch, wie zentral die Analyse einzelner Schnittstellen in grosstechnischen Versorgungsnetzen für das historische Verständnis von Infrastrukturen im Allgemeinen ist.

Sebastian De Pretto, Basel

Cédric Humair, *La Suisse et les Empires. Affirmation d'une puissance économique (1857–1914)*, Neuchâtel: Alphil, 2024, 171 Seiten.

Der Lausanner Wirtschaftshistoriker Cédric Humair beschreibt die «grossartige» wirtschaftliche Entwicklung, die die Schweiz in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts erfahren hat. Er offeriert mit seiner Synthese einen fassbaren und leicht nachvollziehbaren Entwurf und ist sich bewusst, dass dieses enorme Programm nicht ohne Komplexitätsreduktion bewältigt werden, aber einen fassbaren Überblick zu den bestimmenden Entwicklungslinien («lignes de force») aufzeigen kann (S. 13).

Eigentlich wären die beiden Randdaten dieser Geschichte erklärungsbedürftig: etwas weniger 1914, obwohl man sich fragen kann, inwiefern der militärgeschichtlich angesetzte Termin des Kriegsausbruchs auch eine wirtschaftsgeschichtliche Zäsur war. Das Ausgangsdatum der Darstellung ist nicht, wie man hätte erwarten können, 1848, sondern das Jahr 1857, als die Eidgenossenschaft nach der Bewältigung der «Neuenburger Frage» (S. 15) als unabhängiger Staat anerkannt wurde. Das habe für die Schweiz zu einem Paradigmenwechsel geführt: Fortan habe nicht mehr die Behauptung der Souveränität im Vordergrund der Aussenpolitik gestanden, sondern der Ausbau der Wirtschaftspräsenz im Ausland.²

Die Darstellung zeichnet zunächst in drei chronologisch angelegten Kapiteln die allgemeine Entwicklung der politischen Gegebenheiten nach und präsentiert anschliessend

² Dem Band geht voraus Cédric Humair, *La Suisse et les puissances européennes. Aux sources de l'indépendance (1813–1857)*, Neuchâtel 2018. Eine frühe Studie aus dem bereits reichhaltigen *Cŕuvre des Autors: Développement économique et état central (1815–1914). Un siècle de politique douanière suisse au service des élites*, Bern 2004.

die in der wirtschaftlichen Aussenpräsenz wichtigen Sektoren des Handels, der Industrie, des Tourismus und der Banken. Ansatzweise zeigt sich die Interdependenz zwischen Binnen- und Aussenwirtschaft. Der Wirtschaftserfolg wird in erster Linie der Expansion der Aussenwirtschaft zugeschrieben. Der Natur der Materie entsprechend, vermittelt die Darstellung zahlreiche quantifizierende Angaben, wichtig ist dem Autor aber auch die Beschreibung der im Laufe der Zeit sich wandelnden nationalen und internationalen Rahmenbedingungen. Während das europäische Umfeld mit seinen erstarkenden Nationalstaaten als erschwerende Herausforderung erscheint, wird die innenpolitische Entwicklung implizit als gute Voraussetzung für den Erfolg präsentiert.

Daraus ergibt sich eine Art Emanzipationsgeschichte, in der die Schweiz, anfänglich ein stark fremdbestimmter Kleinstaat, zu einer «Wirtschaftsmacht» wurde. Gemeint ist damit, dass die Schweiz bis 1914 einen internationalen Status erlangte, der über ihre kleinstaatliche Dimension und Bevölkerungsgrösse hinausging. Eine Würdigung erfährt neben der erstarkenden Wirtschaftskraft auch der Ausbau der Armee und die Profilierung der Schweiz als Pionierin der humanitären und friedensfördernden Diplomatie. Wichtig sei gewesen, dass die Schweiz eine eigenständige Neutralitätspolitik verfolgt, dass sie auf Grossmachtpolitik verzichtet («renoncé à toute politique de grandeur») und sich im Dienst der Wirtschaftsinteressen unscheinbar gemacht habe («faire profil bas») (S. 24, 51). Als bestimmende Akteure erscheinen bundesrätliche Magistraten (insbesondere Alfred Escher, Emil Welti u. a., S. 24, 58, 63 f.), jedoch keine herausragenden Personen der Privatwirtschaft. Als «Motoren» der Entwicklung werden ohne personalisierende Beschwörung des helvetischen Unternehmergeists einzig sachliche Voraussetzungen bezeichnet: Handelsverträge, Zollregelungen, Steuersätze, Bankgeheimnis, Währungspolitik, Netzwerknutzung, Infrastruktur, Beteiligung an multinationalen Unternehmen, Direktinvestitionen im Ausland etc. So ist beispielsweise vom «troisième moteur du commerce mondial ...» (S. 124) oder vom «principal moteur de cet exploit ...» (S. 164) die Rede.

Wie im Falle von Synthesen gegeben, findet man manch Bekanntes wieder; Humairs Vermittlungsleistung besteht in der kohärenten Zusammenstellung. Dennoch enthält das vorgestellte Gesamtbild auch Hinweise auf weniger Bekanntes, zum Beispiel darauf, dass die Fremdenindustrie, die nicht nur, wie man weiss, ein wichtiger Faktor der schweizerischen Binnenwirtschaft war, sondern auch ins nahe und ferne Ausland (z. B. nach Ägypten) expandierte. Kap. 17 (S. 133–140) leistet einen Beitrag zur jüngsten Debatte um die schweizerische Beteiligung an der kolonialen Ausbeutung. Die «koloniale Neutralität» habe der Schweiz den Zugang zu beinahe sämtlichen Märkten der Welt ermöglicht; schweizerische Akteure – auch als «Parasiten» des staatlichen Kolonialismus europäischer Mächte bezeichnet – seien von diesen mehr als Partner denn als Konkurrenten empfunden worden. Schweizerische Kolonialisten hätten sich nicht nur im Kielwasser des europäischen Kolonialismus bewegt, wie ein gängiges Bild besagt, sondern sich auf den Schiffen der europäischen Kolonialisten («sur les bateaux des puissances coloniales») betätigt. Humair skandalisiert ihre Beteiligung nicht, sondern versteht sie als zeitbedingte Normalität; er verharmlost ihre vielfältige Beteiligung aber nicht, sie hätten als Entdecker, Söldner, Verwalter, technische Experten, Financiers, Publizisten dazu beigetragen, autochthone Bevölkerungen zu unterdrücken, Plünderungen zu organisieren und rassistische Kolonialideologie zu verbreiten (S. 134 f.). Hier findet man auch einen Hinweis auf die bekannte Diskussion von 1885, ob die Schweiz eine maritime Flotte und darum auch einen Zugang zu einem Meereshafen brauche. Keine Stellungnahme erhalten wir

hingegen zur Kontroverse, ob und inwiefern die Schweiz ihren derzeitigen Reichtum den alten Kolonialgeschäften verdanke.

Zum konsequent durchgehaltenen Konzept gehört, dass in allen Kapiteln Zitate mit aussagekräftigen zeitgenössischen Stimmen eingeblendet werden und dass die Kapitel mit Hinweisen auf jüngere, aber auch ältere Sekundärliteratur schliessen. Die Schrift kann sowohl denjenigen empfohlen werden, die sich erstmals für die Frage interessieren, welchen Verlauf die enorme Prosperität in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts genommen hat, als auch denjenigen, die an der wiederkehrenden Frage weiterdenken möchten, wie dieser Erfolg erklärt werden kann.

Georg Kreis, Basel

Fabian Baumann, *Dynasty Divided. A Family History of Russian and Ukrainian Nationalism*, Ithaca: Northern Illinois University Press, 2023, 330 Seiten.

Die ukrainische Nationsbildung weist eine denkbar komplizierte Geschichte auf. Sie begann im 19. Jahrhundert zunächst mit Plänen einer ukrainisch-russischen Föderation, erlebte eine ebenso kurze wie prekäre Staatlichkeit nach dem Ersten Weltkrieg und wurde später einerseits von den Sowjetkommunisten gekapert, andererseits in die Emigration gedrängt. Es ist unmöglich, die Ausgestaltung dieses Nationalprojekts zu erzählen, ohne es innerhalb konkurrierender Ideologien wie des grossrussischen Imperialismus, des polnischen Nationalismus, der jüdischen Emanzipation oder des Bolschewismus zu verorten. Der Osteuropahistoriker Fabian Baumann legt nun eine ausgedehnte Familiengeschichte vor, in der sich die politische Geschichte der Ukraine im späten Zarenreich, im Bürgerkrieg und in der Emigration spiegelt. Als Forschungsgegenstand dient ihm die Kyiver Familie der Šul'gins, die sich gegen Ende des 19. Jahrhunderts in zwei Zweige aufspaltete. Auf der einen Seite stand Vitalij Šul'gin (1822–1878), der Begründer der stramm russisch-nationalistischen und monarchistischen Zeitung *Kievljanin*. Auf der anderen Seite befand sich Jakov Šul'gin (ukrainisch: Šul'hyn) (1851–1911), der zu einem wichtigen Unternehmer des ukrainischen Nationalprojekts wurde. Auf beiden Seiten führte das nationale Engagement zu familiären Tragödien: Vitalij verlor während des Bürgerkriegs drei Enkel, die sich für die russische Sache engagierten, Jakov musste den Tod eines Sohns beklagen, der für eine unabhängige Ukraine gekämpft hatte.

Im ersten Kapitel zeichnet Baumann auf der Basis seines reichen autobiographischen Materials die Entstehung des ukrainischen Nationalprojekts nach. Er zeigt auf, dass die ländliche Bevölkerung in der Ukraine kaum über eine nationale Identität verfügte, sondern sich innerhalb der lebensweltlichen Strukturen orientierte: Man definierte sich als Bewohner des eigenen Dorfs, allenfalls als Angehöriger der orthodoxen Religion. Ukrainophile Tendenzen verbreiteten sich unter der Intelligenzija in den Gebieten am linken Ufer des Dnipro und verbanden sich mit der Bewegung der Chlopomany in der rechtsufrigen Ukraine. Einen Wendepunkt markierte der polnische Januaraufstand 1863, der gewaltsam niedergeschlagen wurde. Gleichzeitig versuchten die zaristischen Behörden auch die ukrainophile Bewegung zu unterdrücken, indem sie im Valuev-Zirkular 1863 und dem Emser Ukaz 1876 den Gebrauch der ukrainischen Sprache stark einschränkten. In dieser Konstellation vertrat Vitalij Šul'gin einen staatsstreuen Nationalismus und behauptete, Kyiv sei «russisch, russisch, russisch». Sein Neffe Jakov hingegen folgte den föderalen Ideen von Mychajlo Drahomanov und trat für die Interessen der ukrainischen Nation ein.

Sein zweites Kapitel überschreibt Baumann mit dem treffenden Titel «Nischen-Nationalismus». Im ausgehenden 19. Jahrhundert befanden sich ukrainophile Intellektuelle in einer schwierigen Situation. Nach 1876 und vor allem nach der Ermordung des Zaren 1881 gerieten auch die Ukrainophilen unter Generalverdacht. Zwar gab es Kontakte zwischen den radikalen Terroristen und der ukrainischen Bewegung, aber die Ukrainophilen hielten an der Legalität ihrer Aktivitäten fest. Allerdings gerieten sie dabei – wie Baumann am biographischen Schicksal Jakov Šul'hyns zeigt – zwischen Stuhl und Bank. Šul'hyn unterstützte das verbotene ukrainische Nationalprojekt, bemühte sich aber gleichzeitig um eine pädagogische Karriere im Zarenreich. 1879 wurde Šul'hyn tatsächlich verhaftet und für vier Jahre nach Sibirien verbannt. Die zaristische Geheimpolizei vermutete explizit, dass die Ukrainophilie einen Nährboden für den gefährlichen Sozialismus darstelle. Baumann zeichnet präzise nach, wie die Ukrainophilie sich deshalb in den privaten Raum der Familie zurückzog. Ukrainische Erziehung bedeutete, den eigenen Kindern Werke der ukrainischen Literatur vorzulesen und Ukrainisch als Familiensprache zu pflegen. Baumann zeichnet sogar auf dem Kyiver Stadtplan die Wohnhäuser der ukrainophilen Familien ein, um die geographische Geschlossenheit dieses Milieus nachzuweisen.

Im dritten Kapitel präsentiert Baumann das konservative Gegenprogramm zur Ukrainophilie, das innerhalb der Šul'gin-Familie zunächst von Vitalij und später von seinem Nachfolger als Herausgeber des *Kievljanin*, Dmitrij Pichno, vertreten wurde. Baumann verweist auf die gegenläufige Entwicklung von Jakov Šul'hyn und Dmitrij Pichno. Jakov stammte aus einer russischsprachigen, zarentreuen Familie und legte sich erst später seine ukrainophilen Überzeugungen zu. Pichno dagegen stammt aus einer ukrainischen Bauernfamilie und legte eine steile Karriere hin, die ihm nicht nur zu Macht, Einfluss und Geld einbrachten, sondern auch eine restlose Assimilation an die russische Staatskultur bedeutete. Pichnos enthusiastische Unterstützung der bestehenden politischen und kulturellen Ordnung kontrastierte auf seltsame Weise mit seinem Privatleben. Er heiratete Vitalij Šul'gins Witwe, nachdem er sie bereits zu Lebzeiten seines Patrons geschwängert hatte. Nach dem Tod der Witwe heiratete er seine eigene Stieftochter und bewegte sich fortan in der Skandalaura eines «Inzests».

Im vierten Kapitel zeichnet Baumann die komplexen Vorgänge im Zarenreich während des Ersten Weltkriegs, der Revolution und des Bürgerkriegs nach. Auf überzeugende Weise identifiziert er verschiedene Konfliktlinien, die nicht nur zwischen russischen und ukrainischen Nationalisten verliefen, sondern auch zwischen Monarchisten und Demokraten, zwischen Kapitalisten und Sozialisten, sowie zwischen Patrioten und Internationalisten. So deuteten die Šul'gins die Bolschewiki zu Beginn des Jahres 1918 als «russisch-jüdische» Komplizen der Ukrainer in einer deutschen Verschwörung, während die Bolschewiki aus der Sicht der Šul'hyns für das russische Chaos und den russischen Despotismus standen.

Im fünften Kapitel verfolgt Baumann den Lebensweg der Familie Šul'gin/Šul'hyn in der Emigration. Oleksandr Šul'hyn engagierte sich in Prag und Paris in verschiedenen wissenschaftlichen und politischen Institutionen, die sich als Fortsetzung der Aktivitäten der Ukrainischen Volksrepublik verstanden. Vasilij Šul'gin blieb als erbitterter Gegner sowohl der Bolschewiki als auch der ukrainischen Nationalisten im Ausland. Aus seiner Sicht war das ukrainische Nationalprojekt eine deutsche, österreichische, polnische oder sogar schwedische Verschwörung, um das «einige Russland» zu spalten. Um den Jahreswechsel 1925/26 unternahm er eine geheime Reise nach Kiev, Moskau und Leningrad, um sich ein Bild von der Lage der russischen Nation zu machen. Er veröffentlichte darauf

einen antikommunistischen Reisebericht unter dem Titel *Drei Hauptstädte*. Später entdeckte er, dass er das Opfer einer sowjetischen Geheimdienstoperation geworden war, die ihn als Autor diskreditieren wollte. Während des Zweiten Weltkriegs verhafteten ihn sowjetische Agenten in Jugoslawien und verschleppten ihn nach Sowjetrußland, wo er neun Jahre in einem Gefängnis verbrachte. Dort schrieb er umfangreiche Memoiren und trat 1965 sogar in einem gegen die weiße Emigration gerichteten Propagandafilm mit dem Titel *Das Gericht der Geschichte* auf.

Es gelingt Fabian Baumann, in seiner Familiengeschichte ein faszinierendes Epochenemal zu zeichnen. Vor dem Hintergrund privater Tragödien tritt das Aufeinanderprallen des russischen und ukrainischen Nationalprojekts deutlich zutage. Baumann zeigt in differenzierter Weise, dass es sich hier nicht einfach um ein imperiales Dominanzverhältnis Russlands gegenüber dem ukrainischen Volk handelt. Gerade in der Beschreibung des «russischen» Flügels der Šul'gin-Familie wird deutlich, wie auch die Konzeptualisierung der russischen Nation vor dem Hintergrund des zaristischen Vielvölkerreichs und später des kommunistischen Staats oft umstritten blieb oder wenigstens in einer unausgesprochenen Ambivalenz verharrte. Dieses Buch ist ein wichtiger Beitrag zur vergleichenden Nationalismusforschung in der osteuropäischen Geschichte.

Ulrich Schmid, St. Gallen

Gregg Mitman, **Empire of Rubber. Firestone's Scramble for Land and Power in Liberia**, New York: The New Press, 2021, 312 Seiten.

Dem Umwelt-, Wissenschafts- und Medizinhistoriker Gregg Mitman ist mit seiner umfassenden Geschichte des Kautschukplantagen-Imperiums von Firestone in der westafrikanischen Republik Liberia ein grosser Wurf gelungen. Angesichts amerikanischer Abhängigkeiten von Gummi-Lieferungen aus Südamerika – und, seit den 1910er Jahren, zunehmend aus britischen und niederländischen Kolonien in Südostasien – erwirkte der in Akron (Ohio) ansässige Gummireifen-Magnat Harvey Firestone Sr. im Jahr 1926 durch politische Verhandlungen und enormen Druck die Zusicherung eines riesigen, eine Million Hektar umfassenden Konzessionsgebietes in Liberia, gepachtet auf 99 Jahre. Hier sollte der skrupellose Unternehmer mit besten Kontakten ins amerikanische State Department und Weisse Haus in den folgenden Jahren die grösste Kautschukplantage der Welt errichten. Liberia, tief verschuldet und durch britische als auch französische imperiale Ambitionen bedroht, ging einen faustischen Pakt mit amerikanischem Kapital zu der «Entwicklung» des Landes und der Sicherung seiner Unabhängigkeit ein – wobei von Beginn an umstritten war, ob Firestone sich als «an angel or a devil to Liberia» (S. 221) herausstellen würde. Der Deal umfasste einen Liberia aufgezwungenen Kredit über fünf Millionen US-Dollar (mit einem Zinssatz von jährlich 7 %), um Firestones Investition zu sichern. Grosse Hoffnungen, auch vonseiten afrikanischer und nordamerikanischer Wissenschaftler, Politiker und Intellektueller wie W.E.B. Du Bois, wurden anfänglich in das Versprechen Firestones gesetzt, nicht nur lukrative Jobs zu schaffen, sondern das Land auch durch umfangreiche Investitionen, Infrastrukturprojekte, Wissenschaftstransfers und medizinische Versorgung in eine bessere Zukunft zu führen.

Firestones Plantagenimperium in Liberia basierte jedoch von Beginn an auf einer zutiefst paternalistischen Ideologie, strikter Rassensegregation und der Ausbeutung von Land und Leuten, die Mitman in direkte Verbindung mit den Praktiken der Jim Crow-Ära und dem Plantagenkapitalismus der amerikanischen Südstaaten setzt. Bereits die ersten Schritte zur Gründung der Kautschukfelder in Liberia verdeutlichten, wie sehr das

Unternehmen auf Verdrängung und Gewalt beruhen würde. Die Plantage war das Resultat umfangreicher, zum Teil äusserst brutaler Landenteignungen beim Bassa-Volk; lokale Ortsnamen erinnern noch heute an die Vertreibungen, die, wenn nötig, durch das Verbrennen ganzer Landstriche erfolgten. In eindrücklicher Prosa schreibt Mitman: «The first act in the making of a plantation world is always land dispossession» (S. xii). Indigene Kosmologien und die traditionell enge Verbindung von Existenzsicherung und Landbesitz fielen einem umfangreichen Landgrabbing zum Opfer. Eine 1926 durchgeführte Harvard-Expedition nach Liberia (ko-finanziert von Firestone) zum Zweck der Erforschung des Landes, seiner Einwohner, Krankheiten und natürlichen Ressourcen hierarchisierte verschiedene regionale Ethnien als mögliche Plantagenarbeiter. Kapitel 3 zeigt, wie rassische Studien durch amerikanische Tropenforscher mit der Suche nach knappen Arbeitskräften vor Ort einhergingen. Um den enormen Bedarf an Kautschuk für die Reifenproduktion von Firestone in Nordamerika zu stillen, wurden Millionen Bäume der eingeführten *Hevea brasiliensis*-Art von bis zu 25'000 afrikanischen Arbeiter/Innen gezüchtet, gepflanzt, gezapft und sorgfältig gepflegt. Die Angestellten mussten dabei unter einem rein weissen Management brutal hohe Tagesquoten erfüllen. Im packenden Kapitel 6 zu «Plantation Lives» beschreibt der Autor, wie die industrialisierte Kautschukproduktion mit umfangreichen Gesundheitsrisiken für die Zapfer und Verarbeiter einherging – mit blossen Händen und ohne Schutzbrillen wurde der gezapfte Milchsaft mit ätzendem Ammoniak behandelt und die geritzte Rinde der in endlosen Reihen gepflanzten Bäume mit anderen Chemikalien traktiert. Die schädlichen Abfälle in der (an die Plantage angegliederten) Gummiverarbeitungsfabrik wurden zudem in den nahegelegenen Farmington-Fluss abgeführt und somit das Wasser für flussabwärts lebende afrikanische Gemeinschaften verseucht.

Mitman verbindet in seiner Studie geschickt sensible Porträts der Hauptakteure und Widersacher mit einem weltgeschichtlichen Panorama. In den langwierigen und zermürbenden Machtspielen zwischen den sukzessiven Firmenpräsidenten Harvey Sr. und Jr. einerseits und den liberianischen Präsidenten King, Barclay und Tubman andererseits wird deutlich, wie kontingent eine lange Zeit über das Schicksal Liberias war, sich entweder als letzte unabhängige schwarze Republik in Afrika zu behaupten oder als amerikanisches Protektorat zu enden. Das faszinierende Gerangel um Einfluss und Souveränität spielte sich in den Korridoren der Macht in Washington, London, Genf sowie Monrovia ab und involvierte die Vereinten Nationen wie auch mehrere amerikanische Präsidenten – von Taft über Hoover bis F.D. Roosevelt – in die Verhandlungen um die Zukunft Liberias und Amerikas «corporate empire» (S. 71) in Afrika. Dabei zeigt die Studie auch eindrücklich, wie die indigenen Gemeinschaften in Liberias Hinterland selbst Opfer der Ambitionen vonseiten der schwarzen Siedlereliten an der Küste wurden: Liberias eigene Regierung – nicht nur Firestones Plantagen – setzten auf Zwangsarbeit und Enteignungen. Mitman, dem der Zugang zum Firestone-Archiv verwehrt wurde, verbindet gewandt eine Reihe von Quellentypen, um ein breites Spektrum von Akteuren und Perspektiven darzustellen – von Oral-history-Interviews mit ehemaligen Plantagenarbeiter/Innen, die historische Fotos und Filmaufnahmen für den Autor kommentierten; daneben Briefe, Berichte, Material der Firmenpropaganda, Memoiren, juristische Klagen von Plantagenangestellten und journalistische Publikationen entlang des gesamten politischen Spektrums – sowohl in Liberia als auch Nordamerika. Dadurch liefert Mitman eine vielschichtige, fesselnde Studie über die Schattenseiten, ja Brutalität von Firestones nahezu missionarischem Streben, «Entwicklung» durch ökologische und menschliche Ausbeutung, durch

Kapitalflüsse, «Corporate welfare» und tropische Krankheitsbekämpfung im Rahmen eines riesigen, noch heute aktiven Plantagenimperiums um jeden Preis durchzusetzen.

Moritz von Brescius, Bern

Lauriane Savoy, **Pionnières. Comment les femmes sont devenues pasteures**, Genève: Labor et Fides, 2023, 376 pages.

Les communautés réformées sont habituées depuis leurs origines à la figure de la femme du pasteur. En revanche, l'existence de femmes pasteures est une réalité bien plus récente. L'ouvrage de Lauriane Savoy a le mérite de mettre en lumière leur émergence.

Même si le livre effectue quelques incursions ailleurs, l'espace étudié consiste dans le canton de Genève et dans celui de Vaud. Ce choix ne permet donc pas d'extrapoler et de dire comment la consécration de femmes pasteures a été vécue, théologiquement ou psychologiquement parlant, dans d'autres parties de Suisse et du monde. Il offre toutefois un espace suffisamment circonscrit pour étudier le phénomène en détail.

Si Genève et Vaud sont voisins, leur culture cantonale diffère, entre un canton de Genève plus citadin et ouvert au monde et un univers vaudois à la psychologie collective assez méfiante face aux nouveautés. Les deux cantons varient aussi dans les relations entre les Églises et l'État. Statistiques à l'appui, l'auteure montre qu'à Vaud, un lien avec l'État favorise davantage la présence des femmes dans les structures ecclésiales. Autres spécificités vaudoises: à côté de son Église nationale, le canton possédait une petite mais dynamique Église libre, beaucoup plus féministe et favorable aux femmes pasteures; il était aussi très marqué par *Église et liturgie*, un mouvement théologique «Haute Église» opposé au pastorat féminin.

L'ouvrage se divise en quatre parties. Les trois premières sont concentrées plus ou moins sur la même période (en gros les deux premiers tiers du XX^e siècle) et explorent la question du pastorat féminin du point de vue institutionnel, puis théologique et prosopographique. La quatrième aborde tous les thèmes liés au pastorat féminin dans le dernier tiers du XX^e siècle et le début du suivant. Il y a donc une majoration de la première tranche chronologique.

Plusieurs femmes s'intéressaient à participer de manière officielle à leur communauté. Ces demandes ont émergé à la fin du XIX^e siècle, dans des milieux citadins et libéraux. L'application a pris du temps et a fonctionné par à-coups (droit de vote ecclésiastique, possibilité accordée aux femmes d'être élues à un conseil de paroisse, à un synode, puis accession au ministère). Des solutions ont été appliquées pour tenter de satisfaire tout le monde: Vaud a par exemple fini par permettre aux femmes d'exercer un ministère auxiliaire de deux classes, sans toutefois leur accorder le pastorat plénier, tout comme Genève d'ailleurs. L'auteure montre également l'interaction entre la militance politique et la militance ecclésiale. Souvent, les ouvertures ecclésiales ont précédé les ouvertures en matière citoyenne: les Églises constituent dès lors «un laboratoire de participation démocratique» (p. 54).

L'auteure classe les débats théologiques sur la consécration des femmes pasteures en trois domaines, biblique, ecclésiologique et «essentialiste» (philosophique). Partisans et opposants présentent de part et d'autre des arguments développés. S'ils ne consistent pas forcément en des clichés, avec le recul, certains raisonnements opposés au pastorat féminin semblent bel et bien datés. Parmi les théologiens qui interviennent, comme Richard Paquier, Jean-Jacques von Allmen, Franz Jehan Leenhardt ou Georges Casalis, on retiendra que le théologien alémanique Karl Barth, qu'on avait voulu tirer en faveur du

non, s'affiche comme partisan du pastorat féminin. Il faut noter que les raisons invoquées contre cette nouveauté tournent souvent plutôt autour de l'autorité que de la capacité à célébrer la Sainte-Cène. On ne parle pas tellement de l'opportunité ou non d'une femme présidant la Sainte-Cène (alors que, sans doute, on parlerait avec abondance de la présidence eucharistique dans un débat sur le sacerdoce catholique des femmes), mais les opposants au pastorat féminin ne voient pas qu'une femme puisse diriger une paroisse. Leurs arguments ressortent à des questions très concrètes, telles que la voix prétendument inadaptée d'une femme dans un temple ou son impossibilité à raccompagner chez lui un homme ivre, tâche qui incombait de temps en temps, paraît-il, aux pasteurs. Un métier «hypervirilisé» (p. 111) pour les besoins de la cause, donc.

Laurianne Savoy se livre ensuite à un portrait des pionnières. On y compte Marcelle Bard (1903–1988), consacrée pasteure auxiliaire en 1929, Lucie Monod (1907–1999), Jeanne Ertel (1910–2002) ou Lydia von Auw (1897–1994), qui fera un doctorat très remarqué en histoire de la spiritualité. Cette dernière a par ailleurs été choisie pour illustrer la couverture du livre. Toute de blanc vêtue, on la voit au milieu d'un parterre de professeurs et d'étudiants en habits sombres. Cette illustration est-elle toutefois la plus parlante? En effet, devenir femme pasteure, à l'époque, c'était surtout se couler dans le moule du pasteur sérieux. L'entrée des femmes dans cette fonction s'est ainsi faite de manière modeste et mimétique, les femmes cherchant surtout à imiter les postures attendues du pasteur, à l'image de Marcelle Bard, qui a laissé le souvenir d'une femme austère et consciente de son autorité (p. 269).

Le monde pastoral change profondément à partir des années 1960. Alors que le modèle du pasteur respecté, chef de la communauté, est remis en question, diverses Églises réformées de Suisse et de France accordent aux femmes le pastorat plein et entier. Genève le fait en 1968 et Vaud en 1972. Il y a donc ouverture, même si, d'une certaine manière, la consécration pastorale institutionnalise et intègre les femmes dans un ministère qui avait été battu en brèche par certains théologiens (le «Manifeste des 22» en 1967 à Genève) au nom du baptême et du sacerdoce des fidèles. Il est vrai qu'à Genève, depuis 1975, la consécration n'était plus un prérequis pour être pasteure ou diacre.

Une des richesses du livre consiste dans le nombre important d'entretiens menés par l'auteure. Des témoignages très concrets sont consacrés à la vocation pastorale, au choix d'une paroisse, à la collaboration avec les confrères. On aurait aimé lire un chapitre sur la vie de famille des femmes pasteures. Comment ont-elles vécu leur vie de couple? Comment ont-elles concilié ministère pastoral et vie privée?

Dans sa conclusion, l'auteure demeure réaliste et se refuse à une interprétation messianique du pastorat féminin. La consécration de femmes pasteures n'a pas empêché l'Église de reculer face à la sécularisation du monde occidental. La notion d'Églises-cabananes (p. 338) a remplacé les forteresses qu'elles étaient. L'avenir cependant est ouvert.

La préface très militante de la catholique Anne Soupa annonçait un ouvrage polémique. Même si on perçoit ici ou là quelques traits montrant vers où son cœur penche, l'auteure a suivi une ligne objective et sereine, qu'il est important de garder, surtout dans des recherches à forte connotation émotionnelle, comme le pastorat féminin ou, autre exemple, le sacerdoce des femmes dans l'Église catholique.

Jacques Rime, Grolley

Zeno Ramelli, **Campi di lavoro e lavoro nei campi. L'internamento militare in Ticino durante la Seconda guerra mondiale (1940–1945)**, Locarno: Armando Dadò, 2022 (Nuove ricerche sulla Svizzera italiana, Bd. 42), 241 Seiten, 41 Abbildungen.

Das Buch zeigt alle Vor- und Nachteile einer universitären (hier Fribourg) Qualifikationsarbeit: Gründlichkeit, Vielseitigkeit, fachliche Zuverlässigkeit und quellengestützten Materialreichtum, aber auch anstrengende Lesbarkeit. Inhaltlich geht es um die Aufarbeitung des Tessiner Fallbeispiels eines schwierigen und nach wie vor heiklen Themas der Schweiz während des Zweiten Weltkriegs: jenem der Militärinternierten. Im Falle des Tessins blieb dieses Thema bisher (ausser in Einzelstudien) eher unterbelichtet, nicht zuletzt, weil die ab September 1943 – nach dem Einmarsch der Wehrmacht ins Land des einstigen Verbündeten – in den Tessin strömenden italienischen Flüchtlinge erheblich mehr Aufmerksamkeit gefunden haben, als die ab Mitte 1940 hier einquartierten Militärinternierten. Im Kern geht es um im Durchschnitt jeweils rund 1000 vornehmlich polnische und zuletzt italienische Kriegsinternierte, die – wie der Buchtitel prägnant festhält – «nei campi» (auf den Feldern bzw. in den Wäldern) arbeiten mussten. Sie unterschieden sich von den «richtigen» Flüchtlingen, oft Angehörige der Elite, die als reich gesehen wurden, in Zeitungsredaktionen Beschäftigung fanden, teilweise jüdisch waren und Opfer von Antisemitismus werden konnten. Dass der Verfasser demgegenüber die «Unterschicht» der Militärinternierten im Tessin aus dem bisherigen Dunkel holt, ist für sich allein schon erfreulich und dürfte auch deswegen das Interesse des namhaften Tessiner Verlegers gefunden haben.

Nebst vielseitiger Einleitung und prägnantem Schluss ist das Buch in vier ihrerseits gegliederte Grosskapitel eingeteilt und fügt auf über 20 Seiten eindruckliche Illustrationen wie die französischen «Martyres du Tessin» vom 27. September 1940 (Abb. 18) hinzu, sowie in drei instruktiven Anhängen eine Auflistung der Flüchtlingskategorien, eine Entwicklungs-Grafik der Internierten-Zahlen und eine Liste der Tessiner Stammlager und Arbeitsdetachemente («campi base e distaccamenti di lavoro»).

Das erste Kapitel geht auf chronologische und geographische Aspekte ein, so auf die drei Phasen der Militärinternierung im Tessin (1940 Franzosen, ab 1941 Polen, ab Herbst 1943 Italiener) sowie auf die zur Trennung von den Einheimischen möglichst peripher und isoliert verteilten 64 «campi e distaccamenti» mit ihren wechselnden Insassen.

Das zweite Kapitel folgt der Internierung «von oben» in allen möglichen Aspekten und vornehmlich aus der Perspektive der Autoritäten: in den Fluchtversuchen und teilweise gelungenen Evasionen, im Freizeitproblem mit zunehmenden künstlerischen und sportlichen Aktivitäten zur Vermeidung der «psicosi degli inernati», im ökonomisch zentralen Arbeitsthema mit Meliorationen und Waldarbeiten sowie im Grossandrang der Italiener in der Schlussphase des Kriegs, die von Bundesseite als ehemals potentielle Feinde misstrauisch behandelt wurden.

Demgegenüber widmet sich das dritte Kapitel der Perspektive «von unten» und insbesondere den schwierigen Beziehungen zwischen Internierten und Bevölkerung, als angesichts der vielschichtigen Realitäten vor allem mit Verboten operiert wurde, die «kreativ» umgangen werden konnten; so galten die Polen als Vieltrinker, waren in der Bevölkerung aber beliebt. Mit afrikanischen und asiatischen Internierten aus französischen («Senegal») und britischen Kolonien (Indien) stellten sich neue Formen von Exotismen und Alteritäten ein. In diesem Kapitel finden sich auch Auseinandersetzungen zwischen Internierten und Autoritäten, denen gegenüber mit passiver Resistenz oder Streiks reagiert werden konnte, und das Problem der nach Mitte 1943 zahllos eintreffen-

den zivilen Flüchtlinge, die bei der Bevölkerung zusehends auf Ablehnung stiessen, während die Militärinternierten besser geduldet waren: Sie mussten arbeiten – und dies billig.

Das letzte Kapitel behandelt im Nachgang zur Internierung das Doppelthema von Erinnern und Vergessen. Zum einen wurde auf schwierigen Inszenierungswegen ein Dokumentarfilm erarbeitet und Mitte 1948 in Bern «a porte chiuse» vorgeführt, der jedoch auf wenig Interesse stiess und zu guter Letzt in der Versenkung verschwand. Zum andern kam es nach Kriegsende im Kontext der Tessiner Sektion des Kommissariats für Internierung zu einem Finanz- und Korruptionsskandal mit juristischen Nachspielen und heftigen Pressefehden zwischen der sozialistischen *Libera Stampa* und verschiedenen bürgerlichen und katholischen Blättern.

Das interessante, instruktive und problembewusste Buch folgt im Kern den Themen und Problemen der Militärinternierung in der Schweiz allgemein, illustriert und vertieft sie aber in Bezug auf den Beispielfall Tessin vorbildlich, der in vielem vom grossen Rahmen abweicht. Insofern ermöglicht die regionale Perspektive in der Tat (wie bucheinleitend zu Recht gesagt wird) eine ganzheitliche Analyse dieser komplexen Thematik im Kontext des peripheren Grenzkantons mit fragiler Wirtschaft und einer im Zusammenhang mit den damals virulenten «rivendicazioni ticinesi» belasteten Beziehung zum Gesamtstaat. Eher lästig wirkt in diesem ansonsten wertvollen Buch die überkonsequente Verwendung von Abkürzungen wie PGE («prigionieri di guerra evasi») und vor allem CFIO (italienisch für das Mitte 1940 geschaffene Eidgenössische Kommissariat für Internierung und Hospitalisierung).

Carlo Moos, Zürich

Dominik Matter, Vom Politischen zum Auswärtigen. Eine prosopografische Verwaltungsgeschichte der Schweizer Diplomatie 1945–1979, Bern: Dodis, 2023 (Quaderni di Dodis, Bd. 20), 360 Seiten, 13 Abbildungen.

Die Forschung der Geschichte der verschiedenen staatlichen Verwaltungen in der Schweiz ist noch relativ jung. In diesem Licht ist es nicht erstaunlich, dass eine ausführliche Darstellung über die Entwicklung der Verwaltung des schweizerischen Aussenministeriums vom Ende des Zweiten Weltkrieges bis zur Zeit der Entspannung in den 1970er Jahren in Europa bisher gefehlt hat. Nun liegt mit Dominik Matters Basler Doktorarbeit ein Werk vor, das diese Lücke für den genannten Zeitraum schliesst. Bei Matters Studie geht es zwar um die Darstellung der Entwicklung der für die Aussenbeziehungen zuständigen Dienste in der Bundesverwaltung – sowohl jene in Bern wie auch jene mit Sitz im Ausland (Auslandsvertretungen) –, doch reicht der Blick darüber hinaus. Es wird ein Überblick der diplomatischen Beziehungen der Schweiz zu einer sich rasch wandelnden Aussenwelt vorgelegt.

Zu Beginn der Untersuchungsperiode (1945) hiess das Aussenministerium in Bern Eidgenössisches Politisches Departement (EPD), nur in der Schweiz wurde das Aussenministerium so genannt. Erst 1979, dem letzten untersuchten Jahr von Matters Studie, verabschiedete sich die Eidgenossenschaft von dieser aus der Zeit gefallenem Benennung und nahm eine längst fällig gewordene Umbenennung zum heute noch gültigen Eidgenössischen Departement für Auswärtige Angelegenheiten (EDA) vor. Gleichzeitig erfolgte die Einführung eines im Ausland schon seit längerer Zeit gebräuchlichen Titels für diplomatische Chefbesamte in der Zentrale: Seither verfügt die Bundesverwaltung denn auch über Staatssekretäre.

Das Buch ist in vier Teile gegliedert: Im ersten Kapitel wird der Untersuchungsgegenstand vorgestellt. Es erfolgt eine kurze Rückblende auf die Geschichte des EPD mit statistischer und grafischer Aufarbeitung bereits bestehender prosopografischer Forschungen. Matters Datenbearbeitung stützt sich auf 1338 Personen, die von 1945 bis 1979 im EPD wirkten. Ein besonderes Augenmerk gilt der Herkunft der Diplomaten. Das zweite Kapitel zeichnet die Entwicklungen des EPD um das Kriegsende im Jahr 1945, mit einem Schwerpunkt zu den Auswirkungen der Schutzmachtätigkeiten auf die Verwaltung: Während des Zweiten Weltkriegs hatte vor allem die Übernahme von zahlreichen Mandaten im Bereich Fremde Interessenvertretung zu einer massiven Zunahme des Personalbestands geführt. Dieses Wachstum ging mit einer Reorganisation sowie ersten ernsthaften Bemühungen um Öffnung und Demokratisierung des bisher gesellschaftlich eher abgehobenen EPD einher. Im dritten Kapitel werden die geografische und thematische Erweiterung der schweizerischen Diplomatie und deren Auswirkungen auf das Vertretungsnetz in der Welt behandelt. Die Folgen der Schaffung einer eigenen staatlichen Entwicklungshilfe in den 1950er Jahren sowie der europäischen Integrationspolitik führten zu weiteren organisatorischen Anpassungen, deren Darstellung im Buch nicht fehlen darf. Im vierten Kapitel stehen die Veränderungen in der Übergangszeit zum Ende des Kalten Krieges mit dem KSZE-Prozess im Mittelpunkt der 1970er Jahre. Nebst Fragen der Effizienzsteigerung der Verwaltung wird der Einfluss der Tätigkeiten rund um den KSZE-Prozess auf das EPD und dessen Personalstruktur beleuchtet. Damit wird schliesslich 1979 der Weg vom EPD zum EDA frei. Doch ging es dabei nicht bloss um eine Neubezeichnung des schweizerischen Aussenministeriums, sondern vielmehr um einen vielschichtigen Reorganisationsprozess, welcher zu einer Aufstockung, Professionalisierung sowie Diversifizierung des diplomatischen Personals führte. Ohnehin zeigt Matters Studie die Wechselwirkungen zwischen staatlicher Verwaltung und internationalen Entwicklungen auf.

Gerade die Kriegszeit hatte den dringenden Reformbedarf der schweizerischen Diplomatie deutlich gemacht. Es folgten diverse Neuerungen. Eine der wichtigsten Errungenschaften war sicherlich die Einführung des sog. *Concours diplomatique*, d.h. einer Zulassungsprüfung zum diplomatischen Dienst, der seit Mitte der 1950er Jahre jährlich stattfindet. Bei diesem geregelten Aufnahmeverfahren seit 1956 handelt es sich um einen Meilenstein in der Modernisierung der schweizerischen Diplomatie. Der *Concours* hatte ab Ende der 1950er Jahre einen erheblichen Einfluss auf die personelle Zusammensetzung des Diplomatischen Korps. Nicht unerwähnt darf dabei die wachsende Bedeutung des weiblichen Personals bleiben. Der Frauenanteil stieg bei allen erfassten Stellen von etwas über einem Prozent im Jahr 1945 auf 7 % im Jahr 1979. Ausserdem wurde das Übergewicht der Juristen gebrochen. Kurz vor dem Zweiten Weltkrieg waren noch 93 % der untersuchten Angestellten im EPD Juristen, 1978 war dieser Anteil auf 42 % gefallen. Während der gesamten untersuchten Zeit fallen die zahlreichen Reorganisationen auf. Bei allen kleineren und grösseren Reformschritten und Anpassungen an internationale Standards blieb jedoch die Kontinuität im EPD in Führung und Verwaltungskultur bewahrt, eigentliche Brüche blieben aus. Das Vertretungsnetz im Ausland wurde mehr als verdoppelt, es nahm von 41 auf 90 Vertretungen zu.

Das sorgfältig geschriebene Buch ist streckenweise sehr detailliert. Es werden vielseitige Einblicke auf unterschiedliche Ebenen und Ausprägungen der schweizerischen Diplomatie gegeben und wichtige Aspekte der Geschichte des EPD mit Schwerpunkt auf Struk-

turen und Personen untersucht. Eine vielfältige Dokumentation, darunter Organigramme und Tabellen, erhöht den Wert des Buches. Allerdings fehlt ein Personenverzeichnis.

Alles in allem stellt Matters Studie über 30 Jahre Geschichte des für Aussenbeziehungen zuständigen Verwaltungsapparats eine beachtliche Leistung dar. Das Buch ist weit mehr als eine klassische Institutionengeschichte. So versteht es der Verfasser, die wechselvolle Entwicklung eines bis zum Zweiten Weltkrieg noch schwachen, vor allem für Verteidigung und Schutz einer ahistorischen Neutralität zuständigen Departements bis zu mit dem Ausland vergleichbaren Verwaltungsstrukturen zu zeichnen. Das Verständnis für den Wandel der schweizerischen Aussenpolitik vom Sonder- zum Normalfall wird gefördert. Es ist zu hoffen, dass dieses gelungene Werk der Quaderni di Dodis-Reihe Anlass zu weiteren Forschungen im Bereich der Verwaltungsgeschichte geben wird.

Claude Altermatt, Minusio

Christina Lohm, *Geschäfte mit Moskau. Die Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und der Sowjetunion 1964–1982 aus Schweizer Perspektive*, Zürich: Chronos, 2023, 420 Seiten.

Der Titel klingt nicht erst seit dem Beginn des russischen Angriffskriegs gegen die Ukraine anstössig. 30 Milliarden Franken betrug gemäss Staatssekretariat für Wirtschaft der Bestand von Schweizer Direktinvestitionen in Russland im Jahr 2021. Mit einem Handelsvolumen von fast 7 Milliarden rangierte das Land auf Platz 20 der schweizerischen Handelspartner.³ Gleichzeitig beliefen sich die russischen Investitionen in der Schweiz 2021 auf 21 Milliarden.⁴ Die Bankiervereinigung schätzt, dass rund 150 Milliarden russischer Kundengelder auf Schweizer Banken liegen.⁵ Die «Geschäfte mit Moskau», die Christina Lohm im Zuge ihrer Zürcher Dissertation analysiert, beziehen sich dagegen auf die Zeit des Kalten Kriegs. Auch damals haftete den Wirtschaftskontakten der Ruch des Opportunismus, wenn nicht des Verrats an.

Die Brötchen, die im Untersuchungszeitraum in den schweizerisch-sowjetischen Wirtschaftsbeziehungen gebacken wurden, waren allerdings deutlich kleiner: 1964 betrug das Volumen bloss 78 Millionen Franken (was 0,3 % des Schweizer Aussenhandels entsprach), 1982 immerhin 2,12 Milliarden (1,85 %). Alles in allem durchlief der gegenseitige Handel während der Breschnew-Ära zwar eine interessante Entwicklung, fiel jedoch für beide Länder volkswirtschaftlich nie gross ins Gewicht (S. 361). Dies schmälert keineswegs die Bedeutung von Lohms minutiös recherchierter Studie, welche erstmals einen weiten Überblick über die Handelsbeziehungen der Schweiz mit der Sowjetunion bietet und so eine wichtige Forschungslücke schliesst. Gerade mit Blick auf den Zerfall der UdSSR und die schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen mit dem postsowjetischen Raum stellen weiterführende Untersuchungen zu den Finanzbeziehungen (die sowjetische Aussenhandelsbank in Zürich wird auf S. 176–179 kurz gestreift), den sowjetischen Goldverkäufen über die Schweiz, dem Transithandel und später dem Tourismus, der Dienstleistungen sowie dem Rohstoffgeschäft weiterhin zentrale Forschungsdesiderate dar. Was ebenfalls noch fehlt, ist die sowjetische Perspektive: Die vorliegende Abhandlung stützt sich ausschliesslich auf offizielle schweizerische Akten.

³ Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung, Staatssekretariat für Wirtschaft, Länderfiche Russland. Bern: Oktober 2023.

⁴ Schweizerische Botschaft in Moskau: Wirtschaftsbericht Russland. Moskau: November 2021.

⁵ <https://www.swissbanking.ch/de/themen/regulierung-compliance/sanktionen> (17.6.24).

Lohm beginnt ihr Buch einführend mit der unmittelbaren Nachkriegszeit, in welcher der nur embryonal entwickelte Warenaustausch mit der UdSSR durch die Gegenseitlichkeit der Wirtschaftssysteme, sowjetisches Desinteresse, aussenpolitischen Druck der USA (Hotz-Linder-Agreement) und den innenpolitisch virulenten Antikommunismus in der Schweiz an einer signifikanten Entwicklung gehindert wurde. Erst Mitte der 1960er Jahre verliert der Osthandel im Zuge der Entspannungspolitik im Kalten Krieg auch in der Schweiz «seinen politischen Beigeschmack» und wird «salonfähig» (S. 138). Schweizerische Unternehmen (Uhren, Maschinen, Chemie) entdeckten die Sowjetunion als Markt; erstmals reisten Bundesräte nach Moskau.

Ein Ergebnis dieser wirtschaftlichen Annäherung war schliesslich die Gründung einer Gemischten schweizerisch-sowjetischen Kommission im Frühjahr 1973, die sich im kommenden Jahrzehnt als zentrales Instrument der bilateralen Handelsbeziehungen etablieren sollte. Das Gremium, in welchem seitens der Schweiz nicht nur Beamte, sondern vornehmlich Wirtschaftsvertreter sass, bezeichnet Lohm als Paradebeispiel für die schweizerische Praxis, die Handelsbeziehungen nahezu unabhängig von den Konjunkturen der Weltpolitik zu entwickeln (S. 256f.). Der «ausgeprägte bilaterale Pragmatismus» sei die wichtigste Ingredienz dafür gewesen, dass der Warenaustausch während Jahrzehnten eine stabile Basis für die schweizerisch-sowjetischen Beziehungen bilden konnte – unvoreingenommen und jenseits ideologischer Grabenkämpfe (S. 369).

Diese Schlussfolgerung hat gewiss ihre Berechtigung. Allerdings sind die Betonung von Pragmatismus sowie einer strikten Trennung von Politik und Wirtschaft auch zentrale Elemente der Selbstvermarktung im geschliffenen Narrativ der Schweizer Handelsdiplomaten. Im Zuge ihrer detaillierten Auswertung der umfangreichen Aktenbestände der Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements und des späteren Bundesamts für Aussenwirtschaft hätte Lohm diesen Quellendiskurs zuweilen etwas stärker hinterfragen können, zumal sie in ihren Fallbeispielen klar aufzeigt, wie stark der schweizerische Aussenhandel tatsächlich mit politischen Fragen verzahnt war. Dies gilt etwa für das aussichtslose Engagement der mitten im Strukturwandel stehenden Uhrenindustrie auf dem sowjetischen Markt, die unermüdlich an ihren Absatzrekorden von vor 1917 anzuknüpfen hoffte, und an den Olympischen Spielen 1980 in Moskau, trotz westlichem Boykott, die Zeitmessung übernahm (S. 288f.).

Natürlich ist auch der massive Anstieg sowjetischer Erdölimporte untrennbar mit der politischen Grosswetterlage – die von den arabischen Förderländern ausgelöste Energiepreiskrise vom Herbst 1973 sowie der Höhepunkt der Détente – verknüpft, wie Lohm auch festhält. Energieträger machten zwischen 1974 und 1986 bis zu achtzig Prozent der sowjetischen Exporte in die Schweiz aus und deckten rund zwanzig Prozent des Erdölbedarfs. In diesem Zeitraum kippte erstmals die bilaterale Handelsbilanz in ein schweizerisches Defizit (S. 358f.). Über ein Jahrzehnt lang warb die Schweiz auch um sowjetisches Erdgas, welches schliesslich ab 1988 geliefert wurde, nachdem schweizerische Banken und Ingenieurunternehmen beim Aufbau der entsprechenden Transportinfrastruktur mitgewirkt hatten. Auch dieses Projekt war für beide Seiten bezüglich Versorgungssicherheit bzw. Devisenbeschaffung von eminent politischer Bedeutung.

Ein Wermutstropfen bei der soliden Auswertung zahlreicher Laufmeter einschlägiger Akten ist die fehlende bzw. nur sehr umständliche Überprüfbarkeit. Lohm begann ihre Forschungen vor rund zwanzig Jahren; die im Quellenverzeichnis aufgeführten Signaturen entsprechen dem Stand von 2004. Mit der Umstellung auf das Archivinformatonssystem (AIS) in den 2010er Jahren hat das Schweizerische Bundesarchiv Lohms Stu-

die (und *nota bene* alle vor der Umstellung publizierten Arbeiten zur Schweizer Geschichte) insofern entwertet, als dass es bis heute noch keinen Dienst anbietet, der die alten Signaturen in AIS-Signaturen übersetzen könnte.

Thomas Bürgisser, Zürich

Lucas Federer, **Zwischen Internationalismus und Sachpolitik. Die trotzkistische Bewegung in der Schweiz, 1945–1968**, Bielefeld: transcript, 2022, 362 Seiten.

Die vorliegende Studie zum Trotzismus in der Schweiz im Zeitraum von 1945–1968 füllt eine Forschungslücke. Die bisherige Forschung konzentrierte sich auf die Anfänge in den 1930er Jahren und die 1969–1989 bestehende *Revolutionär-Marxistische Liga* (RML) – ab 1980 *Sozialistische Arbeiterpartei* (SAP). Federer studierte umfangreiche Quellen aus Organisationsarchiven, Staatsschutzakten und Personennachlässen im In- und Ausland und führte Interviews mit Zeitzeug:innen.

1940 wurde die trotzkistische Kleinorganisation in der Schweiz durch eine gross-angelegte Aktion der Bundesanwaltschaft weitgehend zerschlagen. Wegen antimilitaristischer Propaganda wurden 1942 13 Trotzisten angeklagt und zu teils sehr langen Haftstrafen verurteilt. In der Nachkriegszeit entstanden mehrere trotzkistischen Gruppen, die nicht in Konkurrenz zueinander standen, sondern weitgehend von denselben Personen getragen wurden und in einer Arbeitsteilung standen: Die *Marxistische Aktion der Schweiz* (MAS) agierte klandestin. Öffentliches Aushängeschild war die Gruppe *Proletarische Aktion*, die hauptsächlich als Herausgeberin der gleichnamigen Zeitung (später umbenannt in *Arbeiterwort*) wirkte. Als erfolgloser Versuch, mit der SPS und mit der PdA unzufriedene Linke zu sammeln, entstand die *Sozialistische Arbeiterkonferenz* (SAK), die später in *Sozialistischer Arbeiterbund* (SAB) umbenannt wurde.

In der Schweiz stand ein «Führungstrio» an der Spitze der trotzkistischen Strömung: Davon war nur der Publizist Heinrich Buchbinder (1919–1999) öffentlich bekannt. Die weiteren Führungsfiguren waren der Chemiker Jost von Steiger (1917–2007) sowie der Unternehmer Hans Stierlin (1916–1998). Als Gründer der bekannten Kühlschrankfabrik Sibir konnte Stierlin den schweizerischen Trotzismus und die IV. Internationale grosszügig unterstützen. Ende der 1960er Jahre gingen die drei unterschiedliche Wege: Nur von Steiger schloss sich der RML an. Weiter behandelt der erste Teil die stark konspirativ geprägte Organisation der Trotzist:innen und ihre soziale Basis. Diese bestand – im Unterschied zu den nach 1968 entstehenden Organisationen – vorwiegend aus männlichen Industriearbeitern.

1953 kam es zur ersten grossen Spaltung der 1938 von Trotzki begründeten IV. Internationalen. Die Schweizer schlossen sich dem *Internationalen Komitee der Vierten Internationale* (IKVI) an, das im Unterschied zum *Internationalen Sekretariat der Vierten Internationale* (ISVI) die Arbeit innerhalb kommunistischer Parteien ablehnte. 1963 kam es zur Wiedervereinigung im *Vereinigten Sekretariat der Vierten Internationale* (VSVI), dessen Leitungsgremium bis 1972 auch von Steiger angehörte.

Im zweiten, mit «Internationalismus und transnationale Netzwerke» betitelten Teil zeigt Federer zunächst auf, dass die schweizerischen Trotzist:innen nicht nur von der Bundespolizei, sondern auch von den Geheimdiensten des Ostblocks intensiv überwacht wurden. Dem Stasi- und KGB-Agenten Otto Freitag, der vorgab, in der BRD eine trotzkistische Gruppe aufzubauen und dafür aus der Schweiz beträchtliche finanzielle Mittel erhielt, gelang es sogar, das IVKI zu infiltrieren.

Im Algerienkrieg spielten die trotzkistischen Gruppierungen eine wichtige Rolle. Anfänglich unterstützten das IVKI und damit auch die schweizerischen Trotzki:innen das *Mouvement National Algérien* (MNA), das in einem blutigen inneralgerischen Machtkampf schliesslich dem *Front de Libération Nationale* (FLN) unterlag. Federer versteht die trotzkistischen Aktionen für die algerische Unabhängigkeitsbewegung als massgeblichen Beitrag zum Entstehen einer «antikolonialen Neuen Linken».

Auch öffentlich bekannt war die Rolle der Trotzki:innen in der Bewegung gegen die Atombewaffnung der Schweiz. Über die Kontakte zur britischen Schwesterorganisation waren sie gut über die dortige *Campaign for Nuclear Disarmament* (CND) orientiert. Zusammen mit Exponenten der SPS-Linken gründete der SAB 1957/58 die *Schweizerische Bewegung gegen atomare Aufrüstung* (SBgaA). Die SBgaA war breit verankert und wurde von bekannten Persönlichkeiten aus Politik, Kirchen, Gewerkschaften, Kultur und Wissenschaft unterstützt. Sie lancierte die – 1962 abgelehnte – Volksinitiative «für ein Verbot der Atomwaffen». Die Anti-Atomwaffenbewegung zog viele junge Aktivist:innen an und gilt als erste Organisation der «Neuen Linken» in der Schweiz.

Im dritten Teil «Opposition im Umbruch und Wandel» zeigt Federer auf, dass der SAB schon Anfang der 1960er Jahre weitgehend in der Antiatomwaffenbewegung aufging. 1971 gingen der seit Mitte der 1960er-Jahre kaum mehr aktive SAB und der mit ihm verbundene *Veritas-Verlag* in der 1969 im Waadtland gegründeten RML auf. Interessanterweise war bei der RML/SAP Ende der 1980er ein ähnlicher Prozess festzustellen: Nach Erfolgen in der Mitarbeit in linksgrünen Wahlbündnissen, Gewerkschaften und der Gruppe Schweiz ohne Armee (GSoA) löste sich die SAP auf. Bei ihrer erfolgreichen Arbeit in den Bewegungen scheinen die Trotzki:innen zunehmend ihre Revolutionserwartung als illusorisch und ihre Organisationsformen als inadäquat empfunden zu haben.

An dieser Stelle hätte sich der Verfasser etwas expliziter mit der Wechselwirkung zwischen kleinen, leninistisch organisierten Kaderorganisation und breiten, demokratischen Bewegung befassen können. Ein gründlicheres Lektorat hätte drei ärgerliche Detailfehler wohl verhindern können: *Die Tat* war Organ der Migros und des LdU und damit nicht «SPS-nahe» (S. 250). Die KPS wurde nicht 1937 sondern 1940 – zur Zeit des Hitler-Stalin-Pakts – verboten (S. 54). Das Zitat, der «Dinar rollt nicht mehr» verweist schliesslich auf das Ausbleiben jugoslawisch-titoistischer – und nicht schweizerisch-trotzkistischer – Geldmittel für die deutsche Splitterpartei UAPD (S. 144 f.).

Alles in allem ist Federer eine ausgezeichnete Studie gelungen. Dem Anspruch, über die Organisationsgeschichte hinaus einen Beitrag zur Geschichte der Schweiz im Kalten Krieg und zu den Anfängen der «sogenannten <Dritte-Welt-Solidarität>» zu leisten, wird er voll und ganz gerecht.

Adrian Zimmermann, Biel/Bienne

Hadrien Buclin, *Les intellectuels de gauche. Critique et consensus dans la Suisse d'après-guerre (1945–1968)*, Lausanne: Antipodes, 2019, 523 pages.

En Suisse, l'histoire culturelle s'est d'abord intéressée aux intellectuels de droite. Parce que dans ce pays l'intellectuel naît à droite, parce que ce sont eux qui longtemps monopolisent les positions dominantes dans ce champ. Par la suite, quelques études et plusieurs biographies ont commencé à défricher l'autre camp. Le livre d'Hadrien Buclin apporte une contribution majeure à cette histoire, d'autant qu'il couvre notamment cette période un peu délaissée de l'histoire suisse que constituent les années 50.

Basé sur une très riche documentation archivistique, le livre propose une histoire des intellectuels de gauche en Suisse, partant de la fin de la Seconde Guerre mondiale pour s'arrêter au seuil de mai 68. Il est construit sur un plan chronologique, examinant la situation politique de l'immédiat après-guerre (partie I: espoirs et désillusions), la période «chaude» de la Guerre froide (partie II: au cœur de la Guerre froide) et les débuts du «dégel» (partie III: émergence d'une nouvelle génération à gauche).

L'auteur donne une grande amplitude au terme d'intellectuel. Il ne s'agit pas ici d'une personnalité qui met au service d'une cause politique une notoriété acquise dans le domaine artistique ou scientifique, mais plus largement de «toute personne qui durant les années d'après-guerre s'est engagée avec des objectifs que nous pourrions qualifier de progressiste, à travers des prises de positions écrites, publiées sur une base régulière, et supposant par conséquent la production et la diffusion d'idées politiques» (p. 11). L'idée se défend, et c'est un des fils rouges du livre que de montrer comment les intellectuels «autodidactes» issus du monde ouvrier, écrivant dans la presse partisane et ne disposant que d'une autonomie très réduite, laissent peu à peu place à des intellectuels plus «classiques», dans un processus d'autonomisation par rapport au parti qu'autorise une décrispation du monde académique et culturel (p. 339).

Ce choix a aussi ses inconvénients: à privilégier les intellectuels de parti, l'auteur non seulement laisse tomber les artistes engagés, tels Hans Erni ou Alexander Seiler, comme il le relève lui-même, mais il peine à voir au-delà de ces partis, la notion d'«idées politiques» étant ici prise dans un sens très étroit. Buclin identifie du reste quatre courants de gauche qu'il va suivre tout au long de son étude: les sociaux-démocrates, les communistes, les chrétiens de gauche et la gauche radicale, regroupant les marxistes antistaliniens et les anarchistes. Autre difficulté: l'auteur tient l'anticommunisme comme une boussole servant à séparer le bon grain de l'ivraie, mais il ne le définit pas. Il aurait pourtant été utile de préciser, puisque, on le sait bien, le terme est plastique et qu'il est des anticommunismes différents, certains plus honorables que d'autres.

La première partie du travail met en évidence la continuité qui marque la Suisse au sortir de la guerre. Le pays ne connaît pas d'épuration; malgré les compromissions nombreuses, rien ne change, les anciennes élites intellectuelles restent en place dans l'université, dans la presse et dans les associations culturelles. Dans cet environnement, les intellectuels de gauche peinent à percer, même si le pays connaît un court printemps de retour sur soi. Le débat sur l'attitude de la Suisse pendant la guerre, un peu vif autour de la Pétition des 200, tourne court rapidement, laissant place à une mémoire de guerre officielle glorifiant le général Guisan, à laquelle les socialistes sont largement associés. Les débats récurrents de la période portent ainsi sur le rapport à l'URSS, sur l'avenir de l'Allemagne à propos de laquelle on se montre très pessimiste et sur l'avenir des Juifs d'Europe, en d'autres termes sur le rapport au sionisme. Ce sont avant tout les chrétiens de gauche, avec des figures charismatiques comme Ragaz ou Barth, qui inquiètent alors le plus les hommes en place. C'est l'un des apports de ce livre que de rappeler le poids des engagements chrétiens dans l'histoire des gauches helvétiques.

La seconde partie constate, dans les années cinquante, le triomphe d'une Défense nationale spirituelle qui impose un anticommunisme virulent que la répression hongroise va encore enflammer. Le livre dessine ici les grands traits d'un macarthysme helvétique qui a peu à envier à son modèle américain, comme l'illustrent par exemple les procès politiques spectaculaires de plusieurs intellectuels communistes – Peter Surava, Pierre Nicole, Emil Arnold, Rudolf Rössler, Xaver Schnieper ou André Bonnard, pour ne s'en

tenir qu'aux plus connus. Un léger biais agace parfois, la bienveillance systématique face aux communistes, dont l'auteur souligne les dénonciations «fondées jusqu'à un certain point», mais assez peu les délires staliniens ou jdanoviens. Influencée par le rayonnement de l'existentialisme, marquée par les débats et les engagements en lien avec la guerre d'Algérie (l'auteur est ici fort sommaire, ce qui est dommage, car les études existent...), la Suisse romande échappe un peu au climat plombé alémanique: une partie de la jeunesse romande manifeste son engagement progressiste par de nombreuses petites revues, comme par exemple *Rencontre*, *Contacts* ou *Carreau*. Au niveau national, pacifisme et armement atomique sont les deux débats du moment, portés essentiellement par les organisations de la gauche religieuse, réunies sous la houlette du Conseil suisse de la paix, et par les milieux de la gauche radicale.

À partir du début des années 60, l'atmosphère de défense nationale spirituelle se fissure. Parmi d'autres, un fait l'illustre: les associations anticommunistes peinent à se financer alors que, jusque-là, elles avaient bénéficié de l'appui de généreux mécènes. Tandis que quelques livres évoquent l'idée d'un «malaise suisse», une ouverture s'esquisse dans les milieux universitaires et même dans les suppléments littéraires de plusieurs grands journaux. Une revue retient l'attention, *Neutralität*, qui sert de tribune à ceux qui l'on appelle les intellectuels non-conformistes, soucieux de se démarquer des schémas binaires. Le retour critique sur l'histoire du pays durant la Seconde Guerre mondiale, que les autorités essaient d'empêcher, est un des thèmes de l'époque, la littérature –Frisch, *Andorra* (1961) et surtout Diggelmann, *Die Hinterlassenschaft* (1965) – précédant ici l'histoire – Hasler, *Das Boot ist voll* (1967). Bénéficiant toujours du soutien des chrétiens de gauche, le combat pacifiste continue, portant surtout sur l'objection de conscience, tandis qu'un thème nouveau fait son apparition: le tiers-mondisme, pour reprendre les termes de l'époque. L'anticolonialisme et l'anti-impérialisme apparaissent alors comme «une forme de compensation pour de jeunes militants évoluant dans une société helvétique qui paraissait figée dans l'immobilisme autosatisfait de la société d'abondance» (p. 387), offrant un nouveau sujet révolutionnaire. Cette dernière souligne toutefois la difficulté de l'auteur à définir clairement ce qu'est un intellectuel de gauche: pourquoi *Neutralität*, qui est une revue intéressante, indéniablement, et pas la *Zürcher Woche*, la *Weltwoche* de Bigler ou la *National Zeitung* dans laquelle Künzi écrit régulièrement jusqu'au tournant droitier du journal en 1975?

Quelles que soient les questions qu'il laisse en suspens, ce livre est tout du long passionnant. Ce compte rendu succinct ne dit pas la richesse de l'information, le foisonnement des noms qui étourdit parfois le lecteur, l'ampleur de la matière traitée par cette synthèse ambitieuse qui fera découvrir aux Romands des débats fort peu connus de ce côté de la Sarine.

Alain Clavien, Fribourg

Niccolò Raselli, Friedrich Amstutz. *Ein Innerschweizer Leben in den Fängen der Psychiatrie und Justiz*, Basel: Schwabe, 2023, 147 Seiten, 11 Abbildungen.

1962 beklagt sich der Regierungsrat des Kantons Obwalden beim Engelberger Bürgergemeinderat: «Bisherige Bemühungen, den Fall einer rechtlich genügend ausgebildeten Person zur Bearbeitung zu übergeben, sind leider ebenfalls gescheitert, weil sich keiner der Angefragten bereitfinden wollte, diese äusserst zeitraubende Aufgabe zu übernehmen.» Beide Behörden lassen es 1962 dabei bewenden und verzichten auf eine Aufarbeitung, vermutlich erleichtert, weil sie sich so ihrem Versagen nicht stellen müssen.

Es geht um Friedrich Amstutz, geboren am 16. August 1891 in Engelberg im Kanton Obwalden, verstorben am 10. März 1971 in Münsingen im Kanton Bern. Seines Falls angenommen hat sich jetzt – endlich und zum Glück – Niccolò Raselli. Als Präsident des Obwaldner Obergerichts hat er bereits anfangs der 1980er-Jahre vom Fall Kenntnis erhalten und erste Recherchen vorgenommen. Nach seiner Pensionierung als Richter am Schweizerischen Bundesgericht hat er den Fall nun aufgearbeitet. Das vorliegende Buch wertet er bescheiden als eine bloss «Dokumentation» der Fakten.

Kurz die Fakten: Friedrich Amstutz ist ein wohlhabender, wirtschaftlich erfolgreicher Bauer und Käser in Engelberg. Bei Behörden und Nachbarn hat er einen schlechten Ruf. In einer Handvoll von Fällen ist er tatsächlich zu Bussen verurteilt worden, wegen «Renitenz, Unfugen und ungebührlichem Verhalten» beim Rekrutenunterricht beispielsweise, oder wegen Holzschlag, Kuhhändeln, strittigen Betreibungen und «Amtsehrbeleidigung» von Amtspersonen. Doch in sehr viel mehr Fällen können die Anklagen gegen ihn nicht nachgewiesen werden, beruhen auf Gerüchten und Unterstellungen. Sein Schweinestall mitten im Dorf, neben einem Kurhotel und an bevorzugter Wohnlage, wird Friedrich Amstutz schliesslich 1933 zum Verhängnis. Gemeinderat, Dorfpolizist und kommunale Gesundheitskommission prüfen, ob die Schweinehaltung, die Aufbewahrung und der Abtransport der Gülle hygienisch tragbar sei. Ist sie nicht, befindet der Gemeinderat, fordert von Friedrich Amstutz, innert 48 Stunden die Schweine woanders unterzubringen und droht bei «Zuwiderhandlung» mit «Strafklage». Friedrich Amstutz ist überzeugt, die Schweinehaltung sei rechtens und erhebt Einsprache. Der Gemeinderat antwortet mit Strafklage wegen «Widerhandlung gegen die gute Ordnung, Reinlichkeit & Hygiene», «Renitenz» und ergänzt «verschiedene neue Delikte (Terrorakte)». Beweise für diese «Terrorakte» liegen nicht vor. Trotzdem wird Friedrich Amstutz am 14. August 1933 verhaftet und in die kantonale Strafanstalt nach Sarnen gebracht. Er wird nie mehr nach Engelberg zurückkehren. Zur psychiatrischen Begutachtung wird er am 1. September 1933 in die psychiatrische Klinik St. Urban überstellt. Aufgrund dieses Gutachtens wird Friedrich Amstutz unter Vormundschaft gestellt, gegen seinen Willen 21 Jahre in psychiatrischen Kliniken festgehalten, sein – harmloser – passiver Widerstand mit Elektroschocks gebrochen, und sein beachtliches Vermögen nach und nach verscherbelt, um die teuren Klinikaufenthalte zu finanzieren. Das Gutachten ist widersprüchlich, «Anhaltspunkte für eine engere Geisteskrankheit» gebe es nicht und «Geistesschwäche» liesse sich «mit Sicherheit ausschliessen», trotzdem sei Friedrich Amstutz «gemeingefährlich» und müsse «wegen Geistesschwäche» unter Vormundschaft gestellt werden. Friedrich Amstutz wehrt sich gegen das Gutachten. Jahrelang schreibt er unermüdlich Einsprachen an kommunale, kantonale Behörden und an das Bundesgericht. Alleine, denn Anwälte kann er als Bevormundeter nicht bezahlen. Anders als im Gutachten diagnostiziert, wird er nie gewalttätig.

Bis Friedrich Amstutz 1952 in die psychiatrische Klinik Waldau im Kanton Bern überstellt, neu begutachtet und dabei festgestellt wird: Gemeingefährlich ist Friedrich Amstutz nicht. 1954 wird er aus der Psychiatrie entlassen und tritt eine Stelle als Knecht auf einem Bauernhof an, lebt dort zurückgezogen bis zu seinem Tod.

Friedrich Amstutz ist kein Einzelfall, weder für den Kanton Obwalden,⁶ noch schweizweit. Das Ausmass der fürsorglichen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzie-

6 Simon Ledermann, «em Kiser si Kampf», ausgestrahlt 30.5.2011, in: Hörspielarchiv SRF 1, URL: <https://www.srf.ch/audio/hoerspielarchiv-srf-1/em-kiser-si-kampf?uid=b86f1a6a-65b0-4bf6-8f02-2026e91cf384> (22.1.2024).

rungen wird spätestens mit dem Bundesgesetz über deren Aufarbeitung vom 30. September 2016 einer breiten Öffentlichkeit bekannt.⁷ Betroffene konnten Entschädigung und Akteneinsicht beantragen, die Massnahmen wurden wissenschaftlich erforscht:⁸ «Organisierte Willkür», so das Fazit und der Titel des Schlussberichts der unabhängigen Expertenkommission.⁹

Niccolò Raselli nimmt nur punktuell und implizit Bezug auf diese umfangreiche Forschungslandschaft. Die grosse Stärke seines Buches liegt woanders. Die Überlieferung von Sozial- und Vormundschaftsakten ist oft prekär. Teils wurden sie in Obwaldner Gemeinden rücksichtslos vernichtet oder, falls noch vorhanden, teils unvollständig oder chaotisch abgelegt, nicht verzeichnet und sind kaum greifbar. Umso aussergewöhnlicher ist die dicke Aktenspur, die Niccolò Raselli zu Friedrich Amstutz zusammengetragen hat. Vor allem bewertet Niccolò Raselli als jahrelanger Bundesrichter die in den Akten dokumentierten Handlungen der Behörden aus juristischer Sicht. In wenigen kurzen, präzisen Worten legt er jeweils nüchtern und konzis seine Einschätzung dar. Das Ergebnis ist vernichtend, nicht nur nach heutigem Rechtsempfinden, sondern auch nach damals eigentlich gültigem Recht: fehlende Rechtsgrundlage für die Strafklage, Behördenmitglieder, die gleichzeitig Partei sind, Vermögensverwaltung und -veräusserung ausserhalb rechtlicher Vorgaben etc. Oder wie es Niccolò Raselli selbst formuliert: «Die Fakten sprechen für sich, in diesem Fall eine überdeutliche Sprache.»

Michael Blatter, Luzern

Karin Bauer, Im Spannungsfeld privater Anliegen und öffentlicher Interessen. Vormundschaft im Kanton Thurgau, 1962–2012, Zürich: Chronos, 2022, 310 Seiten.

Im Jahr 2016 trat das Bundesgesetz über die Aufarbeitung der Fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen vor 1981 in Kraft. «Wir können nicht länger wegschauen, denn genau das haben wir bereits viel zu lange getan» – mit diesen Worten entschuldigte sich die ehemalige Bundesrätin Simonetta Sommaruga im Namen der schweizerischen Regierung bei den betroffenen Personen.¹⁰ Eine Unabhängige Expertenkommission widmete sich daraufhin der Geschichte der Fürsorgerischen Zwangsmassnahmen in der Schweiz¹¹ und auch einige Kantone begannen, das Thema historisch aufzuarbeiten.

Die vorliegende, an der Universität Zürich verteidigte Dissertation von Karin Bauer steht historiographisch in dieser Tradition. Sie untersucht für den Kanton Thurgau die Vormundschaftsfälle von Erwachsenen im Zeitraum 1962 bis 2012. Das Vormundschaftsrecht galt während rund 100 Jahren weitgehend unverändert. Das Zivilgesetzbuch, das

⁷ Schweizerische Eidgenossenschaft (Hg.), Bundesgesetz über die Aufarbeitung der fürsorgerischen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen vor 1981 (AFZFG) vom 30. September 2016 (Systematische Rechtssammlung SR 211.223.13), <https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2017/145/de> (22. 1. 2024).

⁸ <https://www.uek-administrative-versorgungen.ch/> (21. 1. 2024).

⁹ Unabhängige Expertenkommission Administrative Versorgungen (Hg.), Organisierte Willkür – Administrative Versorgungen in der Schweiz 1930–1981. Schlussbericht, Zürich 2019 (Veröffentlichungen der Unabhängigen Expertenkommission Administrative Versorgungen, 10 A).

¹⁰ <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-48480.html> (14. 3. 2024).

¹¹ Unabhängige Expertenkommission Administrative Versorgungen (Hg.), Organisierte Willkür. Administrative Versorgungen in der Schweiz 1930–1981, 10 Bde., Zürich 2019.

1912 in Kraft trat, regelte die Vormundschaft in den Artikeln 369 bis 372. Personen konnten infolge von «Geisteskrankheit oder -schwäche», wegen «Verschwendung, Trunksucht, lasterhafte[m] Lebenswandel» oder «Misswirtschaft» und auf eigenes Begehren entmündigt werden. Strafrechtliche Verurteilungen von mehr als einem Jahr Freiheitsstrafe hatten zudem eine Entmündigung zur Folge (S. 12). Im Zentrum der Studie steht die Frage, wie die einzelnen Akteur:innen ihre Handlungsräume prägten, wie Behördenvertreter Vormundschaften begründeten und wie die betroffenen Personen deren Auswirkungen erlebten (S. 14).

Das Buch gliedert sich in fünf Kapitel. Im ersten Kapitel geht die Autorin auf die Spezifika von vormundschaftlichen Akten ein (S. 23–31). In Vormundschaftsakten dominiert ein behördlicher Blick, der normative Wertungen enthält. Für die quellenkritische Auseinandersetzung ist das Wissen um die Wirkmächtigkeit von Akten wichtig. Ausführliche und präzise aufgearbeitete Fallgeschichten rahmen die folgenden Ausführungen. Kapitel 2 beschreibt das Entmündigungsverfahren und das Amt des Vormundes. Spannend ist der Exkurs zu Frauen unter Geschlechtsvormundschaft. Geschlechtsvormundschaft verstand die Bevormundung von ledigen, verwitweten und geschiedenen Frauen. Das Bundesgesetz über die persönliche Handlungsfähigkeit schaffte die Geschlechtsvormundschaft 1881 schweizweit ab. Die Handlungsfähigkeit von Ehefrauen war dagegen im kantonalen Recht geregelt. Ohne Zustimmung des Ehemannes konnte diese weder Verträge abschliessen noch über eigenes Vermögen verfügen. Auch geschlechtsspezifische Normvorstellungen werden deutlich: Bis zur Revision des Eherechts von 1988 war der Ehemann das «Haupt» der Gemeinschaft, während die Frau den «Haushalt» führte (S. 53f.).¹² Hier stellt sich die Frage, wie solche zeitgenössischen Normvorstellungen in Bezug auf das Geschlecht auch Vormundschaftsverhältnisse prägten.

Besonders gelungen ist Kapitel 3 zur Vormundschaft als Machtverhältnis (S. 85–149). Mit Bezügen zu Max Weber und Michel Foucault werden die vormundschaftlichen Beziehungen und die Vielfältigkeit der Machtverhältnisse untersucht. «Wo es Macht gibt, gibt es Widerstand» hielt Michel Foucault prägnant fest – die Handlungsspielräume der Betroffenen umfassten daher nicht nur konformes Verhalten, sondern auch Konfrontation, sich Entziehen und Widerstand. Kapitel 4 widmet sich der Bedeutung der Bevormundungsgründe auf die Vormundschaftsführung (S. 151–203). So arbeiteten die Behörden bei einer Bevormundung aufgrund von «Geisteskrankheit» eng mit Psychiatrien zusammen, die eine grosse Deutungshoheit besaßen. Eine Bevormundung wegen «Verschwendung, Trunksucht, lasterhaftem Lebenswandel, Misswirtschaft» wiederum erfolgte nicht selten, um die Verarmung der Person und damit die Belastung der öffentlichen Fürsorge zu vermeiden (S. 107). Noch anders gestaltete sich die Bevormundung nach einer Freiheitsstrafe von mindestens einem Jahr. Dieser Automatismus der Entmündigung Strafgefangener kritisierten Jurist:innen bereits in der ersten Jahrhunderthälfte. Es dauerte aber bis in die 1980er Jahre, bis das Bundesgericht eine Anpassung der Rechtspraxis in die Wege leitete (S. 193). Bei der Bevormundung auf eigenes Begehren stellen sich Fragen bezüglich der mutmasslichen Freiwilligkeit. In den Akten lässt sich nur in seltenen Fällen nachvollziehen, ob das Begehren freiwillig oder unter Druck erfolgte. Das abschliessende Kapitel 5 geht mittels einer quantitativen Analyse der Vormundschaftsfälle einer Thurgauer Gemeinde dem Wertewandel in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts nach. Das

¹² Zitat: Schweizerisches Zivilgesetzbuch vom 10.12.1907 (SR 210), Art. 160 und 161. Vgl. https://zgbor.schulthess.info/sites/default/files/inline-files/altes_eherecht_zgb.pdf (14.3.2024).

Vormundchaftswesen zeichnete sich nun durch eine zunehmende Professionalisierung aus (S. 205–245).

Die gut lesbare Studie wertet zahlreiche Quellenbestände minutiös aus. Sie gibt Einblick in das Wirken der Vormundchaftsbehörde im Kanton Thurgau und zeigt eindrücklich auf, was es für betroffene Menschen, die zu «Akten-Personen» gemacht wurden, bedeutet hat, unter Vormundschaft zu stehen. Die Studie weist über den Kanton Thurgau hinaus, wenn übergreifende Fragen aufgegriffen werden: etwa zu Machtverhältnissen, zu Freiwilligkeit und Zwangskonstellationen von behördlichen Massnahmen und zu Fragen der Professionalisierung. Fragen von Selbstbestimmung bei behördlichen Massnahmen, die in die Freiheitsrechte von Personen eingreifen, sind auch im 21. Jahrhundert hoch aktuell.

Susanne Businger, Zürich

Sonja Matter, **Das sexuelle Schutzalter. Gewalt, Begehren und das Ende der Kindheit (1950–1990)**, Göttingen: Wallstein, 2022, 408 Seiten.

Die Altersbestimmungen in der österreichischen Strafgesetzgebung zeichnen sich durch eine erstaunliche Konstanz aus: Seit 1803 gelten Kinder und Jugendliche unter 14 Jahren als unmündig. Sie sind nicht strafbar und besonders in sexueller Hinsicht genießen sie einen gewissen Schutz. Welche Gemengelage aus diskursiven Verschiebungen und Kontinuitäten sich hinter den Schutzbestimmungen verbirgt, legt Sonja Matter anhand eines umfangreichen Quellenkorpus dar, das nicht nur die einschlägigen Debatten in den Rechts-, Sozial- und Sexualwissenschaften und die nationalen und internationalen Diskussionen um den Kinderschutz abbildet, sondern auch die Strafverfolgungspraxis im ländlich geprägten Niederösterreich des mittleren 20. Jahrhunderts. Kontinuitäten lassen sich dabei insbesondere aus geschlechtergeschichtlicher Perspektive erkennen, die im Zentrum der Studie steht. Seit der Gesetzesnovelle von 1852 gelten Bestimmungen zum Schutzalter zwar nicht mehr nur für Mädchen. Bis 1975 gab es jedoch mit der «Notzucht» – im Gegensatz zur allgemeinen «Unzucht» – einen Tatbestand, der nur von einem Mann an einer Frau oder einem Mädchen begangen werden konnte. Für beide Geschlechter galten lange Zeit die Bestimmungen zur «Unzucht wider die Natur» bzw. «gleichgeschlechtlichen Unzucht». Ebenfalls 1975 wurde deren Gültigkeit auf Kontakte von erwachsenen Männern mit 14- bis 18-jährigen männlichen Jugendlichen beschränkt. Während sexuelle Kontakte mündiger Frauen mit unmündigen Jungen nun erstmals verboten wurden, sollten letztere verstärkt vor einer «Verführung» durch Männer und einer dadurch bewirkten homosexuellen «Prägung» geschützt werden (S. 274).

Bis in die jüngste Vergangenheit hinein spielte folglich der normative Horizont der «Sittlichkeit», insbesondere Vorstellungen über weibliche «Geschlechtsehre» und männliche Homosexualität, eine wichtigere Rolle als das Wissen über die psychische Entwicklung des Menschen. Bei den Diskussionen um das Schutzalter ging es in erster Linie um die Stabilisierung einer «patriarchalen und heteronormativen Geschlechterordnung» und Familie, weniger um die «individuellen Persönlichkeitsrechte» (S. 56). Im Spannungsfeld von Schutzbemühungen einerseits und Disziplinierungseffekten andererseits, dessen Untersuchung den methodischen Kern der Studie darstellt, waren also letztere bestimmend. Leidtragende waren insbesondere die adoleszenten Mädchen, wie Matters Analyse der Strafverfolgungspraxis zeigt: Zumindest wenn sie aus der Unterschicht stammten und in geschlechtlichen Dingen nicht ganz unerfahren waren, sahen sie sich schnell dem Vorwurf der Verwahrlosung ausgesetzt. Sie galten als Verführerinnen, weshalb Täter mit ei-

ner gewissen Nachsicht rechnen konnten. Nicht zuletzt galt dies für männliche Jugendliche, deren – nicht selten gewalttätiges – Handeln auch in der wissenschaftlichen Diskussion als normale «Pubertäterscheinung» (S. 199) verstanden wurde.

Erst im letzten Drittel des 20. Jahrhunderts begann sich dies auf internationaler wie nationaler Ebene langsam zu ändern. Noch die UN-Kinderrechtserklärung von 1959 verzichtete auf explizite Bestimmungen zu sexuellen Rechten und ging damit tendenziell hinter die entsprechende Völkerbundsdeklaration von 1924 zurück. Die Debatte über das Schutzalter hingegen erhielt durch die Gleichsetzung bestimmter Heiratspraktiken mit Sklaverei, vor allem aber durch die bevölkerungspolitischen Diskurse der 1960er Jahre neuen Schub. Auch in Österreich nahm man nicht explizit auf Kinderrechte Bezug. Als das StGB von 1975 erstmals eine Alterstoleranzklausel von zwei Jahren für einvernehmliche Kontakte einführte, geschah dies nicht zuletzt vor dem Hintergrund sexualwissenschaftlicher Neubewertungen der Pädosexualität. Wie Matter im letzten Kapitel darlegt, waren es vor allem Vertreterinnen der autonomen Frauenbewegung der 1980er Jahre, die zusammen mit Fachpersonen aus Psychiatrie und Sozialwissenschaften einen «Paradigmenwechsel» (S. 333) einläuteten: Kinder, vor allem Mädchen, sollten nicht mehr vor einer allzu frühen oder falschen Sexualität geschützt werden, sondern vor den Folgen von Machtungleichgewichten innerhalb von Intimbeziehungen. Dennoch, so Matters Fazit, sei auf nationaler wie internationaler Ebene bis heute die alte Vorstellung der kindlichen Unschuld und Asexualität vorherrschend geblieben, die letztlich dem Recht von Kindern und Jugendlichen im Wege stehe, «sexuelle Bedürfnisse altersgerecht auszuleben» (S. 349).

So sehr ich diese kinderrechtsorientierte Perspektive auf den Gegenstand bezüglich der heutigen Welt teile, verstellt sie doch gelegentlich den Blick auf die produktive Dimension von Wissensproduktion, Strafnormen und -verfahren: Jenseits von Schutz und Disziplinierung, so hat die körper- und sexualitätsgeschichtliche Forschung gezeigt, sind sie immer auch an der Herstellung dessen beteiligt, was sie bloss zu untersuchen bzw. regeln vorgeben. Indem beispielsweise Arbeiterkinder aus dem ländlichen Niederösterreich der Nachkriegszeit gezwungen wurden, Details über ihr Fühlen und Handeln im Kontext eines Strafverfahrens zu Sexualdelikten zu äussern, wurden sie dabei begleitet, eine in vielen Fällen zunächst erkennbare kindliche Sprache in ein Sprechen über Sexualität zu transformieren. Die Gewalt, die viele zweifellos als solche wahrgenommen hatten, wurde so zur sexuellen Gewalt. Matters Frage, «inwiefern die kindlichen Formen von Sinnlichkeit überhaupt als «sexuell» bezeichnet werden sollen» (S. 219), ist deshalb gerade für solche Kontexte nur allzu berechtigt. Selbst bezüglich der Strafverfolgungspraxis spricht einiges dafür, dass sich das Sexualitätsdispositiv erst mit der damals erkennbaren Verschiebung vom «Tatstrafrecht hin zum Täterstrafrecht» (S. 283) vollends durchsetzte: Das Handeln wurde nun unabwendbar mit der Person und «ihrer» Sexualität verknüpft. Die Alterstoleranzklausel hingegen verschob das Interesse von der Sexualität in Beziehungen zwischen fast Gleichaltrigen auf die Gewalt. Angesichts der Zumutungen des Sexualitätsdispositivs ist das – trotz des historischen Kontexts ihrer Einführung – eine bemerkenswerte Entwicklung.

Peter-Paul Bänziger, Basel

Patricia Purtschert, Kolonialität und Geschlecht im 20. Jahrhundert. Eine Geschichte der weissen Schweiz, Bielefeld: transcript, 2019, 370 Seiten.

Ende April 2024 wurde im Bernischen Historischen Museum die Ausstellung *Widerstände. Vom Umgang mit Rassismus in Bern* eröffnet, die vom Verein *Das Wandbild*

muss weg! kuratiert wurde, der 2019 – dem Publikationsjahr der Studie Patricia Purtscherts – gegründet wurde. Sein dringliches Anliegen: die Entfernung eines rassistischen Wandbilds aus einem Berner Schulhaus mit dem Ziel, eine «gesellschaftsübergreifende Debatte zum schweizerischen Kulturerbe der Kolonialzeit, eine Reflexion des Nachwirkens von Rassismus in der Gegenwart und ein Beitrag zur zeitgenössischen Erinnerungskultur» anzustossen. Patricia Purtscherts wegweisende Studie *Kolonialität und Geschlecht im 20. Jahrhundert. Eine Geschichte der weissen Schweiz* leistet einen wichtigen Beitrag dazu. Sie macht deutlich, wie sich Kolonialität in kulturelle Artefakte einschreibt, die uns seit Kindheit tagtäglich begegnen und veranschaulicht, dass der Kolonialismus, keine «Fussnote der Schweizer Geschichte» darstellt. Vielmehr ist er ein grundlegender, wenn auch weitgehend unhinterfragter Bestandteil des Alltags in der Schweiz und das bis heute.

Wie, warum und auf welche Weise wurde koloniales Wissen in der Schweiz normalisiert? Purtscherts Studie legt dar, dass hegemoniale Geschlechterdiskurse ganz wesentlich daran beteiligt waren. Gleichzeitig zeigt sie, wie koloniale Vorstellungen, die in Werbung und Presse zirkulierten, ungleiche Geschlechterverhältnisse (re)produzierten und legitimierten. Kurz: eine (post-)koloniale Geschlechterperspektive ermöglicht, die Geschichte der Schweiz neu und anders zu sehen sowie koloniale Logiken zu «entselbstverständlichen».

Bereits auf den ersten Zeilen lädt Purtschert dazu ein, die eigene Perspektive zu hinterfragen und zu verschieben. Als Einstieg wählt sie eine Passage aus Abdourahman Waberi *In den Vereinigten Staaten von Afrika*, einer satirischen Verkehrung der aktuellen Weltordnung: die Geschichte des armen Schweizer Yacouba, der aus den von Krankheiten infizierten Favelas Zürichs in das wohlhabende Asmara flüchtet, wo er hungernd nach Arbeit sucht, unentwegt bestaunt wird und schon bald mangels medizinischer Versorgung stirbt. Es ist kein Zufall, dass gerade die Figur eines Schweizer Flüchtlings die westliche Metropole personifiziert. Unser Erstaunen darüber unterstreicht jedoch, das, was Purtschert «koloniale Amnesie» nennt, die «aktive Praxis des Tilgens von geschichtlichen Verbindungen, die auf den Kolonialismus zurückgehen.» Das letzte Wort der Einleitung gilt der aufschlussreichen Gesellschaftsanalyse in James Baldwins Essay *Stranger in the Village*. Sowohl Baldwin als auch Waberi richten ihren gesellschaftskritischen Blick auf die Schweiz, Baldwin, indem er die rassistischen Blicke der Dorfbewohner*innen präzise seziert, Waberi, indem er das hegemoniale Narrativ der von Armut, Gewalt und Ausbeutung geprägten kolonialen Welt, die auf die reichen, scheinbar friedfertigen, egalitären Länder des Westens schießt, umkehrt.

Wie genau koloniale Denkmuster mit Geschlechterdiskursen verwoben sind und diese wiederum Vorstellungen des Selbst und der Anderen prägten, arbeitet die vorliegende Untersuchung anhand von zwei Fallstudien heraus. Die dichten Beschreibungen und bestechend klaren Analysen ermöglichen ein Eintauchen in zwei Themen des 20. Jahrhunderts, wobei diese immer wieder aufeinander bezogen und in gesamtgesellschaftliche und globale Zusammenhänge eingebunden werden.

Der erste Fokus liegt auf der schweizerischen Erfindung des «Hausfrauenkults» der 1930er-Jahre, dessen koloniale Logik Purtschert anhand von Werbeinseraten, Zeitungs- und Zeitschriftenartikel rekonstruiert. Wie die Analyse der medialen Berichterstattung über das «Senegalesendorf» im Zürcher Zoo von 1930 aufzeigt, diente die «afrikanische Grossfamilie» als Projektionsfläche und Kontrastfolie für die moderne, zivilisierte Schweizer Kleinfamilie, aber auch um Kritik an den Geschlechterverhältnissen in der Schweiz zu

üben, denn diese hätten sich im Unterschied zu Afrika von der vermeintlich naturgegebenen Hierarchie zwischen Männern und Frauen entfernt.

Zahlreiche Beispiele aus der Schweizer Schokoladenwerbung der 1930er Jahre offenbaren die weisse männliche Fantasie des uneingeschränkten Konsums und Genuss des schwarzen Frauenkörpers. Daraus schliesst Purtschert: Schweizer Schokolade «fungiert als Allegorie der Teilhabe am kolonialen Wirtschafts- und Genussregime und dokumentiert gleichzeitig mit einem Produkt, in dem die einheimische Milch mit dem fremden Kakao eine Legierung eingeht, die spezifische und einzigartige Position der Schweiz im kolonialen Projekt.» Anhand von kolonial-rassistischer Schokoladenwerbung beleuchtet die Studie die Wirkmächtigkeit der in Werbeinseraten evoozierten Affekte, etwa die «sistierte Empathie», die es erlaubt, über den mangelnden Konsens der in Werbeinseraten repräsentierten schwarzen Menschen hinwegzuschauen, oder der Neid als imaginierter Affekt schwarzer Menschen beim Anblick des guten Lebens der Schweizer Hausfrau. Die erste Fallstudie gewährt einen tiefen Einblick in die Art und Weise, wie der aufkommende Massenkonsum, der damit einhergehende technologische Fortschritt sowie neue Werbeformen koloniale Denk- und Fühlmuster popularisierten und die «natürliche Berufung» zur Hausfrau zementierten.

In den 1950er-Jahren, dem zweiten zeitlichen Fokus der Studie, wurde das «Nur»-Hausfraundasein für viele Frauen dann tatsächlich Realität. Auch aus kolonialhistorischer Perspektive sind die 1950er-Jahre bedeutsam: Es sind die Jahre der Dekolonisation, vor deren Hintergrund die Studie den Schweizer «Bergsteiger-» und «Technologiekult» rekonstruiert und aufzeigt, wie die «koloniale Amnesie» der Schweiz, gepaart mit dem Mythos der weissen Unschuld, die Kontinuität kolonialer Denkmuster «im Wettlauf um die Entwicklungsländer» nach 1950 gewährleistete. Dabei richtet Purtschert den Blick auf die koloniale Logik des Entdeckens und Erforschens der Berge, der nationalen Identifikation mit den Bergen einerseits und einen imperialen Besitzanspruch auf diese Berge andererseits. Städtische Eliten romantisierten die Berglandschaft als Geburtsort der Nation, grenzten sich jedoch gleichzeitig als zivilisierte, urbane Bürger von den «wilden» Bergen und ihren ländlichen Bewohnern ab. Mitte des 20. Jahrhunderts sind die «goldenen Zeiten» des Kolonialismus längst vorbei. Doch wie die zwei Fallstudien dokumentieren, haben sich koloniale Denkmuster längst in das Selbstverständnis der Schweiz eingeschrieben.

Die Studie stellt den bisher noch wenig beleuchteten kolonialen Warenrassismus der Schweiz in den Fokus ihrer Analyse. Sie unterstreicht seine Wirkmächtigkeit, Ideale zu popularisieren, gesellschaftliche Normen als Richtwerte zu festigen und eine einheitliche «Willensnation» zu imaginieren, aber auch Klassendifferenzen zu desartikulieren und vor allem Geschlechterdifferenzen positiv zu besetzen. Der Quellenkorpus der Studie umfasst einen Fundus an Berichten, Bildern und Werbeinseraten aus Schweizer Zeitschriften und Zeitungen, darunter die Jugendzeitschrift des *Globus*-Warenhauses sowie dessen Hauszeitung für Mitarbeitende. Für die zweite Fallstudie zog Purtschert Berichte über Afrika-Expeditionen und die «heroisch»-wissenschaftliche Erforschung, Erkundung und technologische «Zivilisierung» der Berge Nepals bei, mit Schwerpunkt auf Publikationen der *Schweizerischen Stiftung für Alpine Forschung* (SSAF). In den beigezogenen populärkulturellen Quellen lassen sich vielfältige koloniale Muster erkennen, allen voran das «Othering» und die Monolithisierung Afrikas und afrikanischer Menschen als «primitiv», «rückständig», «vormodern» und «schmutzig». Auch andernorts in Europa dient dieses «Othering» dazu, westliche – «fortschrittliche», «zivilisierte», «moderne» und «reinlich

weise» – Überlegenheit zu normalisieren. Gleichwohl kann in dieser Hinsicht von keinem homogenen Europa ausgegangen werden. Und genau da besticht Purtscherts Studie ganz besonders: in spannenden *Close Readings* arbeitet sie gekonnt die spezifisch schweizerischen Dimensionen der kolonialen Episteme, beispielsweise den Schweizer Technokolonialismus und das Berg-*Othering*, heraus.

Hervorzuheben ist die Analyse der Werbekampagnen des Warenhauses Globus der 1930er Jahre. Wenigen dürfte die Werbefigur des «weissen N-» ein Begriff sein, die das Warenhaus im gleichen Jahr wie Globi kreierte, um den Verkauf «weisser Ware» wie Geschirr, Tischdecken, Töpfe, Bett- und Unterwäsche anzukurbeln. Die rassifizierte Karikatur eines schwarzen Bediensteten mit weisser Haut, krausen Haaren und überdimensionierten Lippen spielte in den Werbeinseraten die Rolle der Verkäuferin, der Hausfrau und der Mutter – immer mit einem Lachen im Gesicht, als ob diese Arbeit kinderleicht, ja gar keine Arbeit wäre. Gleichzeitig ermöglichte diese Diener-Figur den Schweizer Hausfrauen, sich zumindest für einen kurzen Moment in der Rolle der «Hausherrin» zu wähen, in einer Zeit, in der die Beschäftigung von Hausangestellten stark abnahm und Frauen nahegelegt wurde, Haushalt und Kinderbetreuung als naturgegebene Berufung selbst zu verrichten. Als kuriose Kunstfigur bekräftigte der «weisse N-» die Authentizität der Schweizer Hausfrau als weiss, weiblich und hauswirtschaftstechnisch versierte Pflegerin der Nation.

Kolonialität und Geschlecht leistet einen richtungweisenden, fundierten Beitrag zur kritischen Geschichtsschreibung der Schweiz. Das Einbeziehen zentraler Erkenntnisse der intersektionalen Geschlechterforschung, postkolonialer Theorien und der *Cultural Studies* erlaubt es der Studie, den komplexen kulturellen Zusammenhängen gerecht zu werden. Das Buch ist als Open-Access-Publikation frei zugänglich.¹³ Die einzelnen Kapitel funktionieren auch als selbstständige Aufsätze. *Kolonialität und Geschlecht* eignet sich hervorragend für den universitären Unterricht zur Geschichte der Schweiz. Die spannend geschriebene Studie ist allen zu empfehlen, die offen sind, ihre eigene geschlechtsspezifische, warenrassistische Sozialisation zu reflektieren, gerade weil sie sich immer wieder dabei ertappen, affektiv-aufgeladene Figuren der eigenen Kindheit wie Globi als «unschuldig» verteidigen zu wollen.

Dominique Grisard, Basel

Rachel Huber, *Die Frauen der Red-Power-Bewegung. Die Bedeutung von Born-digital-Selbstzeugnissen für unsichtbare Akteurinnen in der Erinnerungskultur*, Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2023, 420 Seiten, 51 Abbildungen.

Diese Studie sollten nicht nur Spezialist*innen lesen, die an der Geschichte der Native Americans oder der US-amerikanischen Gender History interessiert sind. Diese methodisch neuartige, multi-archivalisch angelegte Untersuchung betritt nämlich ein epistemologisch neues Feld, indem sie nach der «Unsichtbarkeit» von Akteur*innen fragt – ein Thema, das Sozial-, Kultur- und Mentalitätshistoriker*innen seit langem beschäftigt. Dabei liegt der Clou der Arbeit weniger in der Aufbereitung der vernachlässigten Geschichte von widerständigen Native-American-Frauen als in der innovativen Methodik, dies anhand von Born-digital-Quellen zu tun. Dabei handelt es sich um Artefakte, deren Originalform eine digitale ist. So besitzen zum Beispiel E-Books, digitale Fotografien oder Computersoftware keine physischen Vorlagen, die erst digitalisiert werden mussten. Sie

¹³ <https://www.transcript-verlag.de/media/pdf/5f/9e/fa/oa9783839444108d50lJnQqPlQtW.pdf> (15.4.2024).

sind direkt in digitaler Form entstanden und damit *born digital*. Bei den verwendeten Selbstzeugnissen handelt es sich also selbstreferentielle digitale «Dokumente», die aus sozialen Medien wie Facebook stammen und die es Menschen, die sonst ungehört geblieben wären, eine Möglichkeit geben, gesehen und gehört zu werden. Dass die Verfasserin darüber hinaus analoge historische Archive konsultiert hat, erwähne ich nur der Vollständigkeit halber. Rachel Huber entwickelt im Zusammenhang mit ihrem neuartigen Zugang dann eine Historik, die die Quellenkritik des digitalen Zeitalters ergänzt und erweitert. Ich hoffe sehr, dass diese Teile der Arbeit in eigenständigen Beiträgen ausgekoppelt werden, da sie über die Geschichte des Native-American-Widerstands hinaus epistemologisch bedeutsam sind.

Selten habe ich einen historiographischen Text gelesen, der so «unmittelbar» ist, in dem die Verfasserin schnurstracks – Amerikaner*innen würden sagen «bee-line» – zum Kern des Problems vorstösst und überzeugende Lösungen anbietet: «Die Meistererzählung zu *Red Power* [...] ist bislang männlich geprägt» (S. 13). Die Lösung für diesen Missstand sieht Rachel Huber in der Hebung existierende Quellenbestände und einer Renarrativierung des *Master Narrative* aus der Perspektive von Frauen, die am Bürgerrechtskampf der Native Americans an massgeblicher Stelle mitgewirkt haben. Sie bedient sich zu diesem Zwecke der Geschichte von fünf Frauen, die entscheidende Ereignisse dieses Kampfes nicht nur miterlebt, sondern initiiert oder an wichtiger Stelle gestaltet haben. Der behandelte Geschichtszeitraum ist nicht durch die «klassischen» Jahre des Widerstands zwischen 1968 bis 1973 begrenzt, sondern entfaltet eine Chronologie, die auch die Jahre 1964 bis 1980 umfasst. Jede der fünf Frauen stand im Zentrum einer widerständigen Handlung: Ramona Bennet (Puyallup) war die Protagonistin der *Fish Wars*, einer seit 1964 andauernden gewaltsamen Auseinandersetzung zwischen indigenen Fischer*innen auf der einen Seite und den Jagdbehörden des Bundesstaates Washington, sowie den weissen Sportfischer*innen auf der anderen. LaNada War Jack (Shoshone-Bannock) war eine einflussreiche Organisatorin und Sprecherin der *Indians of All Tribes* (IAT), die die Besetzung Alcatraz' in der Mitte der San Francisco Bay 1969 durchführte. Die Seneca Laura Waterman Wittstock war in leitender Funktion am *Trail of Broken Treaties* (TBT) beteiligt. Der TBT war eine landesweite Karawane von Native-Americans- und First-Nations-Organisationen aus dem Jahr 1972, die an der Westküste der Vereinigten Staaten startete und am Innenministerium in Washington, D.C., endete. Die Teilnehmer*innen forderten die Wiederherstellung der vertraglichen zugesicherten Rechte, die Abschaffung des *Bureau of Indian Affairs* (BIA) und Bundesinvestitionen in Arbeitsplätze, Wohnraum und Bildung. Die Auseinandersetzungen mit der Regierung kulminierten in einer «Besetzung» des BIA-Hauptquartiers und der Präsentation von 20 politischen und ökonomischen Forderungen. Die Lakota Madonna Thunder Hawk und Phyllis Young führten den Native-American-Widerstand auch nach Ende der Auseinandersetzungen um Wounded Knee 1973 fort. Beide waren an der Gründung von *Women of All Red Nations* (WARN) beteiligt, eine Frauenorganisation von Native Americans, die sich ab 1974 für die Bürger- und Fortpflanzungsrechte der Native Americans einsetzte. WARN gehörten mehr als 300 Frauen aus 30 verschiedenen Stammesgemeinschaften an. Viele ihrer Mitglieder hatten an den Auseinandersetzungen um Wounded Knee im Jahr zuvor teilgenommen. Wounded Knee fungierte für viele Beteiligte wie ein Katalysator. Der Ort war 1890 der Schauplatz eines der zahlreichen Massaker der US-Army gegen Native Americans gewesen und hatte dadurch als *lieu de mémoire* eine ikonische Aufladung erfahren. Die Schreckensherrschaft des Tribal Chairman William Wilson in den 1970er Jahren des 20. Jahrhunderts sollte

durch seine Abwahl beendet werden, führte aber zu einer Besetzung durch indianische Aktivist*innen und zu bewaffneten Kämpfen mit dem FBI und der Schlägertruppe Wilsons. Die Todesfälle unter den Besetzer*innen mündeten nach 71 Tagen schliesslich im Abbruch der Besetzung. Die Aktion hatte viele Sympathisant*innen unter weissen Amerikaner*innen, trat aber während des Watergate-Skandals in den Hintergrund und wurde verdrängt, nicht zuletzt auch, weil Native-American-Männer die Bedeutung der beteiligten Frauen öffentlich herabsetzten.

Es gäbe noch viel zu sagen zu diesem beeindruckenden Buch. Für Historiker*innen ergibt sich die Notwendigkeit, Born-digital-Quellen ernster zu nehmen und an der Konstruktion von digitalen Archiven und digitalem Wissen mitzuwirken. Warum stehen auf Wikipedia immer noch Textruinen, die den Aktivistinnen des Native-American-Widerstands nicht gerecht werden? Man sehe sich nur einmal den Beitrag zu Regina Brave in der englischen Wikipedia an. In der deutschen Wikipedia Ausgabe fehlt gar jeder Hinweis auf diese mutige Frau.

Norbert Finzsch, Berlin

Pietro Boschetti, *L’Affaire du siècle, le 2^e pilier et les assureurs*, Neuchâtel: Alphil, 2023 (Collection Focus, vol. 40), 138 pages.

Il manquait une synthèse facile d’accès pour appréhender l’histoire de la prévoyance vieillesse en Suisse et notamment la naissance et le développement du système des trois piliers. Basé sur des sources inédites et une maîtrise de l’historiographie récente, le livre que Pietro Boschetti publie dans la Collection Focus de Livreo-Alphil vient heureusement combler cette lacune. En un peu plus de cent pages au style limpide, l’historien, ancien journaliste à l’émission *Temps présent* de la RTS, propose un exposé éclairant sur le rôle des compagnies d’assurances-vie dans la mise en place de la prévoyance vieillesse et en particulier du 2^e pilier (prévoyance professionnelle).

Comme l’énonce Pietro Boschetti dans son introduction, l’objectif du livre vise à comprendre comment les huit principales compagnies d’assurances-vie se partagent aujourd’hui un marché de deux millions d’assurés au bénéfice d’une prévoyance professionnelle. Ce marché se consolide de manière décisive après la votation populaire du 3 décembre 1972, qui introduit le système des trois piliers dans la Constitution fédérale. Selon l’expression utilisée alors par les assureurs eux-mêmes, cette «Affaire du siècle» marque un tournant majeur en leur garantissant un marché en constante croissante.

Afin de comprendre la naissance et le développement du système des trois piliers, l’ouvrage découpe son propos en huit chapitres qui suivent une ligne chronologique. Le premier chapitre revient sur les débats initiaux qui entourent la mise en place du système des retraites depuis la fin du XIX^e siècle jusqu’à l’introduction de l’AVS dans l’après-guerre. Les chapitres 2 et 3 se focalisent ensuite sur les enjeux de la votation de 1972 en amont et en aval du scrutin. Ce rappel historique est largement facilité par la mise à disposition d’une chronologie de la prévoyance vieillesse de 1914 à 2023.

Le rôle majeur des compagnies d’assurances-vie se lit en particulier dans l’analyse d’une réunion confidentielle qui rassemble des délégués de dix-huit compagnies d’assurances dans un hôtel zurichois trois jours après le scrutin du 3 décembre 1972. Découvert et étudié par l’historien Matthieu Leimgruber, le procès-verbal de la séance illustre comment les assureurs mettent en place une stratégie afin de limiter le développement d’une caisse étatique de compensation proposée par la gauche et les syndicats, ainsi que la

restriction au maximum de tout contrôle des partenaires sociaux sur le marché des assurances vieillesse du 2^e pilier. Cette option aboutit avec succès dans la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle (LPP) introduit sans référendum le 1^{er} janvier 1985.

À partir du chapitre 4, Pietro Boschetti revient sur la séquence qui s'ouvre en 2002 avec les débats parlementaires sur la première révision de la LPP. Depuis le début de la décennie précédente, la croissance exponentielle des marchés financiers a permis aux caisses d'assurance de réaliser des rendements bien supérieurs aux 4 % que la LPP prévoit de verser aux retraités. Le solde estimé entre les profits moyens des placements en capitaux de l'ordre de 8 % et l'obligation légale de versement de 4 % aux retraités se monte ainsi à environ 20 milliards de francs qui n'ont pas été attribués aux retraites assurées par la LPP. Ce scandale des 20 milliards occupe alors la seconde partie de l'ouvrage.

Le chapitre 5 analyse le rapport réalisé par les Commissions de Gestion du parlement en automne 2002. La conclusion est sans appel: l'Office fédéral des assurances privées est incapable d'identifier où ont été alloués les 20 milliards non attribués aux retraites assurées par la LPP. Le chapitre 6 explore les conséquences de l'affaire des excédents, en particulier l'introduction d'une quote-part minimale de distribution aux assurés (*legal-quote* selon l'appellation anglaise). Ici encore, la stratégie coordonnée et efficace des compagnies d'assurances-vie révèle toute son efficacité. Les assureurs ne seront guère inquiétés par les enquêtes menées alors au parlement. Mieux encore, comme le résume Pietro Boschetti, les assureurs-vie se sont partagé un bénéfice cumulé de 9,51 milliards de francs grâce à la mise en place de la *legal-quote* de 2005 à 2021.

Les chapitres 7 et 8 proposent une forme de bilan. Tout d'abord, Pietro Boschetti revient sur les débats qui animent la gauche et les syndicats depuis les premières revendications en faveur des retraites au début du XX^e siècle. Cette analyse conduit à une évaluation en demi-teinte des succès de la paix du travail et du partenariat social. À la question d'une autre issue possible autour de la votation de 1972 en cas d'une réorientation combative de la gauche gouvernementale et des syndicats, l'auteur renonce à proposer une réponse. Il s'intéresse ensuite, dans le chapitre 8, aux effets inégalitaires produits par la LPP.

Revenant sur une étude de 2016 mandatée conjointement par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) et le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, les discriminations dont sont victimes les femmes sont présentées sur plusieurs pages. Alors que les femmes font face à de forts écarts du niveau des rentes de leur 2^e pilier en comparaison avec celles des hommes, la baisse des prestations fournies par les caisses LPP touche de plein fouet les revenus des femmes à la retraite depuis la fin des années 1990. Cette précarité spécifiquement féminine dès la retraite est alors envisagée de manière globale en analysant combien le mandat constitutionnel d'une garantie du niveau de vie n'a jamais été atteint pour l'ensemble de la population selon l'actuel système de prévoyance vieillesse en Suisse.

Le livre de Pietro Boschetti propose une excellente synthèse de la mise en place du deuxième pilier de la prévoyance vieillesse en Suisse. Si certains enchaînements thématiques sont parfois très rapides, l'histoire résumée dans la seconde partie de l'ouvrage témoigne des lacunes actuelles dans l'histoire de la LPP de 1972 à 1985, puis de l'histoire des caisses de pensions jusqu'à nos jours. Malgré ces écueils, le propos reste dans l'ensemble facile d'accès et rend accessible des enjeux fondamentaux du système des retraites helvétiques.

En conclusion, Pietro Boschetti annonce enfin les échéances politiques de l'année 2024. La victoire de la 13^e rente AVS proposée par les organisations syndicales le 3 mars représente à ce titre un premier tournant potentiel, au même titre que le refus net d'une élévation automatique de l'âge de la retraite proposée par les jeunes du PLR. En complément à la diffusion du film documentaire *Le Protokoll* sur la votation populaire du 3 décembre 1972, la lecture de *L'Affaire du siècle* fournit un cadre historique bienvenu pour aborder les prochaines échéances de réformes à mener sur le terrain des retraites. Ce sera d'ailleurs rapidement le cas avec la votation populaire sur la révision du deuxième pilier (LPP 21) qui aura lieu encore en 2024.

Dominique Dirlewanger, Lausanne

Stephanie Müller, **Rothenturm. Der Kampf um den Waffenplatz**, Zürich: Hier und Jetzt, 2023, 168 Seiten.

Die elementaren Angaben über die Volksinitiative zum Schutze von Mooren von nationaler Bedeutung sind schnell zusammengetragen und im enorm nützlichen Handbuch der eidgenössischen Volksabstimmungen von Wolf Linder u. a. aus dem Jahr 2010 leicht abrufbar. Das Volksbegehren wurde am 6. Dezember 1987 mit 57,8 Prozent und in 20 Kantonen angenommen, was vor allem in der Zeit selbst und viel weniger im Rückblick als Sensation eingestuft wurde. Als Sensation darum, weil sich die noch junge, heterogene Umweltschutzbewegung gegen das etablierte Lager der Befürworter der militärischen Landesverteidigung durchsetzte. Der keineswegs selbstverständliche Ausgang rechtfertigt eine vertiefte Untersuchung der verschiedenen Faktoren, die zu diesem Resultat geführt haben.

Konkret ging es um die Frage, ob der Bund auf der Hochebene von Rothenturm einen Waffenplatz errichten und zu diesem Zweck auch Landenteignungen in grösserem Umfang vornehmen dürfe. Der Bundesrat, die eidgenössischen Räte, selbst die betroffenen Kantone Schwyz und Zug sowie anfänglich sogar der Rothenturmer Gemeinderat sprachen sich für die Realisierung des Vorhabens aus. Zulauf erhielt der lokale Widerstand erst mit der Unterstützung durch den WWF, der dem Anliegen eine generellere Stossrichtung gab und seine juristische Expertise sowie sein Kampagnen-*Know how* zur Verfügung stellte.

Gestützt auf Archivbestände sämtlicher Staatsebenen inklusive der Korporationsarchive Oberägeri und Oberallmeind sowie des Sozialarchivs für den WWF und des Privatarchivs eines lokalen Protagonisten, des Landwirts und Gemeindepräsidenten Josef Beer, werden die Haltungen der verschiedenen Akteure, ihre Standpunkte und ihre Vorgehensweisen und insbesondere die von ihnen benutzten Argumentationsmuster aufgezeigt: im Vordergrund stehen die Berufungen auf die militärische Landesverteidigung und auf den Naturschutz, aber auch die Aussagen zum angenommenen Wirtschaftsnutzen oder -schaden, sodann die Berufung auf die Geschichte spielen eine Rolle. Die beiden letzteren Argumente wurden auch in entgegengesetzter Richtung eingesetzt. Die Waffenplatzbefürworter sahen in der Schlacht von Morgarten (1315), naheliegend und der Tradition entsprechend, einen Beleg für die angebliche Notwendigkeit einer starken Landesverteidigung. Die Waffenplatzgegner nutzten etwas einfallsreicher das bekannte Bild der gegen die Angreifer eingesetzten Steinlawine, um an den «Volkswillen» zu erinnern. Im einen Fall ging es um Wehrhaftigkeit gegen aussen, im anderen Fall um Widerstand gegen oben, das heisst gegen den Bund, genauer gegen das Eidgenössische Militärdepartement (EMD).

Ein vorangestelltes Kapitel befasst sich mit der Frage, inwiefern die entgegengesetzten Haltungen als Kinder ihrer Zeit zu verstehen sind. Im Falle der Waffenplatzbefürworter war das im Kalten Krieg angelegte und trotz der 1985 einsetzenden Entspannung anhaltende Bedrohungsverständnis bestimmend. Es beruhte auf dem, was die Autorin als «Mentalitätsdreieck» aus Antikommunismus, Geistiger Landesverteidigung und Sonderfallwahrnehmung bezeichnet. Die Opposition gegen den Waffenplatz wird, gestützt auf Hanspeter Kriesis Studien (1981) zu den sog. Aktivierungsereignissen, der Neuen Sozialen Bewegung zugeordnet und als Folge der eingetretenen Sensibilisierung für die Anliegen des Umweltschutzes verstanden. Die gleichzeitig stärker werdenden Vorbehalte gegen die Armee mit der parallel in Gang gesetzten Armeebeschaffungsinitiative spielen dagegen nur am Rande eine Rolle.

Ein substanzieller Illustrationsteil mit 24 Fotos vermittelt u. a. Belege für den doppelten Charakter der sowohl mit traditionellen als auch mit neuen Protestformen für ihre Sache werbenden Oppositionsbewegung: Einerseits wurde mit Gesslerhut und Trychlerglocken demonstriert, und es wurden Warnfeuer entzündet; andererseits kam es zu einer Parkplatzblockade in Rothenturm und einer *happening*-artigen Aktion vor dem Bundeshaus. Die Akteure aus dem Hinterland gelangten mit einer Tonbildschau auch in den Grossraum Zürich und deckten mit Drucksachen weitere Landesteile ab. Die Bewegung sprach sich ausdrücklich für Gewaltlosigkeit aus, was allerdings nicht vermied, dass es doch auch zu einem Brandanschlag kam. Zu den inszenierten Ereignissen bemerkt die Autorin, dass sie ein grosses Medienecho ausgelöst hätten. Vereinzelt werden Pressestimmen zitiert, jedoch wird von einer systematischen Medienanalyse, die den Rahmen der Arbeit gesprengt hätte, abgesehen.

In einem abschliessenden Abschnitt wird anhand der Resultate der nach dem Urnengang durchgeführten VOX-Befragung abgeklärt, in welchem Mass welche Argumentationsmuster für das Abstimmungsverhalten bestimmend waren. Am stärksten fiel der Topos Naturschutz ins Gewicht, natürlich bei den Befürwortern der Initiative, doch auch bei den Gegnern, welche die Notwendigkeit des Naturschutzes in diesem Fall in Abrede stellten. An zweiter Stelle war, wenig überraschend, die Haltung zur Landesverteidigung bestimmend. Volkswirtschaftliche Überlegungen spielten wegen der guten Wirtschaftslage auf beiden Seiten hingegen keine Rolle. Bei den aus der Geschichte abgeleiteten Handlungsanleitungen dominierte die Vorstellung, dass eine Bedrohung vor allem von oben und weniger von aussen vorlag, dies nach dem Motto, wonach die Umwelt vor den militärischen Beschützern zu schützen sei.

Es mag wenig erstaunen, müsste aber auch erklärt werden, dass und warum Frauen mit 77 Prozent die Initiative überdurchschnittlich stark unterstützen, es bei den Männern dagegen nur 63 Prozent waren. Nachdem die Ausführungen gezeigt hatten, dass die Initiative von der sogenannten Jugend mit viel Engagement unterstützt worden war, wäre es wünschenswert gewesen, auch etwas über das Abstimmungsverhalten der verschiedenen Alterskohorten zu erfahren. Während die über 65-Jährigen bloss 60 Prozent ausmachten, waren die 20–29-Jährigen mit 85 Prozent vertreten. Die Initiative wurde in der deutschsprachigen Schweiz deutlich stärker unterstützt als in den französischsprachigen Teilen des Landes – wegen unterschiedlichen Grundhaltungen oder wegen des unterschiedlichen Einflusses des EMD-Vorstehers Georges-André Chevallaz? Unter den drei ablehnenden «Orten» Schwyz, Thurgau und dem Wallis figurierte ausgerechnet auch der Kanton, von wo die Volksinitiative ausgegangen war. Ausserschwyz, das ehemalige Untertanenland hatte zwar angenommen, der Altschwyzler Teil aber abgelehnt. Diese in-

teressante Feststellung hätte zusätzliche Überlegungen verdient. Die Studie ist von einer aus der direkt betroffenen Region Oberägeri stammenden Masterstudentin der Universität Luzern erarbeitet worden. Sie vermittelt aufschlussreiche Einblicke in den Verlauf der Kampagne für diese Volksinitiative und zeigt, dass bereits auf dieser Qualifikationsstufe wertvolle Forschungsbeiträge entstehen können, die es verdienen, allgemein zugänglich gemacht zu werden.

Georg Kreis, Basel

Valentin Groebner, **Aufheben, Wegwerfen. Vom Umgang mit schönen Dingen**, Göttingen: Konstanz University Press, 2023, 171 Seiten.

Valentin Groebners *Aufheben, Wegwerfen* ist ein ebenso persönliches wie gelehrtes Buch. Ein Text zum «Umgang mit schönen Dingen», wie der Untertitel lautet, ist es an manchen Stellen, ein Essay, wie der Titel der Buchreihe andeutet, also eine mit einer Fragestellung verbundene gelehrte Abhandlung mit persönlichem Bezug und ohne wissenschaftlichen Belegapparat bedingt. 120 Fussnoten verweisen auf Belesenheit, der persönliche Bezug wird wiederholt deutlich, indem Dinge zur Sprache kommen, die Groebner wichtig sind. Längere Erkundungen von Texten, in denen Dingen Bedeutung und Wirksamkeit zugesprochen wird, unter anderem zur Magie (S. 80 u. a. mehr), wechseln mit weniger ausführlichen Bemerkungen über Formen des Umgangs mit Dingen. Das Buch zu rezensieren ist, kurzum, nicht einfach, auch weil der Rezensent unter den Stichworten «Aufheben, Wegwerfen» oder «Umgang mit Dingen», zumal mit «schönen», etwas Anderes erwartet hat. Dennoch hat er das Büchlein mit Vergnügen und Gewinn gelesen.

Worum geht es? Groebner beginnt mit der Beobachtung, dass sich Kolleg*innen gern mit Dingen umgeben, die ihre Persönlichkeit verdeutlichen sollen und vor denen sie sich in Szene setzen. Hier geht es nicht um Aufheben oder Wegwerfen und auch nicht um schöne Dinge, sondern um Bedeutsamkeit, die Dinge als Verlängerung und Betonung der Persönlichkeit. Groebner leitet von seinen Beobachtungen zu der Frage über, welche Dinge für ihn selbst bedeutsam sind. Die Aufmerksamkeit für die Teetasse ist zu einem Exkurs über chinesisches Porzellan und die koloniale Dimension des Teeanbaus in Indien ausgebaut (S. 27 f.), eine dinggeschichtliche Erkundung des persönlichen Besitzes, die sich später und ausführlicher am Beispiel einer Gebetskette von einem Spielzeug für die Finger zu einer vergleichenden Ministudie über die Strukturierung von Gebeten in Christentum und Islam ausweitet (S. 57 f.). Andere Dinge des persönlichen Besitzes werden dagegen nur kurz, aber mehrfach erwähnt, etwa in Schubladen verwahrte Taschenmesser. Bei der Lektüre solcher Passagen beiläufiger Beobachtung kommt unwillkürlich der Wunsch auf, mehr über den Schubladeninhalt erfahren zu wollen, zum Beispiel über das Zustandekommen der vermischten Dingagglomerationen, das Verhältnis von Ablagerung und Gebrauch, Erinnerung und Vergessen.

Letzteres verhandelt Groebner mehrfach, etwa am Beispiel von Geschenken, Familienfotos und Erbstücken (S. 71 f.) und hier wird der Bezug zum Buchtitel, der Frage von Aufheben und Wegwerfen deutlich. Geschenke haben einen emotionalen Wert, ihre Bedeutung ergibt sich aus dem Gedanken an die schenkenden Personen und deshalb werden solche Objekte aufgehoben. Das gleiche gilt für Erbstücke. Familienfotos, die ein gleichsam latentes Familiengedächtnis bilden, verweisen neben ihrer Memorialqualität aber auch auf das Nichtwissen, wer eigentlich abgebildet ist. Mündliche Überlieferung wird nicht aufgehoben. Wenn man so will, vollzieht sich hier der Übergang vom *milieu de*

mémoire zum *lieu de mémoire* (Pierre Nora) im Kleinen. Das Familienalbum mutiert vom Objekt des kommunizierten Wissens zum Symbol des Familiengedächtnisses.

Von diesen Passagen mit erkennbar persönlichem Bezug weit entfernt ist das Kapitel über Sammler. Hier geht es auch nicht um Aufheben oder Wegwerfen, sondern um Passion (S. 94f.). Das Sammeln als Entdeckungsreise ins Unbekannte, die raffende Zwanghaftigkeit auf der Suche nach Serien und Vollständigkeit und die offenbar mit Qualen verbundenen Überlegungen zur Weggabe einer Sammlung verdeutlichen, wie der Umgang mit «schönen Dingen» (und nur solche Sammler betrachtet Groebner) zu Dingakkumulation mutieren kann. Dabei sind laut Groebner Sammler (von Sammlerinnen berichtet er nicht) sachkundig, jedoch findet sich die Dimension des Sammelns als Aneignung der Welt im Kleinen, des *Macrocosmos in Microcosmo* (Andreas Grote), wie sie auf der Titelabbildung einer frühneuzeitlichen Wunderkammer zu sehen ist, keine Erwähnung. Auch eine Unterscheidung von Ansammeln und Sammeln, das heisst von Akkumulation und Ordnung, Besitz und Verstehen, Verbrauch und Bewahren (Manfred Sommer, *Sammeln*, Frankfurt a.M. 2002) wird eher indirekt getroffen. Unter Ansammeln könnten die Passagen über den Konsum und die Entsorgung der Dinge fallen. Marie Kondo als unverzichtbare Zutat des Zeitgeistes und Praxisanleitung für Ordnung und Reduktion, aber auch historische Beispiele des Minimalismus zwischen Bruno Taut und Steve Jobs implizieren die Kunst des Wegwerfens als gesteuerten Verzicht, verdichtet in der Beschreibung eines wohlarrangierten neuen Hauses als Ort der Unbehaustheit und der kostspieligen Methode des offenkundig repräsentativ-ästhetischen Minimalismus (S. 117f.). Im Zusammenspiel mit Groebners Beschreibungen seines Dingbesitzes zeigen sie die Nähe beziehungsweise Ferne der Dinge vom Ich, wie sie Tilman Habermas in seinem Buch *Geliebte Objekte* beschrieben hat und führen zurück zur oben erwähnten Teetasse des Autors. Gert Selle beschreibt diesen bewussten Umgang mit persönlichen Gebrauchsobjekten als *Umgang mit schönen Dingen*. Aufmerksamkeit und Gebrauch machen die Dinge also schön, so könnte das versteckte Fazit von Groebners Dingreflexion lauten.

Andreas Ludwig, Berlin